



**Working Document
for the 15th OIML Conference**

Annex A

**Audited accounts reports
for 2012, 2013, 2014 and 2015**



2012 accounts

Contents:

A.	Auditor's statement (in French)	2
B.	Some key figures	3
C.	Comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012	5
D.	Annual accounts for the year 2012	25
E.	2011 and 2012 budget realization	45



ORGANISATION INTERNATIONALE DE METROLOGIE LEGALE

**11 rue Turgot
75009 PARIS**

RAPPORT DE L'EXPERT COMPTABLE SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE 2012

Monsieur le Directeur,

Conformément à l'Article 21 du règlement financier révisé de l'Organisation Internationale de Métrologie Légale et à notre lettre de mission du 4 Janvier 2013, nous avons audité les états financiers de l'OIML au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport et se caractérisant par les données suivantes :

✓	Total du bilan au 31 décembre 2012	4 542 070 Euros
✓	Résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2012 :	41 172 Euros

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces comptes, sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent la mise en œuvre des diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les états financiers, dans tous leurs aspects significatifs, donnent une image fidèle de la situation financière de l'OIML au 31 Décembre 2012 ainsi que du résultat de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables applicables au secteur public (normes IPSAS), au règlement financier révisé ainsi qu'à la résolution 27 de la 45^{ème} réunion du CIML et à la résolution 12 de la 14^{ème} Conférence Internationale.

Fait à Montrouge,
Le 12 Avril 2013

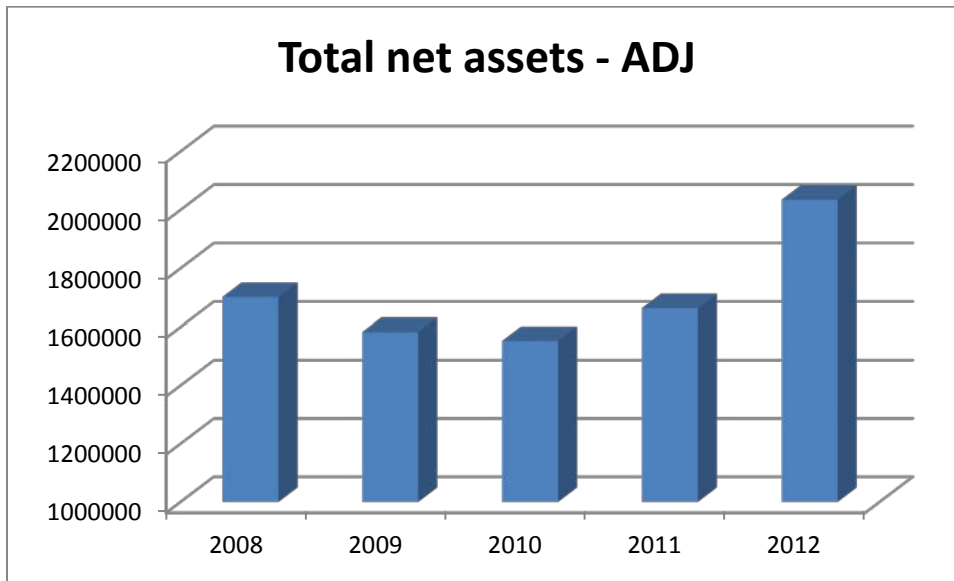
Mr F. FISCHER
Expert Comptable

B. Some key figures

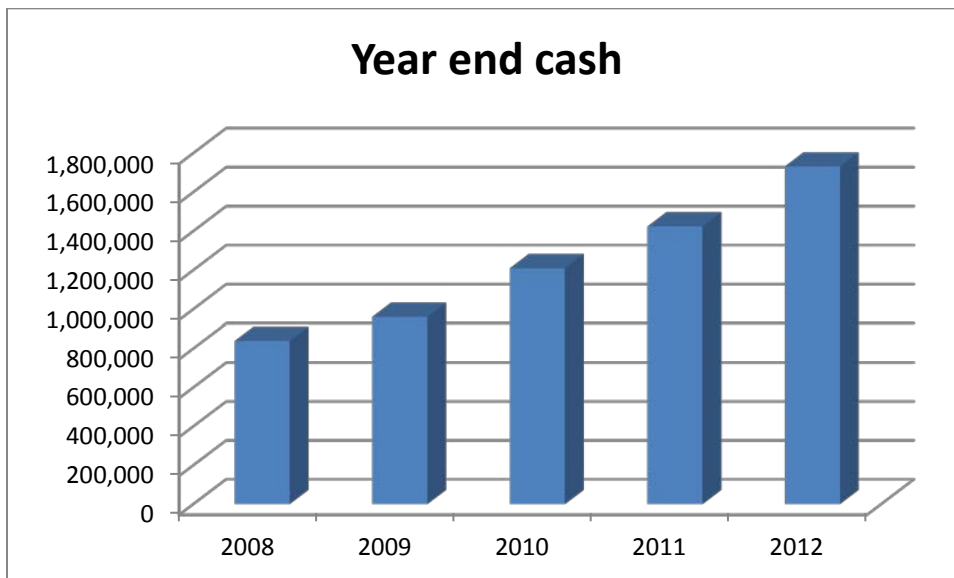
I consider total net assets and year end cash are the most important elements, to show the financial health of the organization.

While additional data exists, I have limited this to information beginning in 2008.

Note significant increase in net assets for 2012

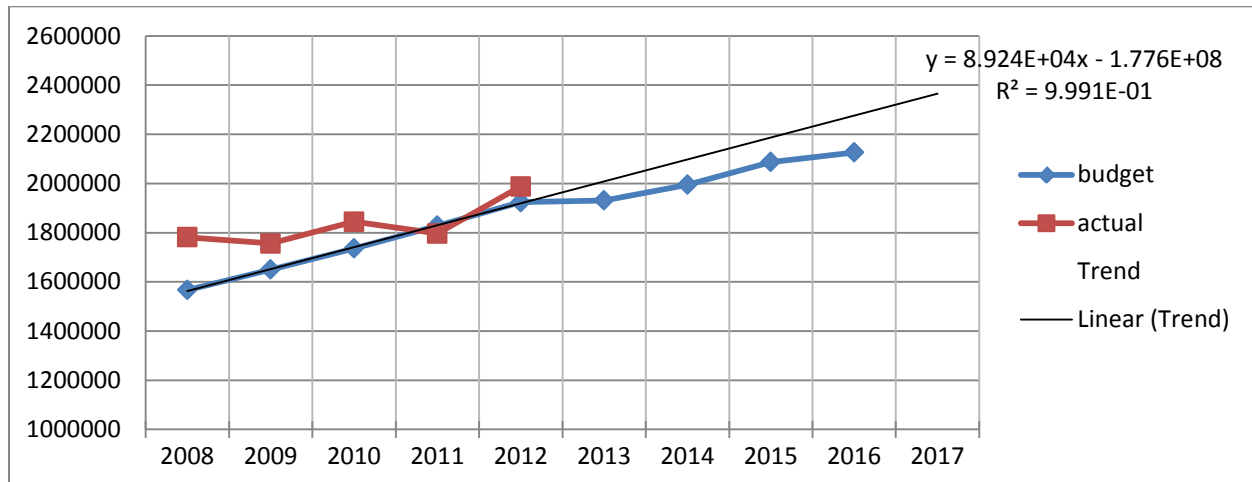


Note continuous rise in year end cash



This chart shows **total charges**, **budget** vs **actual**.

There is also a trend line which shows the potential charges if the past rate of increase in the budget continued. This can be compared to the budget for 2013 – 2016.





C.

Comptes annuels de l'exercice clos le

31 décembre 2012

Rapport établi le 12 avril 2013

SOMMAIRE

1	Etat de la situation financière au 31 decembre 2012	3
2	Etat de la performance financière	4
3	Notes annexes	4
	Règles et methodes comptables	5
	Notes sur le Bilan.....	10
	Notes sur le Résultat	16
4	Variation des capitaux propres.....	18
5	Tableau des flux de trésorerie au 31 decembre 2012	19
6	Etat budgetaire	20

1 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2012

ACTIF	31/12/2012	31/12/2011
Actifs à court terme		
Disponibilités	1 731 919 €	1 424 137 €
Créances Etats membres	117 246 €	204 240 €
Créances Membres Correspondants	39 288 €	88 649 €
Autres Créances – Certificats	1 495 €	10 697 €
Autres créances	47 656 €	15 464 €
Charges constatées d'avance	11 170 €	15 950 €
TOTAL (I)	1 948 775 €	1 759 137 €
Actifs à long terme		
Immobilisations financières	9 140 €	24 480 €
Terrain	932 750 €	819 000 €
Immeubles - murs	1 229 971 €	1 099 280 €
Agencements	318 383 €	304 200 €
Matériel de transport		
Matériel de bureau et informatique	90 267 €	24 273 €
Mobilier	8 489 €	11 403 €
Logiciels	4 295 €	1 911 €
TOTAL (II)	2 593 294 €	2 284 547 €
TOTAL GENERAL (I à II)	4 542 070 €	4 043 685 €

PASSIF	31/12/2012	31/12/2011
Passifs à court terme		
Créances payées d'avances	165 263 €	75 107 €
Autres dettes	70 091 €	99 133 €
Total passif à court terme (I)	235 354 €	174 240 €
Passifs à long terme		
Avantages au personnel	2 272 000 €	2 205 900 €
Autres provisions		
Total passif à long terme (II)	2 272 000 €	2 205 900 €
Actif net / Situation nette (III = Actif- I - II)	2 034 716 €	1 663 544 €
Apports en capital	55 324 €	55 324 €
Ecart réévaluation immeuble	2 579 837 €	2 249 837 €
Réserves et report à nouveau	-641 617 €	-752 581 €
Résultat	41 172 €	110 964 €
Total actif net (IV)	2 034 716 €	1 663 544 €
Solde net (III-IV)	0 €	0 €

2 ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE

PRODUITS EXPLOITATION	31/12/2012	31/12/2011
Participation contributive Etats Membres	1 861 800 €	1 808 780 €
Autres produits opérationnels	118 952 €	58 585 €
Total produits exploitation (I)	1 980 752 €	1 867 365 €
CHARGES EXPLOITATION		
Rémunérations, salaires et avantages du personnel	1 380 420 €	1 302 305 €
Charges liées à l'activité	390 137 €	355 853 €
Dotations aux amortissements	109 140 €	86 800 €
Régularisation Comptes clients	13 442 €	
Provision engagement retraite OIML	57 974 €	39 656 €
Autres charges opérationnelles		-20 166 €
Total charges exploitation (II)	1 951 114 €	1 764 449 €
RESULTAT D'EXPLOITATION (III=I-II)	29 638 €	102 916 €
Résultat financier	12 393 €	12 217 €
Résultat exceptionnel	-860 €	-4 168 €
Total produits / charges non opérationnels (IV)	11 533 €	8 048 €
SOLDE NET DE L'EXERCICE	41 172 €	110 964 €

3 NOTES ANNEXES

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

L'arrêté des comptes a été fait par le Directeur du Bureau en date du 26 février 2013 conformément aux dispositions de l'article 20 du règlement financier révisé de l'OIML.

Les documents de synthèse annuels établis conformément à l'annexe 3 du règlement financier révisé de l'OIML comprennent les états financiers suivants : bilan, compte de résultat, notes annexes aux états financiers, tableau de flux de trésorerie, tableau de variation des capitaux propres, état budgétaire.

Les notes ou tableaux ci-après font donc partie intégrante des états financiers annuels :

Note 1	Principales méthodes comptables.....	5
Note 2	Détail des disponibilités	10
Note 3	Analyse des soldes des Etats Membres	10
Note 4	Détail des autres créances	13
Note 5	Détail des charges constatées d'avance	13

Note 6	Détail des immobilisations financières.....	13
Note 7	Détail des créances à long terme	13
Note 8	Etat des immobilisations et amortissements.....	14
Note 9	Détail des autres dettes.....	14
Note 10	Détail des avantages du personnel.....	15
Note 11	Analyse des autres provisions	15
Note 12	Etats des abonnements des Membres Correspondants.....	16
Note 13	Détail des dotations / reprises de provisions.....	16
Note 14	Détail des produits exceptionnels.....	17
Note 15	Détail des charges exceptionnelles	17

Règles et méthodes comptables

Note 1 Principales méthodes comptables

Les états financiers de l'OIML sont établis conformément aux normes comptables internationales pour le secteur public, IPSAS (International Public Sector Accounting Standards), émises par le Comité du secteur public de l'IFAC (International Federation of Accountants). En l'absence de normes IPSAS, ce sont les normes IAS (IFRS) qui sont appliquées.

Monnaie de référence et monnaies de présentation

Le règlement financier de l'Organisation Internationale de Métrologie Légale révisé au 1er janvier 2006 prévoit à son article 2 que l'unité de compte prévue par la convention créant l'OIML est le Franc-Or, dont la parité par rapport au Franc Français est celle qui est indiquée par la Banque de France.

Toutefois, le Règlement (CE) N° 974/98 du Conseil du 3 mai 1998 a remplacé le Franc Français par l'Euro à compter du 1er janvier 1999, et dispose que "Les références aux unités monétaires nationales qui figurent dans des instruments juridiques existant à la fin de la période transitoire doivent être lues comme des références à l'unité euro en appliquant les taux de conversion respectifs." En conséquence, la Banque de France n'a pas maintenu l'unité de compte "Franc-Or".

Compte tenu de ces dispositions, les différents états financiers et états de comptabilité de l'OIML sont tenus en Euros.

Principales méthodes utilisées

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes d'un exercice à l'autre et d'indépendance des exercices et conformément aux dispositions du règlement financier révisé au 1er janvier 2006 (RF).

Immobilisations corporelles (RF- article 4.1)

Les terrains et immeubles dont l'OIML est propriétaire sont évalués conformément à la résolution no. 27 de la 45^{ème} réunion du CIML reproduite ci-après :

The Committee took note of the report on the pension system and of the comments made by Mr. Peter Mason and Dr. Philippe Richard.

The Committee noted that the re-evaluated assets cover much more than the value of the rights acquired and that there will be no need to call for any additional Member State contributions to face this liability.

The Committee instructed the Bureau to:

- *implement the IPSAS standards for the 2010 accounts, by registering the full rights acquired in the OIML liabilities and the reevaluated value of the BIML buildings in the OIML assets;*
- *prepare a presentation of the 2008 and 2009 accounts along these lines with a view to presenting them at the 14th OIML Conference; and*
- *include in the revision of the OIML Financial Regulations this implementation of the IPSAS standards, and specify the rules and periodicity for the re-evaluation of the OIML building in the OIML assets*

Ceci se traduit par la revalorisation des actifs immobilisés et par la comptabilisation d'un écart de réévaluation au niveau des capitaux propres au 1^{er} janvier 2010 et au 1^{er} janvier 2012.

Les autres installations et équipements dont l'OIML est propriétaire sont comptabilisés à leur coût historique diminué des amortissements.

L'amortissement est calculé linéairement de manière à étaler le coût de chaque actif sur la durée d'utilisation estimée comme suit :

* Terrain	pas d'amortissement
* Immeubles, murs.....	50 ans
* Immeubles, toit et ravalement	20 ans
* Immeubles, aménagements	10 ans
* Agencements, aménagements et installations	5 à 10 ans
* Autres immobilisations corporelles.....	3 à 10 ans

Immobilisations incorporelles (RF- article 4.2)

Le coût des logiciels informatiques, lorsqu'ils constituent des actifs, sont amortis linéairement selon une durée d'utilisation ne pouvant excéder 3 ans.

Immobilisations financières (RF- article 4.3)

Les immobilisations financières comprennent notamment les prêts au personnel.

Instruments financiers (RF article 5)

Dans les limites qui lui sont fixées par le Comité et sous le contrôle de celui-ci, le Directeur est autorisé à investir les disponibilités de l'Organisation, soit en titres ou effets facilement négociables à court terme dans l'un des pays membres de l'Organisation, soit même en investissements à long terme.

Les intérêts, dividendes, pertes et gains sur les instruments financiers, qu'ils soient réalisés ou non, sont comptabilisés dans les produits et charges du compte de résultat.

Les actifs et passifs financiers sont enregistrés à leur juste valeur à la date de clôture.

Prestations particulières sur conventions – en-cours (RF article 6)

Le Bureau peut passer des contrats avec toute organisation Internationale ou Régionale afin d'effectuer sur financement de cette organisation des travaux et prestations particuliers entrant dans le champ de compétence de l'Organisation et conforme à ses objectifs (par exemple traduction de publications de

l'OIML dans une autre langue que l'Anglais et le Français). Les objectifs et les conditions de ces contrats devront être préalablement soumis à l'accord du Comité.

Les produits et charges relatifs à une prestation effectuée sur plusieurs exercices, dans le cadre de ces contrats, font l'objet des régularisations comptables appropriées pour satisfaire aux règles de constatation des produits fixées à l'article 8 (constatation des produits : cf. ci-après).

Créances d'exploitation

Les contributions des Etats Membres en retard lors de la clôture d'un exercice budgétaire seront considérées comme créances de l'Organisation et figureront comme telles à l'actif jusqu'à leur encaissement effectif.

Le cas des Etats défaillants est traité en application de l'Article XXIX de la Convention de l'OIML : la radiation d'un pays ayant atteint trois années d'arriérés est constatée automatiquement par le Directeur du Bureau International de Métrologie Légale.

La 14^{ième} Conférence Internationale a souhaité clarifié l'Article XXIX de la Convention de l'OIML en ce qui concerne les États Membres n'ayant pas intégralement réglé leur contribution annuelle. Il a été décidé que :

- (a) Un État Membre qui n'a pas réglé sa contribution annuelle pendant trois années consécutives doit être automatiquement considéré comme ayant démissionné, conformément à l'Article XXIX, premier paragraphe, de la Convention ;
- (b) Un État Membre qui n'a pas intégralement réglé sa contribution annuelle doit être automatiquement considéré comme ayant démissionné lorsque ses arriérés accumulés sont équivalents au total des trois dernières années de contributions dues ;
- (c) Un État Membre en arriéré recevra un avertissement final écrit au moins six mois avant l'accumulation du montant de trois ans mentionnée en (a) ou (b). L'avertissement inclura une demande de règlement total du montant ;
- (d) Les dispositions en (a), (b) et (c) s'appliquent également aux Membres Correspondants en ce qui concerne l'abonnement forfaitaire des Membres Correspondants.

La 14^{ième} Conférence Internationale a souhaité clarifié aussi l'Article XXX, second paragraphe, de la Convention en ce qui concerne la réadmission des États Membres officiellement considérés comme ayant démissionné. Il a été décidé que :

- (a) Un État Membre qui est officiellement considéré comme ayant démissionné peut être réadmis uniquement après qu'il a réglé ses contributions impayées, dont le montant est calculé comme la contribution totale que l'État Membre aurait eu à payer au cours des trois dernières années immédiatement avant l'année de réadmission conformément à la classification dudit État Membre au moment de sa réadmission ;
- (b) Les dispositions en (a) s'appliquent également aux Membres Correspondants en ce qui concerne l'abonnement forfaitaire des Membres Correspondants.

En conclusion, la 14^{ième} Conférence Internationale, vu les Articles XXIX et XXX de la Convention, considérant que pour certains États Membres, les comptes de l'OIML font apparaître des arriérés supérieurs à trois ans de contributions, mais que ces arriérés n'auraient pas dû être totalisés au-delà de trois ans de contributions et que les comptes doivent être ajustés afin de rectifier cette situation, il a été décidé que :

- (a) Les États Membres actuels et États Membres considérés comme ayant démissionné et pour lesquels les comptes de l'OIML indiquent des arriérés supérieurs à trois ans de contributions, doivent voir leurs arriérés réduits à trois ans de contributions ;
- (b) Ces réductions doivent être comptabilisées dans les comptes de 2012 ; tout déficit résultant desdites réductions doit être compensé en puisant dans les fonds de réserve ;
- (c) Les dispositions en (a) et (b) s'appliquent également aux Membres Correspondants.

Les avances et acomptes sur des charges de l'exercice suivant (par exemple acomptes versés pour l'organisation de réunions, acomptes sur travaux, etc.), peuvent être inscrits comme créances sur des fournisseurs.

Les avances reçues de clients dans le cadre des contrats visés à l'article 6 sont inscrites sur les comptes "clients" au passif du bilan.

Constatation des produits

Les produits sont comptabilisés selon les principes de la comptabilité d'engagement.

Les cotisations des États Membres et les abonnements forfaitaires des Membres Correspondants sont comptabilisés à leur date d'exigibilité, soit la date d'ouverture de l'exercice.

Les produits financiers sont enregistrés dans l'exercice pendant lequel ils ont couru.

Les autres revenus, y compris les remboursements de frais par des tiers sont pris en compte lorsqu'ils sont acquis par l'OIML, soit selon les termes des contrats convenus soit, en l'absence de convention lors de l'émission de la facture ou de la demande de paiement.

Les cotisations des États Membres et abonnements forfaitaires des Membres Correspondants correspondant au paiement partiel ou total des sommes dues au titre des exercices suivants, seront inscrits comme dettes de l'Organisation vis-à-vis de ces Membres.

Réserves

Les résultats annuels, qu'ils soient déficitaires ou bénéficiaires, sont systématiquement affectés en report à nouveau pendant toute la période financière définie à l'article 1. Au terme de chaque période financière, la Conférence décide de l'affectation éventuelle en réserve.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées quand l'OIML est tenue par une obligation juridique ou implicite résultant d'événements passés, dont il est probable que le règlement entraînera un emploi de ressources sans contrepartie probable et lorsqu'une estimation fiable du montant de l'obligation en cause peut être effectuée.

Avantages du personnel

Les droits à retraite acquis étaient évalués selon des modalités différentes lors des exercices 2008 et 2009.

En application de la résolution no. 27 de la 45^{ème} réunion du CIML, les droits à retraite acquis sont évalués par un actuair et sont présentés dans la Note 10.

Ils font l'objet d'une provision pour charges établie conformément aux dispositions des normes IPSAS. Ceci se traduit par une perte exceptionnelle sur l'exercice courant correspondant à l'inscription au passif du bilan de la provision pour retraites évaluée conformément aux normes IPSAS en comparaison de l'évaluation donnée l'année précédente conformément à la règle antérieure.

Emprunts

L'OIML ne fait pas appel à l'emprunt.

Produits et charges exceptionnels

Le Directeur du Bureau peut passer par profits et pertes le montant des pertes ou gains des fonds, cession d'actifs, stocks et autres avoirs, à condition qu'un état de toutes ces sommes soit soumis au Comité et à la Conférence - en particulier, seront ainsi pris en compte les écarts entre les contributions théoriques dues par les Etats Membres et leurs versements réels, dans la mesure où ces écarts sont suffisamment faibles et qu'ils ne correspondent pas à des différences de change à constater en charges ou produits financiers

Contributions Volontaires - Dons et Legs

Le Directeur du Bureau peut accepter des contributions volontaires ainsi que des dons et legs, que ces apports soient ou non en espèces, à condition qu'ils soient offerts à des fins compatibles avec la ligne de conduite, les buts et l'activité de l'Organisation.

L'acceptation des apports qui entraînent, soit directement, soit indirectement des engagements financiers supplémentaires pour l'Organisation doit recevoir au préalable l'accord de la Conférence ou, en cas d'urgence, celui du Comité.

Les apports en biens meubles ou immeubles sont évalués en unités monétaires et inscrits au bilan de l'Organisation.

Notes sur le Bilan

Note 2 Détail des disponibilités

Détail des disponibilités	31/12/2012	31/12/2011
Caisse d'Epargne	963 460 €	951 843 €
Banque de France	558 292 €	214 969 €
Chèques Postaux	45 772 €	24 838 €
Crédit Lyonnais	76 045 €	97 028 €
Caisse	1 272 €	1 373 €
Banque de Berne	11 906 €	21 549 €
Banque de France – Centre de Traduction	62 692 €	100 919 €
Intérêts courus à recevoir	12 481 €	11 618 €
Total	1 731 919 €	1 424 137 €

Note 3 Analyse des soldes des Etats Membres

Les créances s'analysent comme suit :

Créances "clients"	31/12/2012	31/12/2011
<u>Actif</u>		
Etats membres	333 449 €	455 329 €
Membres correspondants	39 288 €	88 649 €
Autres clients	1 495 €	10 697 €
Factures à établir		
Provisions dépréciation	-216 203 €	-251 089 €
<u>Passif</u>		
Etats membres - Avances	-153 411 €	-58 400 €
Membres correspondants - Avances	-11 852 €	-9 457 €
Total	-7 233 €	235 729 €

Le détail des créances des Etats membres et des Membres Correspondants est détaillé ci-après :

Etats Membres	Situation au 31/12/2012	Situation au 31/12/2011	Situation au 31/12/2010
AFRIQUE DU SUD		56 800	
ALBANIE	14 500		
ALGERIE			26 010
ARABIE SAOUDITE		42 085	13 685
CAMEROUN	42 600	53 984	79 138
R.P.D. De Corée	25 703	25 703	25 703
CUBA	14 800	14 200	13 900
EGYPTE			13 900
ETHIOPIE	42 600	38 630	38 630
GRECE – Avance	-100	-400	-400
GUINEE	-13 311	36 009	36 009
INDONESIE	29 000		
IRAN	29 000	28 400	27 800
IRLANDE – Avance	-14 000	-14 500	-14 200
ISRAEL	28 700	14 200	
ITALIE		11 700	5 205
KENYA		1 309	428
LIBAN	42 600	35 689	35 689
NORVEGE – Avance	-14 000		-14 200
NVLE ZELANDE – Avance	-14 000	-14 500	-14 200
POLOGNE – Avance	-28 000	-29 000	-28 400
PORTUGAL – Avance	-14 000		
ROYAUME UNIE – Avance	-56 000		
SRI LANKA	21 346	35 546	21 346
TANZANIE			13 900
TUNISIE – Avance			-13 900
ZAMBIE	42 600	61 073	61 073
	180 038	396 929	327 116

Membres Correspondants	Situation au 31/12/2012	Situation au 31/12/2011	Situation au 31/12/2010
ARGENTINE	1 450		4 390
BANGLADESH	1 450	2 570	1 230
BARBADE		4 500	3 160
BENIN		7 406	6 066
BOSNIE-HERZEGOVINE - Avance	-1 020	-1 020	-1 020
BOTSWANA	1 450	4 817	3 477
BURKINA FASO	4 020	6 224	6 114
COMORES	4 020	9 172	9 172
R.P.D. De Corée	4 020	2 570	1 230
COSTA RICA	1 059	1 340	
REPUBLIQUE DOMINICAINE	2 790	3 690	2 350
GABON - Avance	-2 574	6 594	5 254
GHANA	1 340	1 340	
GUATEMALA - Avance	-1 120	-1 120	-1 120
HONG KONG - Avance	-1 400		
ISLANDE		1 340	
KIRGHIZISTAN		1 340	
KOWEIT		6 434	5 094
LETTONIE - Avance	-170	-220	-110
LIBYE - Avance	-3 077	-4 527	-5 867
MADAGASCAR		182	132
MALAWIE - Avance		-1 450	
MONGOLIE - Avance	-1 091	-1 120	-1 120
MONTENEGRO			110
NEPAL	1 450	4 710	3 370
NICARAGUA	4 020	7 344	7 344
OMAN	1 450		
OUZBEKISTAN	232	122	122
PAPOUASIE – NOUVELLE GUINEE		1 523	183
QUATAR			1 230
RWANDA	4 020	3 480	2 140
SINGAPOUR - Avance	-1 400		
SOUDAN		2 670	1 330
TADJIKISTAN	4 020	5 515	5 515
TRINITE & TOBAGO	1 047	1 038	1 029
UEMOA			2 350
UKRAINE	1 450	1 389	49
URUGUAY		1 340	
	27 436	79 192	63 203

Les provisions sur créances Etats Membres et Membres Correspondants sont les suivantes :

Pays	Provision au 31/12/2012	Provision au 31/12/2011
REP. POP. DEM. DE COREE	25 703 €	25 704 €
CAMEROUN	42 600 €	53 984 €
GUINEE		36 009 €
ETHIOPIE	42 600 €	38 630 €
LIBAN	42 600 €	35 689 €
ZAMBIE	42 600 €	61 073 €
BURKINA FASO	4 020 €	
COMMORES	4 020 €	
REP. POP. DEM. DE COREE	4 020 €	
NICARAGUA	4 020 €	
TADJIKISTAN	4 020 €	
Total provisions	216 203 €	251 089 €

Note 4 Détail des autres créances

Les autres créances d'un montant de 47 656 € comprennent essentiellement un solde de TVA déductible pour un montant de 19 086 € et des acomptes payés à des fournisseurs pour les travaux pour un montant de 27 497 €.

Note 5 Détail des charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance de 11 170 € comprennent principalement des paiements de services annuels ou d'abonnements dont une partie relève de l'exercice 2013.

Note 6 Détail des immobilisations financières

Ce poste d'un montant de 9 140 € comprend des dépôts et cautionnements pour 420 € et des prêts au personnel pour 8 720 € ventilés comme suit :

Prêts au personnel	31/12/2012	< 1 an	entre 1 et 5 ans	> 5 ans
Total	8 720 €	8 720 €		

Note 7 Détail des créances à long terme

Aucune créance n'apparaît à long terme.

Note 8 Etat des immobilisations et amortissements

	31/12/2012			31/12/2011		
	Brut	Amort.	Net	Brut	Amort.	Net
Logiciels	9 488 €	5 193 €	4 295 €	4 317 €	2 406 €	1 911 €
Terrain	932 750 €		932 750 €	819 000 €		819 000 €
Immeubles – murs	1 340 850 €	110 879 €	1 229 971 €	1 170 750 €	71 470 €	1 099 280 €
Installations générales	9 209 €	53 €	9 156 €			
Agencements	426 400 €	117 173 €	309 227 €	380 250 €	76 050 €	304 200 €
Matériel de bureau	2 381 €	1 638 €	742 €	1 523 €	1 433 €	90 €
Matériel informatique	40 975 €	22 124 €	18 851 €	35 844 €	11 660 €	24 183 €
Serveur système	82 858 €	12 185 €	70 673 €			
Mobilier	35 023 €	26 534 €	8 489 €	35 023 €	23 619 €	11 403 €
TOTAL 31/12	2 879 933 €	295 779 €	2 584 155 €	2 446 706 €	186 639 €	2 260 067 €
TOTAL 01/01	2 446 706 €	186 639 €	2 260 067 €	2 649 681 €	324 699 €	2 324 982 €
Variation de l'exercice	433 227 €	109 140 €	324 087 €	-202 975 €	-138 060 €	-64 915 €

Note 9 Détail des autres dettes

Les autres dettes sont à échéance à court terme et comprennent les postes suivants :

	31/12/2012	31/12/2011
Retraite OIML		18 588 €
Urssaf	21 481 €	19 045 €
Ircantec	6 347 €	5 604 €
Mutuelle	4 742 €	5 545 €
Prévoyance	6 391 €	8 711 €
Congés payés	21 430 €	30 846 €
Dettes sociales	60 391 €	88 340 €
Fournisseurs	2 377 €	104 €
Factures non parvenues	7 323 €	10 690 €
Fournisseurs	9 700 €	10 793 €

Note 10 Détail des avantages du personnel

Les avantages du personnel comprennent le fonds de retraite pour 2 272 000 € en application de la résolution no. 27 de la 45^{ème} réunion du CIML.

	31/12/2012
Engagement de retraite au 01/01/2012	2 205 900 €
Contribution salariale	8 126 €
Provision retraite	57 974 €
Solde au 31/12/2012	2 272 000 €

Le total des droits à retraite acquis par le personnel, évalués par un actuair, se monte à :

Total des droits acquis au	
Au 31/12/2006	1 575 800 €
Au 31/12/2007	1 693 100 €
Au 31/12/2008 (interpolation)	1 783 700 €
Au 31/12/2009	1 880 900 €
Au 31/12/2010	2 158 500 €
Au 31/12/2011	2 205 900 €
Au 31/12/2012	2 272 000 €

Note 11 Analyse des autres provisions

Au cours de l'exercice, l'OIML n'a connu aucun litige.

Notes sur le Résultat

Note 12 Etats des abonnements des Membres Correspondants.

En application de la résolution n°12 de la 14ième Conférence Internationale, considérant que pour certains États Membres et Membres Correspondants, les comptes de l'OIML font apparaître des arriérés supérieurs à trois ans de contributions, mais que ces arriérés n'auraient pas dû être totalisés au-delà de trois ans de contributions et que les comptes doivent être ajustés afin de rectifier cette situation, la conséquence sur les comptes au 31 décembre 2012 est :

- Perte sur créances irrécouvrables :	48 328 €
- Reprise provision créances :	- 34 886 €
- Soit une charge sur les comptes 2012 :	13 442 €

Note 13 Détail des dotations / reprises de provisions

Le total des dotations aux amortissements et aux provisions est de 132 229 €. Concernant la dotation au Fonds de Pension, voir Note 10.

Dotation de l'exercice	2012	2011
Logiciels	2 787 €	1 521 €
Bâtiments	39 409 €	35 735 €
Installations générales	53 €	
Agencements	41 123 €	38 025 €
Matériel de bureau	206 €	236 €
Matériel informatique	10 464 €	7 870 €
Serveur système	12 185 €	
Mobilier	2 915 €	3 412 €
Total dotation aux amortissements	109 140 €	86 800 €
Comptes clients – reprise provision	-34 886 €	-25 154 €
Fonds de pension	57 974 €	39 656 €
Total dotations de l'exercice	23 089 €	14 503 €

Note 14 Détail des produits exceptionnels

Les produits exceptionnels sont de 36 € à la clôture de l'exercice et sont non significatifs.

Note 15 Détail des charges exceptionnelles

Au 31 décembre 2012, les charges exceptionnelles s'élèvent à 896 € et correspondent principalement à des cotisations sociales.

4 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves	Réévaluation Immeuble	Report à nouveau	Résultat	Total
Solde net au 01/01/2011	55 324 €	1 290 114 €	2 249 837 €	-399 970 €	-1 642 725 €	1 552 580 €
Résultat de l'exercice					110 964 €	
Solde net au 31/12/2011	55 324 €	1 290 114 €	2 249 837 €	-2 042 695 €	110 964 €	1 663 544 €
Solde net au 01/01/2012	55 324 €	1 290 114 €	2 249 837 €	-2 042 695 €	110 964 €	1 663 544 €
Résultat de l'exercice					41 172 €	
Réévaluation immeuble			330 000 €			
Solde net au 31/12/2012	55 324 €	1 290 114 €	2 579 837 €	-1 931 731 €	41 172 €	2 034 716 €

Le résultat annuel est totalisé au 1er janvier suivant dans le Report à nouveau.

Les réserves sont celles constatées et approuvées par la Conférence en 2008, sur la base des comptes de l'exercice 2007.

Les comptes de l'exercice 2009 ont été établis en comptabilisant la Provision pour pensions sur la base de la règle provisoirement acceptée par le CIML. Les comptes de l'exercice 2010 et 2012 ont été établis en tenant compte d'une revalorisation de l'immeuble et de la comptabilisation de la totalité des droits acquis (voir Note 1 ci-dessus), ce qui explique le solde report à nouveau.

La décision d'affecter les résultats et le report à nouveau dans les réserves relève de la Conférence lors de sa réunion de 2012, sur la base des comptes de l'exercice 2011.

5 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2012

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2012		
	2012	2011
Solde des activités	41 172	110 964
+/- Dotations - reprises aux amortissements et provisions	167 114	101 303
+ Impact résolution 11 & 12 of 14 ^{ième} Conférence	13 442	
+ Valeur nette comptable des immobilisations cédées	0	0
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	221 727	212 267
+/- Variation du BFR lié à l'activité	173 942	-72
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	395 669	212 195
- Décaissements liés à l'acquisition d'immobilisations	-103 227	-21 886
+/- Variation des prêts et avances consentis	15 340	24 130
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT	-87 887	2 245
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	307 782	214 440
TRESORERIE D'OUVERTURE	1 424 137	1 209 697
TRESORERIE DE CLOTURE	1 731 919	1 424 137
ECART	0	0

6 ETAT BUDGETAIRE

Exécution du budget	2011	2011	2012	2012
	Voté	Réalisé	Voté	Réalisé
CHARGES				
Personnel en activité		1 228 729 €		1 287 544 €
Retraites		73 576 €		92 876 €
Total charges de personnel	1 380 000 €	1 302 305 €	1 462 000 €	1 380 420 €
Locaux	63 000 €	83 187 €	64 000 €	87 500 €
Frais de bureau	8 000 €	6 393 €	9 000 €	2 140 €
Impressions et Bulletin	43 000 €	18 268 €	43 000 €	16 222 €
Doc & Internet	28 000 €	20 847 €	27 000 €	32 189 €
Correspondance	20 000 €	22 679 €	22 000 €	19 224 €
Réunions	73 000 €	73 957 €	76 000 €	92 535 €
Voyages et missions	101 000 €	95 307 €	107 000 €	76 026 €
Divers	48 000 €	46 778 €	49 000 €	114 034 €
Amort. et provisions	64 000 €	126 457 €	65 000 €	167 114 €
Total charges autres que personnel	448 000 €	493 873 €	462 000 €	606 985 €
PRODUITS				
Contributions EM et Centre de trad.	1 692 000 €	1 732 400 €	1 756 000 €	1 769 000 €
Abonnements des MC	76 000 €	76 380 €	83 000 €	92 800 €
Bulletin	6 000 €	3 376 €	6 000 €	2 616 €
Revenus financiers	20 000 €	12 384 €	20 000 €	12 864 €
Revenus des Certificats et du MAA	64 000 €	38 128 €	66 000 €	113 885 €
Divers et exceptionnels		19 320 €		2 526 €
Autres				
Rep/prov. dépréciation actifs		25 154 €		34 886 €
Transferts de charges exploitation				
Total produits	1 858 000 €	1 907 142 €	1 931 000 €	2 028 577 €
Résultat	30 000 €	110 964 €	7 000 €	41 172 €



D.

Annual accounts for the year 2012

Report established on 12 April 2013

SUMMARY

1	Balance sheet as of 31 december 2012	3
2	Income statement for 2012.....	4
3	Notes to the financial statements	4
	Accounting rules and methods.....	5
	Notes on the balance sheet.....	10
	Notes on the income statement	16
4	Statement of changes in net assets/equity	18
5	Cash-flow statement at 31 december 2012	19
6	Execution of the budget	20

1 BALANCE SHEET AS OF 31 DECEMBER 2012

ASSETS	31/12/2012	31/12/2011
Current assets		
Cash	1 731 919 €	1 424 137 €
Member States receivables	117 246 €	204 240 €
Corresponding Members receivables	39 288 €	88 649 €
Orther receivables – Cerificats	1 495 €	10 697 €
Other receivables	47 656 €	15 464 €
Prepayments	11 170 €	15 950 €
TOTAL (I)	1 948 775 €	1 759 137 €
Non current assets		
Long term investments	9 140 €	24 480 €
Land	932 750 €	819 000 €
Building - walls	1 229 971 €	1 099 280 €
Fittings	318 383 €	304 200 €
Transport equipment		
Office equipment	90 267 €	24 273 €
Furniture	8 489 €	11 403 €
Software	4 295 €	1 911 €
TOTAL (II)	2 593 294 €	2 284 547 €
General total (I to II)	4 542 070 €	4 043 685 €

LIABILITIES	31/12/2012	31/12/2011
Current liabilities		
Member States payables	165 263 €	75 107 €
Other payables	70 091 €	99 133 €
Total current liabilities	235 354 €	174 240 €
Non current liabilities		
Employee benefits	2 272 000 €	2 205 900 €
Other provisions		
Total passif à long terme (II)	2 272 000 €	2 205 900 €
Net assets	2 034 716 €	1 663 544 €
Capital	55 324 €	55 324 €
Revaluation Building	2 579 837 €	2 249 837 €
Reserves and accumulated results	-641 617 €	-752 581 €
Result of the year	41 172 €	110 964 €
Total net assets	2 034 716 €	1 663 544 €
Balance	0 €	0 €

2 INCOME STATEMENT FOR 2012

OPERATING INCOME	31/12/2012	31/12/2011
Member States contributions	1 861 800 €	1 808 780 €
Other operating income	118 952 €	58 585 €
Total Operating income	1 980 752 €	1 867 365 €
OPERATING EXPENSES		
Staff expenses	1 380 420 €	1 302 305 €
Operating expenses	390 137 €	355 853 €
Depreciations	109 140 €	86 800 €
Regularization accounts receivable	13 442 €	
Provision for retirement	57 974 €	39 656 €
Other operating expenses		-20 166 €
Total operating expenses	1 951 114 €	1 764 449 €
OPERATING RESULT	29 638 €	102 916 €
Financial result	12 393 €	12 217 €
Extraordinary result	-860 €	-4 168 €
Total non operating results	11 533 €	8 048 €
NET RESULT	41 172 €	110 964 €

3 NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

The financial year covers the period of 1st January 2012 to 31 December 2012.

The accounts were closed by the BIML Director on 26 February 2013 according to the provisions of Article 20 of the OIML Financial Regulations.

The financial statements established according to Annex 3 of the Financial Regulations include the following: balance sheet, income statement, notes to the financial statements, statement of changes in net assets/equity, cash flow statement.

The following notes or tables are therefore part of the presentation of the annual financial statements:

Note 1	Main accounting methods	5
Note 2	Cash and investment details	10
Note 3	Member States balance analysis	10
Note 4	Other receivables details	13
Note 5	Prepayments detail	13

Note 6	Long term investments details.....	13
Note 7	Long term receivables detail	13
Note 8	Fixed assets and accumulated depreciations state	14
Note 9	Other payables detail.....	14
Note 10	Employee benefits detail	15
Note 11	Other provisions analyzis	15
Note 12	Subscription detail.....	16
Note 13	Depreciation and recovering detail.....	16
Note 14	Extraordinary income detail	17
Note 15	Extraordinary expenses detail.....	17

Accounting rules and methods

Note 1 Main accounting methods

The OIML financial statements are established according to the international public sector accounting standards, IPSAS, issued by the Public Sector Committee of the IFAC (International Federation of Accountants). When IPSAS standards are not available, the IAS (IFRS) standards are implemented.

Reference currency

The OIML Financial Regulations as revised as of 1st January 2006 says in its Article 2 that the accounting unit provided for in the Convention (Article XXIV) is the Gold Franc whose exchange rate with the French Franc is indicated by the Banque de France.

However, Council Regulation (EC) No. 974/98 of 3 May 1998 replaced the French Franc by the Euro starting from 1 January 1999 and sets forth that "References to national monetary units contained in legal instruments in force as of the end of the transitional period must be construed as references to the Euro unit by applying the respective conversion rates". Accordingly, the Banque de France did not maintain the "Gold Franc" accounting unit.

On the basis of these provisions, the various financial statements and accounting documents of OIML shall be maintained in Euros.

Main methods used

The general accounting principles have been applied, respecting the principle of prudence, in conformity with the base hypothesis of continuity of operation, of permanence of the methods from one year to another and of independence of the yearly periods and in conformity with the provisions of the OIML Financial Regulations (FR) revised as of 1st January 2006.

Tangible fixed assets (FR- article 4.1)

The land, buildings, equipment and facilities owned by the OIML are valued in accordance with resolution no. 27 of the 45th CIML Meeting reproduced below :

The Committee took note of the report on the pension system and of the comments made by Mr. Peter Mason and Dr. Philippe Richard.

The Committee noted that the re-evaluated assets cover much more than the value of the rights acquired and that there will be no need to call for any additional Member State contributions to face this liability.

The Committee instructed the Bureau to:

- *implement the IPSAS standards for the 2010 accounts, by registering the full rights acquired in the OIML liabilities and the reevaluated value of the BIML buildings in the OIML assets;*
- *prepare a presentation of the 2008 and 2009 accounts along these lines with a view to presenting them at the 14th OIML Conference; and*
- *include in the revision of the OIML Financial Regulations this implementation of the IPSAS standards, and specify the rules and periodicity for the re-evaluation of the OIML building in the OIML assets*

This is reflected in the revaluation of fixed assets and the recognition of revaluation surplus in shareholders' equity at 1st January 2010 and at 1st January 2012.

Other facilities and equipment owned by the OIML are recognised at their historical cost less depreciation

Depreciation is calculated on a straight-line basis, in order to spread the cost of each asset over the asset's useful life estimated as follows:

* Land	No depreciation
* Buildings, wall	50 years
* Buildings, roof, renovation	20 years
* Buildings, fittings	10 years
* Fittings, improvements and facilities	5 à 10 years
* Other tangible fixed assets	3 à 10 years

Intangible fixed assets (FR- article 4.2)

The cost of capitalised software is depreciated on a straight-line basis over a useful life not exceeding 3 years.

Financial assets (FR- article 4.3)

Financial assets include in particular loans to employees.

Financial instruments (FR article 5)

Within the limits set by the Committee and subject to the Committee's control, the Director is authorised to invest the Organisation's cash and cash equivalents, either in securities or in instruments readily tradable in the short term within any of the Member States of the Organisation, or even in long-term investments.

Any interest, dividends and gains on financial instruments, whether realised or not, shall be recognised as revenues and expenses in the income statement.

Financial assets and liabilities are marked to market as of the closing date.

Specific services related to contracts – work in progress (FR article 6)

The Bureau may execute contracts with any International or Regional Organisation in order to carry out specific works and services funded by such organisations and falling within the scope of competence of the Organisation and in accordance with its objectives (e.g. translation of OIML publications into a language other than English or French). The objectives and terms of such contracts shall be submitted for prior approval to the Committee.

The revenues and expenses related to services rendered over several financial years under such contracts shall give rise to accounting adjustments in order to meet the revenue recognition rules set out in Article 8. (Revenue recognition : cf. below).

Trade receivables

Contributions due by Member States and in arrears as of the close of a budget year shall be deemed receivables of the Organisation and posted as such as assets until actual collection.

The case of defaulting Member States is addressed in accordance with Article XXIX of the OIML Convention: the radiation of a Member State who reached or exceeded three years of arrears is automatically registered by the BIML Director.

The 14th International Conference wished clarified Article XXIX of the OIML Convention, as regards Member States which have not fully paid their annual contribution. It was decided that:

- (a) A Member State which has not paid its annual contribution for three consecutive years shall automatically be considered as having resigned, according to Article XXIX, first paragraph, of the Convention;
- (b) A Member State which has not fully paid its annual contribution shall be automatically considered as having resigned when its accumulated arrears amount to the total of the last three years of contributions due;
- (c) A Member State in arrears will receive a final written warning at least six months before the accumulation of the three-year amount mentioned in (a) or (b). The warning will include a request to pay the full amount;
- (d) The provisions of (a), (b) and (c) apply accordingly to Corresponding Members with respect to annual Corresponding Member fees.

The 14th International Conference wished also clarified Article XXX, second paragraph, of the Convention with respect to the readmission of Member States which have officially been regarded as having resigned. It was decided that:

- (a) A Member State which has officially been regarded as having resigned may be readmitted only after it has settled its unpaid contributions, the amount of which is calculated as the total contribution that the Member State would have had to pay over the last three years immediately prior to the year of readmission according to the classification of that Member State at the time of readmission;
- (b) The provisions in (a) apply accordingly to Corresponding Members with respect to Corresponding Member fees.

In conclusion, the 14th International Conference, having regard to Articles XXIX and XXX of the Convention, considering that for some Member States, the OIML accounts show arrears in excess of three years of membership contribution, but that these should not have amounted to more than three years of membership contribution and that the accounts need to be adjusted to rectify this situation, it was decided that:

- (a) Current Member States and Member States regarded as having resigned for which the OIML accounts show arrears in excess of three years of membership contribution, shall have their arrears reduced to three years of membership contribution;
- (b) The reductions shall be accounted for in the 2012 accounts; any deficits resulting from these reductions shall be compensated by drawing from the reserve funds;
- (c) The provisions of (a) and (b) apply accordingly to Corresponding Members.

Advances and down payments related to expenses of the following financial year (e.g. down payments made for the organisation of meetings, down payments related to works, etc.) may be posted as amounts due by suppliers.

Advances received from clients in connection with contracts referred to under Article 6 are posted as “amounts due to clients” on the liabilities side of the balance sheet.

Revenue recognition

Revenues are recognised according to the accrual method.

Contributions due by Member States and fees due by Corresponding Members are recognised on their due date, i.e. the commencement date of the financial year.

Financial revenues are recognised during the financial year during which they accrue.

Other revenues, including expense repaid by third parties, are recognised when accruing to the OIML, either under the terms of executed contracts or, in the absence of any contract, upon issuing the invoice or the request for payment.

Contributions due by Member States and fees due by Corresponding Members representing the partial or total payment of amounts due for following years are posted as amounts due by the Organisation to such Members.

Reserves

Annual net income, whether positive or negative, is systematically posted to retained earnings during the entire financial period defined in Article 1. At the end of each financial period, the Conference decides whether the relevant amounts are to be posted to the reserves.

Provisions

Provisions are recognised when the OIML is legally or implicitly bound by any obligation resulting from past events, and where it is likely that performance of such an obligation shall entail the use of resources without any likely consideration and it is possible to make a reliable estimate of the amount of the relevant obligation.

Employees benefits

The pension earned were evaluated in different ways during the years 2008 and 2009.

Under the resolution no. 27 of the 45th CIML Meeting, the pension rights acquired are valued by an actuary and are presented in Note 10.

They are subject to an allowance for expenses determined in accordance with IPSAS

This results in an extraordinary loss on the current year corresponding to the entry on the liabilities of the provision for pensions calculated in accordance with IPSAS in comparison to the assessments given to the previous year under the previous rule.

Borrowing

OIML is not authorised to borrow.

Extraordinary revenues and expenses

The Bureau's Director may account for the amount of losses or gains arising in connection with any funds, asset disposals, inventories or other assets, provided that a statement listing all such amounts shall be submitted to the Committee and the Conference, taking into account in particular all differences between theoretical contributions due by Member States and actual payments, insofar as such differences are sufficiently small and do not correspond to foreign exchange differences related to financial revenues or expenses

Voluntary contributions – bequests and donations

The Bureau's Director may accept voluntary contributions as well as bequests and donations, whether or not in cash, provided that the same are offered for purposes compatible with the Organisation's policies, goals and operations.

The acceptance of any contributions entailing, whether directly or indirectly, any additional financial commitment for the Organisation is subject to prior approval by the Conference or, in case of emergency, by the Committee.

Contributions in movable or immovable property are valued in monetary units and posted on the Organisation's balance sheet.

Notes on the balance sheet

Note 2 Cash and investment details

Details of cash	31/12/2012	31/12/2011
Caisse d'Epargne	963 460 €	951 843 €
Banque de France	558 292 €	214 969 €
Chèques Postaux	45 772 €	24 838 €
Crédit Lyonnais	76 045 €	97 028 €
Caisse	1 272 €	1 373 €
Banque de Berne	11 906 €	21 549 €
Banque de France – Traduction Center	62 692 €	100 919 €
Interest to be received	12 481 €	11 618 €
Total	1 731 919 €	1 424 137 €

Note 3 Member States balance analysis

The receivables are analyzed as follows:

Receivables	31/12/2012	31/12/2011
<u>Asset</u>		
Member States	333 449 €	455 329 €
Corresponding Members	39 288 €	88 649 €
Other clients	1 495 €	10 697 €
Invoices to establish		
Provisions for doubtful debts	-216 203 €	-251 089 €
<u>Liabilities</u>		
Member States - Advance	-153 411 €	-58 400 €
Corresponding Members - Advance	-11 852 €	-9 457 €
Total	-7 233 €	235 729 €

The detail of Member States and Corresponding Members balance is shown below:

Etats Membres	Situation au 31/12/2012	Situation au 31/12/2011	Situation au 31/12/2010
AFRIQUE DU SUD		56 800	
ALBANIE	14 500		
ALGERIE			26 010
ARABIE SAOUDITE		42 085	13 685
CAMEROUN	42 600	53 984	79 138
R.P.D. De Corée	25 703	25 703	25 703
CUBA	14 800	14 200	13 900
EGYPTE			13 900
ETHIOPIE	42 600	38 630	38 630
GRECE – Avance	-100	-400	-400
GUINEE	-13 311	36 009	36 009
INDONESIE	29 000		
IRAN	29 000	28 400	27 800
IRLANDE – Avance	-14 000	-14 500	-14 200
ISRAEL	28 700	14 200	
ITALIE		11 700	5 205
KENYA		1 309	428
LIBAN	42 600	35 689	35 689
NORVEGE – Avance	-14 000		-14 200
NVLE ZELANDE – Avance	-14 000	-14 500	-14 200
POLOGNE – Avance	-28 000	-29 000	-28 400
PORTUGAL – Avance	-14 000		
ROYAUME UNIE – Avance	-56 000		
SRI LANKA	21 346	35 546	21 346
TANZANIE			13 900
TUNISIE – Avance			-13 900
ZAMBIE	42 600	61 073	61 073
	180 038	396 929	327 116

Membres Correspondants	Situation au 31/12/2012	Situation au 31/12/2011	Situation au 31/12/2010
ARGENTINE	1 450		4 390
BANGLADESH	1 450	2 570	1 230
BARBADE		4 500	3 160
BENIN		7 406	6 066
BOSNIE-HERZEGOVINE - Avance	-1 020	-1 020	-1 020
BOTSWANA	1 450	4 817	3 477
BURKINA FASO	4 020	6 224	6 114
COMORES	4 020	9 172	9 172
R.P.D. De Corée	4 020	2 570	1 230
COSTA RICA	1 059	1 340	
REPUBLIQUE DOMINICAINE	2 790	3 690	2 350
GABON - Avance	-2 574	6 594	5 254
GHANA	1 340	1 340	
GUATEMALA - Avance	-1 120	-1 120	-1 120
HONG KONG - Avance	-1 400		
ISLANDE		1 340	
KIRGHIZISTAN		1 340	
KOWEIT		6 434	5 094
LETTONIE - Avance	-170	-220	-110
LIBYE - Avance	-3 077	-4 527	-5 867
MADAGASCAR		182	132
MALAWIE - Avance		-1 450	
MONGOLIE - Avance	-1 091	-1 120	-1 120
MONTENEGRO			110
NEPAL	1 450	4 710	3 370
NICARAGUA	4 020	7 344	7 344
OMAN	1 450		
OUZBEKISTAN	232	122	122
PAPOUASIE – NOUVELLE GUINEE		1 523	183
QUATAR			1 230
RWANDA	4 020	3 480	2 140
SINGAPOUR - Avance	-1 400		
SOUDAN		2 670	1 330
TADJIKISTAN	4 020	5 515	5 515
TRINITE & TOBAGO	1 047	1 038	1 029
UEMOA			2 350
UKRAINE	1 450	1 389	49
URUGUAY		1 340	
	27 436	79 192	63 203

The provisions for doubtful debts of Members are the following:

Country	Provision au 31/12/2012	Provision au 31/12/2011
REP. POP. DEM. DE COREE	25 703 €	25 704 €
CAMEROUN	42 600 €	53 984 €
GUINEE		36 009 €
ETHIOPIE	42 600 €	38 630 €
LIBAN	42 600 €	35 689 €
ZAMBIE	42 600 €	61 073 €
BURKINA FASO	4 020 €	
COMMORES	4 020 €	
REP. POP. DEM. DE COREE	4 020 €	
NICARAGUA	4 020 €	
TADJIKISTAN	4 020 €	
Total provisions	216 203 €	251 089 €

Note 4 Other receivables details

The other receivables amounting to 47 656 € essentially comprise a balance of input VAT amounting to 19 086 € and advances paid to suppliers for renovation work for an amount of 27 497 €.

Note 5 Prepayments detail

The prepayments, which amount to 11 170 € include principally payments of annual services or subscriptions of which part is allocated to the year 2013.

Note 6 Long term investments details

This account, amounting to 9 140 € includes deposits and guarantees for 420 € and loans to employees for 8 720 € distributed as follows:

	31/12/2012	< 1 year	from 1 to 5 years	> 5 years
Total	8 720 €	8 720 €		

Note 7 Long term receivables detail

No long term receivable appears.

Note 8 Fixed assets and accumulated depreciations state

	31/12/2012			31/12/2011		
	Brut	Depreciation	Net	Brut	Depreciation	Net
Buildings	9 488 €	5 193 €	4 295 €	4 317 €	2 406 €	1 911 €
Land	932 750 €		932 750 €	819 000 €		819 000 €
Building – wall	1 340 850 €	110 879 €	1 229 971 €	1 170 750 €	71 470 €	1 099 280 €
General facilities	9 209 €	53 €	9 156 €			
Fittings	426 400 €	117 173 €	309 227 €	380 250 €	76 050 €	304 200 €
Vehicles						
Office equipment	2 381 €	1 638 €	742 €	1 523 €	1 433 €	90 €
IT equipment	40 975 €	22 124 €	18 851 €	35 844 €	11 660 €	24 183 €
Computer server system	82 858 €	12 185 €	70 673 €			
Furniture	35 023 €	26 534 €	8 489 €	35 023 €	23 619 €	11 403 €
TOTAL 31/12	2 879 933 €	295 779 €	2 584 155 €	2 446 706 €	186 639 €	2 260 067 €
TOTAL 01/01	2 446 706 €	186 639 €	2 260 067 €	2 649 681 €	324 699 €	2 324 982 €
Variation	433 227 €	109 140 €	324 087 €	-202 975 €	-138 060 €	-64 915 €

Note 9 Other payables detail

The other debts are short term debts and include the following:

	31/12/2012	31/12/2011
OIML pensions		18 588 €
Urssaf	21 481 €	19 045 €
Ircantec	6 347 €	5 604 €
Health insurance	4 742 €	5 545 €
Foresight	6 391 €	8 711 €
Annual leave	21 430 €	30 846 €
Social debts	60 391 €	88 340 €
Suppliers	2 377 €	104 €
Invoices to receive	7 323 €	10 690 €
Suppliers	9 700 €	10 793 €

Note 10 Employee benefits detail

Employee benefits include pension funds to 2 272 000 € in accordance with resolution no. 27 of the 45th CIML Meeting.

	31/12/2012
Provision for pensions at 01/01/2011	2 205 900 €
Staff contribution	8 126 €
Provision for retirement	57 974 €
Provision at 31/12/2012	2 272 000 €

The total of rights acquired, evaluated by an actuary, amounts to:

Total of rights acquired at	
At 31/12/2006	1 575 800 €
At 31/12/2007	1 693 100 €
At 31/12/2008 (interpolation)	1 783 700 €
At 31/12/2009	1 880 900 €
At 31/12/2010	2 158 500 €
At 31/12/2011	2 205 900 €
At 31/12/2012	2 272 000 €

Note 11 Other provisions analyzis

The OIML did not have any dispute during the year.

Notes on the income statement

Note 12 Subscription detail

In accordance resolution n°12 of the 14th International Conference, considering that for some Members States and Corresponding Members, the OIML accounts show arrears in excess of three years of membership contribution, but that these should not have amounted to more than three years of membership contribution and that the accounts need to be adjusted to rectify this situation, the consequence on the financial statements at 31 December 2012 is:

- Loss on bad debt :	48 328 €
- Reversal of provision for receivables :	- 34 886 €
- Either an expense in the 2012 financial statements :	13 442 €

Note 13 Depreciation and recovering detail

The total of endowments to depreciations and to provisions is 132 229 €. Concerning the endowment to the provision for pensions, see Note 10.

Annual endowment	2012	2011
Software	2 787 €	1 521 €
Buildings	39 409 €	35 735 €
General facilities	53 €	
Fittings	41 123 €	38 025 €
Office equipment	206 €	236 €
IT equipment	10 464 €	7 870 €
Computer server system	12 185 €	
Furniture	2 915 €	3 412 €
Total endowment to depreciations	109 140 €	86 800 €
Clients accounts – recovery provision	-34 886 €	-25 154 €
Pension system	57 974 €	39 656 €
Total annual endowments	23 089 €	14 503 €

Note 14 Extraordinary income detail

The extraordinary income are 36 € at the closure of the accounts and are not significant.

Note 15 Extraordinary expenses detail

As of the 31 December 2012, the extraordinary expenses amount to 896 € and mainly correspond to social taxes.

4 STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS/EQUITY

	Capital	Reserves	Revaluation Building	Accumulated results	Result	Total
Net at 01/01/2011	55 324 €	1 290 114 €	2 249 837 €	-399 970 €	-1 642 725 €	1 552 580 €
Result of the year					110 964 €	
Net at 31/12/2011	55 324 €	1 290 114 €	2 249 837 €	-2 042 695 €	110 964 €	1 663 544 €
Net at 01/01/2012	55 324 €	1 290 114 €	2 249 837 €	-2 042 695 €	110 964 €	1 663 544 €
Result of the year					41 172 €	
Réévaluation bulding			330 000 €			
Net at 31/12/2012	55 324 €	1 290 114 €	2 579 837 €	-1 931 731 €	41 172 €	2 034 716 €

The annual result is added at the next 1st January in the accumulated result.

The reserves are those approved by the Conference in 2008, based on the 2007 accounts.

The 2009 accounts were established including in the provision for pensions the totality of rights acquired by the personnel (IPSAS rule), which explains the low level of reserves. At the occasion of the 2010 and 2012 accounts, the provision for pensions was reevaluated according to the provisional rule accepted by the CIML (see Note 1 above), which explains the accumulated results.

The decision to allocate the accumulated results to the reserves pertain to the Conference at its 2012 meeting, based on the 2011 accounts.

5 CASH-FLOW STATEMENT AT 31 DECEMBER 2012

CASH-FLOW STATEMENT AT DECEMBER 31, 2012		
	2012	2011
Balance of activities	41 172	110 964
+/- Net endowment to depreciations and provisions	167 114	101 303
+ Impact résolution 11 & 12 of 14 th Conférence	13 442	
+ Nett Value of assets sold	0	0
CAPACITY TO AUTOFINANCE	221 727	212 267
+/- Variation in the Working Capital requirement related to the activity	173 942	-72
NET FLUX OF CASHFLOW GENERATED BY THE ACTIVITY	395 669	212 195
- Outgoing related to the acquirements of assets	-103 227	-21 886
+/- Variation of loans and advances granted	15 340	24 130
NET FLUX OF CASHFLOW GENERATED BY TH INVESTMENT	-87 887	2 245
VARIATION IN NET CASHFLOW	307 782	214 440
OPENING CASH	1 424 137	1 209 697
CLOSING CASH	1 731 919	1 424 137
DIFFERENCE	0	0

6 EXECUTION OF THE BUDGET

Budget realization	2011	2011	2012	2012
	Voté	Réalisé	Voté	Réalisé
CHARGES				
Active staff		1 228 729 €		1 287 544 €
Pension System		73 576 €		92 876 €
Total staff costs	1 380 000 €	1 302 305 €	1 462 000 €	1 380 420 €
Premises	63 000 €	83 187 €	64 000 €	87 500 €
Office costs	8 000 €	6 393 €	9 000 €	2 140 €
Printing & Bulletin	43 000 €	18 268 €	43 000 €	16 222 €
Doc & Internet	28 000 €	20 847 €	27 000 €	32 189 €
Correspondence	20 000 €	22 679 €	22 000 €	19 224 €
Meetings	73 000 €	73 957 €	76 000 €	92 535 €
Travel & accommodation	101 000 €	95 307 €	107 000 €	76 026 €
Misc.	48 000 €	46 778 €	49 000 €	114 034 €
Deprec. & provisions	64 000 €	126 457 €	65 000 €	167 114 €
Total charges other than staff	448 000 €	493 873 €	462 000 €	606 985 €
INCOME				
MS Contributions & translation center	1 692 000 €	1 732 400 €	1 756 000 €	1 769 000 €
CM Fees	76 000 €	76 380 €	83 000 €	92 800 €
Bulletin	6 000 €	3 376 €	6 000 €	2 616 €
Financial income	20 000 €	12 384 €	20 000 €	12 864 €
Income Certificates and MAA	64 000 €	38 128 €	66 000 €	113 885 €
Misc. And exc. Income		19 320 €		2 526 €
Others				
Provision on doubtful debts recovered		25 154 €		34 886 €
Transfer of operating charges				
Total income	1 858 000 €	1 907 142 €	1 931 000 €	2 028 577 €
Result	30 000 €	110 964 €	7 000 €	41 172 €

E. 2011 and 2012 budget realization

Budget realization	2011 Voted	2011 Realized	2012 Voted	2012 Realized	2011	2012
CHARGES						
Active staff		1228729		1287544		
Pension System		73576		92876		
Total staff costs	1380000	1302305	1462000	1380420	5.63%	5.58%
Premises	63000	83187	64000	87500	-32.04%	-36.72%
Office costs	8000	6393	9000	2140	20.09%	76.22%
Printing & Bulletin	43000	18268	43000	16222	57.52%	62.27%
Doc & Internet	28000	20847	27000	32189	25.55%	-19.22%
Correspondence	20000	22679	22000	19224	-13.40%	12.62%
Meetings	73000	73957	76000	92535	-1.31%	-21.76%
Travel & accommodation	101000	95307	107000	76026	5.64%	28.95%
Misc.	48000	46778	49000	114034	2.55%	-132.72%
Deprec. & provisions	64000	126457	65000	167114	-97.59%	-157.10%
Total charges other than staff	448000	493873	462000	606985	-10.24%	-31.38%
INCOME						
MS Contributions & translation center	1692000	1732400	1756000	1769000	2.39%	0.74%
CM Fees	76000	76380	83000	92800	0.50%	11.81%
Bulletin	6000	3376	6000	2616	-43.73%	-56.40%
Financial income	20000	12384	20000	12864	-38.08%	-35.68%
Income Certificates and MAA	64000	38128	66000	113885	-40.43%	72.55%
Misc. And exc. Income		19320		2526		
Others						
Provision on doubtful debts recovered		25154		34886		
Transfer of operating charges						
Total income	1858000	1907142	1931000	2028577	2.64%	5.05%
Result	30000	110964	7000	41172	269.88%	488.17%



2013 accounts

Contents:

A.	Auditor's statement (in French)	2
B.	Some key figures	3
C.	Comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013	5
D.	Annual accounts for the year 2013	29
E.	2012 and 2013 budget realization	53



ORGANISATION INTERNATIONALE DE METROLOGIE LEGALE

**11 rue Turgot
75009 PARIS**

RAPPORT DE L'EXPERT COMPTABLE SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE 2013

Monsieur le Directeur,

Conformément à l'Article 21 du règlement financier révisé de l'Organisation Internationale de Métrologie Légale et à notre lettre de mission du 4 Janvier 2013, nous avons audité les états financiers de l'OIML au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport et se caractérisant par les données suivantes :

✓	Total du bilan au 31 décembre 2013	4 922 436 Euros
✓	Résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2013 :	46 685 Euros

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces comptes, sur la base de notre audit.

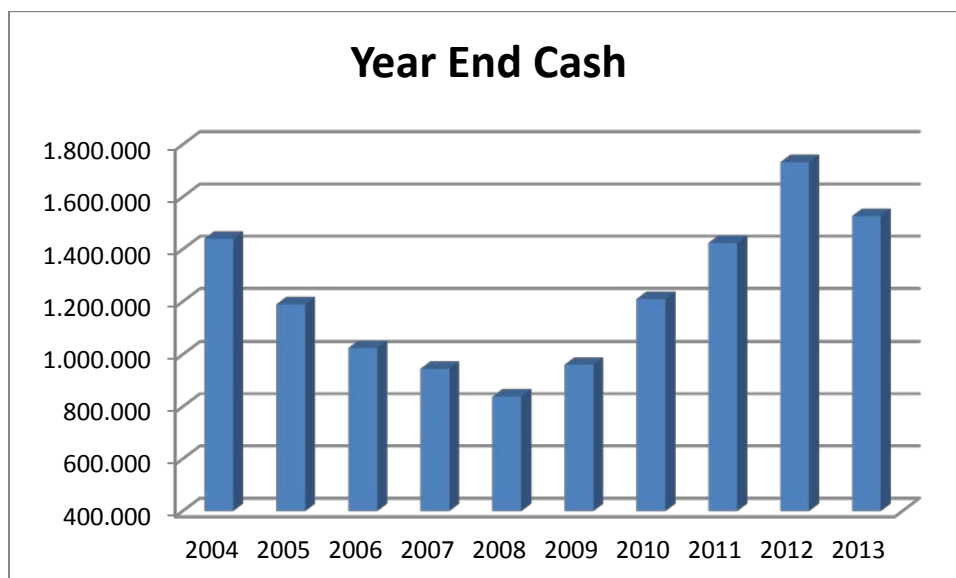
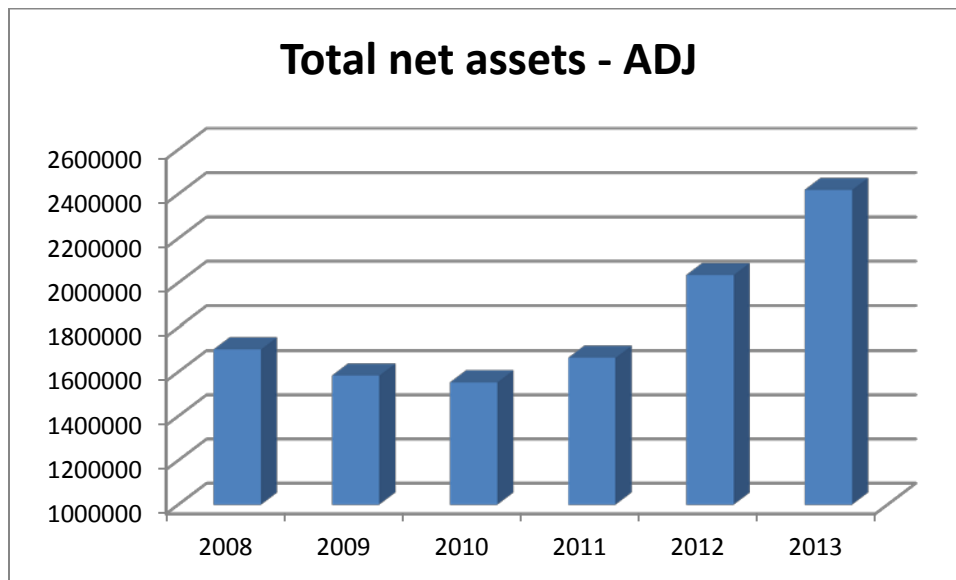
Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent la mise en œuvre des diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les états financiers, dans tous leurs aspects significatifs, donnent une image fidèle de la situation financière de l'OIML au 31 Décembre 2013 ainsi que du résultat de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables applicables au secteur public (normes IPSAS), au règlement financier révisé ainsi qu'à la résolution 27 de la 45^{ème} réunion du CIML et à la résolution 12 de la 14^{ème} Conférence Internationale.

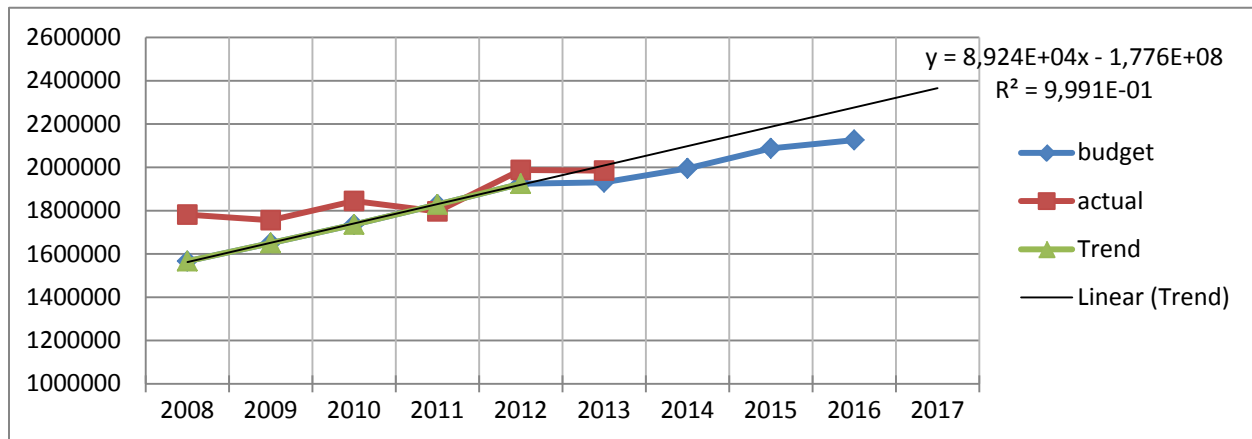
Fait à Montrouge,
Le 20 Février 2014

Mr F. FISCHER
Expert Comptable

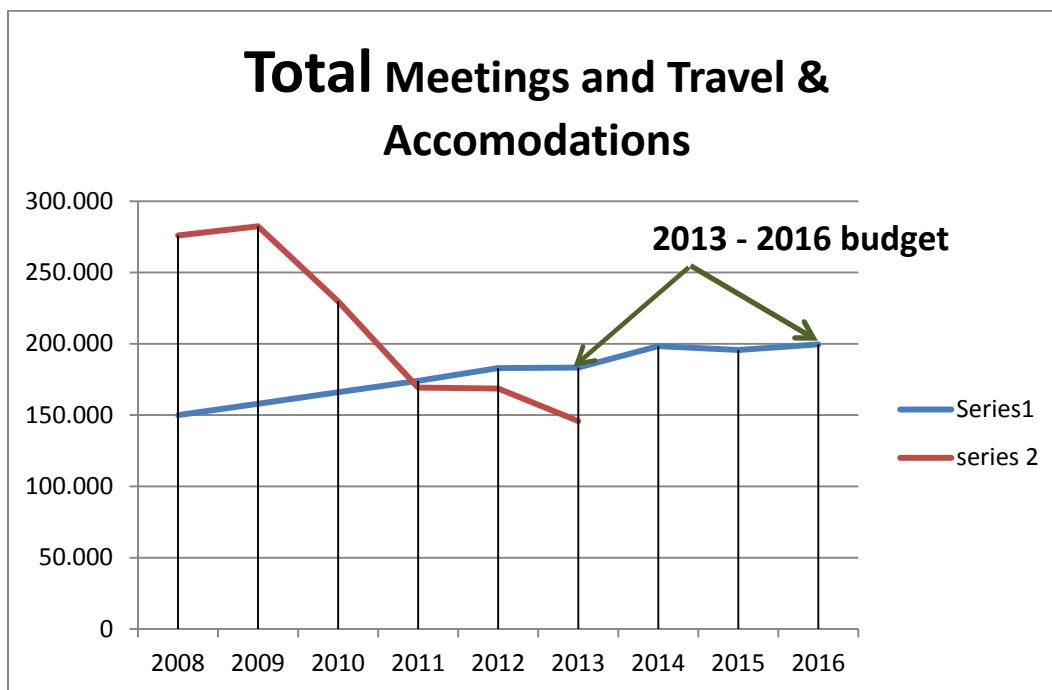
B. Some key figures



Total Charges



Total Meetings and Travel & Accommodations





C.

Comptes annuels de l'exercice clos le

31 décembre 2013

Rapport établi le 15 juillet 2014

SOMMAIRE

1	Etat de la situation financière au 31 decembre 2013.....	3
2	Etat de la performance financière.....	4
3	Etat budgetaire.....	5
4	Notes annexes.....	6
	Règles et methodes comptables.....	7
	Notes sur le Bilan.....	11
	Notes sur le Résultat.....	17
5	Variation des capitaux propres.....	22
6	Tableau des flux de trésorerie au 31 decembre 2013.....	23

1 ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DECEMBRE 2013

ACTIF	31/12/2013	31/12/2012
Actifs à court terme		
Disponibilités	1 526 335 €	1 731 919 €
Créances Etats membres	93 701 €	117 246 €
Créances Membres Correspondants	34 201 €	39 288 €
Autres Créances – Certificats	330 €	1 495 €
Autres créances	106 871 €	47 656 €
Charges constatées d'avance	12 588 €	11 170 €
TOTAL (I)	1 774 026 €	1 948 775 €
Actifs à long terme		
Immobilisations financières	420 €	9 140 €
Terrain	1 050 000 €	932 750 €
Immeubles - murs	1 439 930 €	1 229 971 €
Agencements	583 540 €	318 383 €
Matériel de bureau et informatique	59 565 €	90 267 €
Mobilier	6 062 €	8 489 €
Logiciels	8 893 €	4 295 €
TOTAL (II)	3 148 410 €	2 593 294 €
TOTAL GENERAL (I à II)	4 922 436 €	4 542 070 €

PASSIF	31/12/2013	31/12/2012
Passifs à court terme		
Créances payées d'avances	111 165 €	165 263 €
Autres dettes	64 070 €	70 091 €
Total passif à court terme (I)	175 235 €	235 354 €
Passifs à long terme		
Avantages au personnel	2 328 800 €	2 272 000 €
Autres provisions		
Total passif à long terme (II)	2 328 800 €	2 272 000 €
Actif net / Situation nette (III = Actif- I - II)	2 418 401 €	2 034 716 €
Apports en capital	55 324 €	55 324 €
Ecart réévaluation immeuble	2 916 837 €	2 579 837 €
Réserves et report à nouveau	-600 445 €	-641 617 €
Résultat	46 685 €	41 172 €
Total actif net (IV)	2 418 401 €	2 034 716 €
Solde net (III-IV)	0 €	0 €

2 ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

PRODUITS EXPLOITATION	31/12/2013	31/12/2012
Participation contributive Etats Membres	1 873 200 €	1 861 800 €
Autres produits opérationnels	69 973 €	118 952 €
Total produits exploitation (I)	1 943 173 €	1 980 752 €
CHARGES EXPLOITATION		
Rémunérations, salaires et avantages du personnel	1 350 713 €	1 380 420 €
Charges liées à l'activité	413 769 €	390 137 €
Dotations aux amortissements	147 624 €	109 140 €
Régularisation Comptes clients	-48 834 €	13 442 €
Provision engagement retraite OI ML	48 348 €	57 974 €
Autres charges opérationnelles		
Total charges exploitation (II)	1 911 620 €	1 951 114 €
RESULTAT D'EXPLOITATION (III=I-II)	31 554 €	29 638 €
Résultat financier	15 132 €	12 393 €
Résultat exceptionnel		-860 €
Total produits / charges non opérationnels (IV)	15 132 €	11 533 €
SOLDE NET DE L'EXERCICE	46 685 €	41 172 €

3 ETAT BUDGETAIRE

Exécution du budget	2012	2012	2013	2013
	Voté	Réalisé	Voté	Réalisé
CHARGES				
Personnel en activité		1 287 544 €	1 232 971 €	1 244 046 €
Retraites		92 876 €	107 499 €	106 667 €
Total charges de personnel	1 462 000 €	1 380 420 €	1 340 470 €	1 350 713 €
Coûts de fonctionnement		68 102 €	66 162 €	75 652 €
Coûts administratif		86 935 €	66 204 €	125 625 €
Coûts de communication		58 828 €	54 104 €	58 305 €
Coût de réunion - CIML		92 535 €	77 746 €	92 210 €
Voyages et déplacements		76 026 €	105 580 €	53 608 €
Frais divers		57 443 €	17 182 €	31 738 €
Fonds spéciaux pour développement			35 000 €	
Total autres charges	397 000 €	439 871 €	421 978 €	437 137 €
Dotation aux amortissements		109 140 €	110 178 €	147 624 €
Provision pour retraite		57 974 €	40 000 €	48 348 €
Provision pour créances impayées			18 200 €	980 €
Total dépréciations et provisions	65 000 €	167 114 €	168 378 €	196 952 €
PRODUITS				
Contributions EM	1 756 000 €	1 769 000 €	1 764 000 €	1 778 000 €
Abonnements des MC	83 000 €	92 800 €	79 800 €	95 200 €
Revenus des Certificats	66 000 €	112 175 €	70 000 €	65 310 €
Centre de traduction			15 000 €	1 400 €
Revenus financiers	20 000 €	12 864 €	15 000 €	15 132 €
Autres produits	6 000 €	41 737 €		76 446 €
Total produits	1 931 000 €	2 028 577 €	1 943 800 €	2 031 487 €
Résultat	7 000 €	41 172 €	12 974 €	46 685 €

4 NOTES ANNEXES

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013.

L'arrêté des comptes a été fait par le Directeur du Bureau en date du 20 février 2014 conformément aux dispositions de l'article 20 du règlement financier révisé de l'OIML – Edition 2012.

Les documents de synthèse annuels établis conformément à l'annexe 3 du règlement financier révisé de l'OIML comprennent les états financiers suivants : bilan, compte de résultat, état budgétaire, notes annexes aux états financiers, tableau de flux de trésorerie, tableau de variation des capitaux propres.

Les notes ou tableaux ci-après font donc partie intégrante des états financiers annuels :

Note 1	Principes comptables.....	7
Note 2	Détail des disponibilités.....	11
Note 3	Analyse des soldes des Etats Membres.....	11
Note 4	Détail des autres créances.....	14
Note 5	Détail des charges constatées d'avance.....	14
Note 6	Détail des immobilisations financières.....	14
Note 7	Détail des créances à long terme.....	14
Note 8	Etat des immobilisations et amortissements.....	15
Note 9	Détail des autres dettes.....	15
Note 10	Détail des avantages du personnel.....	16
Note 11	Analyse des autres provisions.....	16
Note 12	Etats des abonnements des Membres Correspondants.....	17
Note 13	Détail des autres ventes et autres produits.....	17
Note 14	Détail charges de personnel.....	17
Note 15	Détail des couts de fonctionnement.....	18
Note 16	Détail des couts administratif	18
Note 17	Détail des couts de communication.....	18
Note 18	Détail des couts de réunion.....	19
Note 19	Détail des frais de voyages et déplacements.....	19
Note 20	Détail des frais divers.....	19
Note 21	Détail des dotations / reprises de provisions.....	20
Note 22	Détail des produits exceptionnels.....	21
Note 23	Détail des charges exceptionnelles.....	21

Règles et méthodes comptables

Note 1 Principales méthodes comptables

Les états financiers de l'OIML sont établis conformément aux normes comptables internationales pour le secteur public, IPSAS (International Public Sector Accounting Standards), émises par le Comité du secteur public de l'IFAC (International Federation of Accountants). En l'absence de normes IPSAS, ce sont les normes IAS (IFRS) qui sont appliquées.

Monnaie de référence et monnaies de présentation

Le règlement financier de l'Organisation Internationale de Métrologie Légale révisé au 1er janvier 2013 prévoit à son article 2 que l'unité de compte prévue par la convention créant l'OIML est le Franc-Or, dont la parité par rapport au Franc Français est celle qui est indiquée par la Banque de France.

Toutefois, le Règlement (CE) N° 974/98 du Conseil du 3 mai 1998 a remplacé le Franc Français par l'Euro à compter du 1er janvier 1999, et dispose que "Les références aux unités monétaires nationales qui figurent dans des instruments juridiques existant à la fin de la période transitoire doivent être lues comme des références à l'unité euro en appliquant les taux de conversion respectifs." En conséquence, la Banque de France n'a pas maintenu l'unité de compte "Franc-Or".

Compte tenu de ces dispositions, les différents états financiers et états de comptabilité de l'OIML sont tenus en Euros.

Principales méthodes utilisées

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes d'un exercice à l'autre et d'indépendance des exercices et conformément aux dispositions du règlement financier révisé au 1er janvier 2013 (RF).

Immobilisations corporelles (RF- article 4.1)

Les terrains, les immeubles, les installations et équipements, dont l'OIML est propriétaire, sont comptabilisés à leur valeur estimative actuelle diminuée des amortissements cumulés.

Ceci se traduit par la revalorisation des actifs immobilisés et par la comptabilisation d'un écart de réévaluation au niveau des capitaux propres au 1^{er} janvier 2010, au 1^{er} janvier 2012 et au 1^{er} janvier 2013.

Les autres immobilisations corporelles dont l'OIML est propriétaire sont comptabilisées à leur coût historique diminué des amortissements.

L'amortissement est calculé linéairement de manière à étaler le coût de chaque actif sur la durée d'utilisation estimée comme suit :

- * Terrain.....pas d'amortissement
- * Immeubles, murs.....50 ans
- * Immeubles, toit et ravalement.....20 ans
- * Immeubles, aménagements.....10 ans
- * Agencements, aménagements et installations.....5 à 10 ans
- * Autres immobilisations corporelles.....3 à 10 ans

Immobilisations incorporelles (RF- article 4.2)

Le coût des logiciels informatiques, lorsqu'ils constituent des actifs, sont amortis linéairement selon une durée d'utilisation ne pouvant excéder 3 ans.

Instruments financiers (RF article 5)

Dans les limites qui lui sont fixées par le Comité et sous le contrôle de celui-ci, le Directeur est autorisé à investir les disponibilités de l'Organisation dans des obligations d'Etat ayant une cote publiée non inférieure à « AAA », des certificats de dépôt ou des comptes d'épargne assurés dans l'un des états membres de l'Organisation.

Les intérêts, dividendes, pertes et gains sur les instruments financiers, qu'ils soient réalisés ou non, sont comptabilisés dans les produits et charges du compte de résultat.

Prestations particulières sur conventions – en-cours (RF article 6)

Le Bureau peut passer des contrats avec toute organisation Internationale ou Régionale afin d'effectuer sur financement de cette organisation des travaux et prestations particuliers entrant dans le champ de compétence de l'Organisation et conforme à ses objectifs (par exemple traduction de publications de l'OIML dans une autre langue que l'Anglais et le Français). Les objectifs et les conditions de ces contrats devront être préalablement soumis à l'accord du Comité.

Les produits et charges relatifs à une prestation effectuée sur plusieurs exercices, dans le cadre de ces contrats, font l'objet des régularisations comptables appropriées pour satisfaire aux règles de constatation des produits fixées à l'article 8 (constatation des produits : cf. ci-après).

Créances d'exploitation

Les contributions des Etats Membres en retard lors de la clôture d'un exercice budgétaire seront considérées comme créances de l'Organisation et figureront comme telles à l'actif jusqu'à leur encaissement effectif.

Le cas des Etats défaillants est traité en application de l'Article XXIX de la Convention de l'OIML : la radiation d'un pays ayant atteint trois années d'arriérés est constatée automatiquement par le Directeur du Bureau International de Métrologie Légale.

La 14^{ième} Conférence Internationale a souhaité clarifié l'Article XXIX de la Convention de l'OIML en ce qui concerne les Etats Membres n'ayant pas intégralement réglé leur contribution annuelle. Il a été décidé que :

- (a) Un État Membre qui n'a pas réglé sa contribution annuelle pendant trois années consécutives doit être automatiquement considéré comme ayant démissionné, conformément à l'Article XXIX, premier paragraphe, de la Convention ;
- (b) Un État Membre qui n'a pas intégralement réglé sa contribution annuelle doit être automatiquement considéré comme ayant démissionné lorsque ses arriérés accumulés sont équivalents au total des trois dernières années de contributions dues ;
- (c) Un État Membre en arriéré recevra un avertissement final écrit au moins six mois avant l'accumulation du montant de trois ans mentionnée en (a) ou (b). L'avertissement inclura une demande de règlement total du montant ;

(d) Les dispositions en (a), (b) et (c) s'appliquent également aux Membres Correspondants en ce qui concerne l'abonnement forfaitaire des Membres Correspondants.

La 14^{ième} Conférence Internationale a souhaité clarifié aussi l'Article XXX, second paragraphe, de la Convention en ce qui concerne la réadmission des États Membres officiellement considérés comme ayant démissionné Il a été décidé que :

(a) Un État Membre qui est officiellement considéré comme ayant démissionné peut être réadmis uniquement après qu'il a réglé ses contributions impayées, dont le montant est calculé comme la contribution totale que l'État Membre aurait eu à payer au cours des trois dernières années immédiatement avant l'année de réadmission conformément à la classification dudit État Membre au moment de sa réadmission ;

(b) Les dispositions en (a) s'appliquent également aux Membres Correspondants en ce qui concerne l'abonnement forfaitaire des Membres Correspondants.

Les avances et acomptes sur des charges de l'exercice suivant (par exemple acomptes versés pour l'organisation de réunions, acomptes sur travaux, etc.), peuvent être inscrits comme créances sur des fournisseurs.

Les avances reçues de clients dans le cadre des contrats visés à l'article 6 sont inscrites sur les comptes "clients" au passif du bilan.

Constatation des produits

Les produits sont comptabilisés selon les principes de la comptabilité d'engagement.

Les cotisations des États Membres et les abonnements forfaitaires des Membres Correspondants sont comptabilisés à leur date d'exigibilité, soit la date d'ouverture de l'exercice.

Les produits financiers sont enregistrés dans l'exercice pendant lequel ils ont couru.

Les autres revenus, y compris les remboursements de frais par des tiers sont pris en compte lorsqu'ils sont acquis par l'OIML, soit selon les termes des contrats convenus soit, en l'absence de convention lors de l'émission de la facture ou de la demande de paiement.

Les cotisations des États Membres et abonnements forfaitaires des Membres Correspondants correspondant au paiement partiel ou total des sommes dues au titre des exercices suivants, seront inscrits comme dettes de l'Organisation vis-à-vis de ces Membres.

Réserves

Les résultats annuels, qu'ils soient déficitaires ou bénéficiaires, sont systématiquement affectés en report à nouveau pendant toute la période financière définie à l'article 1. Au terme de chaque période financière, la Conférence décide de l'affectation éventuelle en réserve.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées quand l'OIML est tenue par une obligation juridique ou implicite résultant d'événements passés, dont il est probable que le règlement entraînera un emploi de ressources sans contrepartie probable et lorsqu'une estimation fiable du montant de l'obligation en cause peut être effectuée.

Avantages du personnel

En application de la résolution no. 27 de la 45^{ème} réunion du CIML, les droits à retraite acquis sont évalués par un actuaire et sont présentés dans la Note 10.

Ils font l'objet d'une provision pour charges établie conformément aux dispositions des normes IPSAS. Ceci se traduit par une perte exceptionnelle sur l'exercice courant correspondant à l'inscription au passif du bilan de la provision pour retraites évaluée conformément aux normes IPSAS en comparaison de l'évaluation donnée l'année précédente conformément à la règle antérieure.

Emprunts

L'OIML ne fait pas appel à l'emprunt.

Produits et charges exceptionnels

Le Directeur du Bureau peut passer par profits et pertes le montant des pertes ou gains des fonds, cession d'actifs, stocks et autres avoirs, à condition qu'un état de toutes ces sommes soit soumis au Comité et à la Conférence - en particulier, seront ainsi pris en compte les écarts entre les contributions théoriques dues par les Etats Membres et leurs versements réels, dans la mesure où ces écarts sont suffisamment faibles.

Contributions Volontaires - Dons et Legs

Le Directeur du Bureau peut accepter des contributions volontaires ainsi que des dons et legs, que ces apports soient ou non en espèces, à condition qu'ils soient offerts à des fins compatibles avec la ligne de conduite, les buts et l'activité de l'Organisation.

L'acceptation des apports qui entraînent, soit directement, soit indirectement des engagements financiers supplémentaires pour l'Organisation doit recevoir au préalable l'accord de la Conférence ou, en cas d'urgence, celui du Comité.

Les apports en biens meubles ou immeubles sont évalués en unités monétaires et inscrits au bilan de l'Organisation.

Notes sur le Bilan

Note 2 Détail des disponibilités

Détail des disponibilités	31/12/2013	31/12/2012
Caisse d'Epargne	975 941 €	963 460 €
LCL placement	305 234 €	
Banque de France	106 438 €	558 292 €
Chèques Postaux	15 705 €	45 772 €
Crédit Lyonnais	60 259 €	76 045 €
Caisse	408 €	1 272 €
Banque de Berne	5 740 €	11 906 €
Banque de France – Centre de Traduction	46 792 €	62 692 €
Intérêts courus à recevoir	9 817 €	12 481 €
Total	1 526 335 €	1 731 919 €

Note 3 Analyse des soldes des Etats Membres

Les créances s'analysent comme suit :

Créances "clients"	31/12/2013	31/12/2012
<i>Actif</i>		
Etats membres	238 561 €	333 449 €
Membres correspondants	34 201 €	39 288 €
Autres clients	330 €	1 495 €
Provisions dépréciation	-144 860 €	-216 203 €
<i>Passif</i>		
Etats membres - Avances	-70 000 €	-153 411 €
Membres correspondants - Avances	-41 165 €	-11 852 €
Total	17 068 €	-7 233 €

Le détail des créances des Etats membres et des Membres Correspondants est détaillé ci-après :

Etats Membres	Situation au 31/12/2013	Situation au 31/12/2012	Situation au 31/12/2011
AFRIQUE DU SUD			56 800
ALBANIE	14 000	14 500	
ARABIE SAOUDITE			42 085
CAMEROUN	42 700	42 600	53 984
COLOMBIE	2 700		
R.P.D. De Corée		25 703	25 703
CUBA	14 300	14 800	14 200
ETHIOPIE	42 700	42 600	38 630
GRECE – Avance		-100	-400
GUINEE		-13 311	36 009
INDONESIE		29 000	
IRAN	57 000	29 000	28 400
IRLANDE – Avance	-14 000	-14 000	-14 500
ISRAEL		28 700	14 200
Italie			11 700
KENYA	1 115		1 309
LIBAN	42 700	42 600	35 689
NORVEGE – Avance	-14 000	-14 000	
NVLE ZELANDE – Avance		-14 000	-14 500
POLOGNE – Avance	-28 000	-28 000	-29 000
PORTUGAL – Avance		-14 000	
ROYAUME UNIE – Avance		-56 000	
SRI LANKA	21 346	21 346	35 546
TUNISIE – Avance	-14 000		
ZAMBIE		42 600	61 073
	168 561	180 038	396 929

Membres Correspondants	Situation au 31/12/2013	Situation au 31/12/2012	Situation au 31/12/2011
ARGENTINE		1 450	
BANGLADESH		1 450	2 570
BARBADE			4 500
BENIN	1 400		7 406
BOSNIE-HERZEGOVINE - Avance	-1 020	-1 020	-1 020
BOTSWANA		1 450	4 817
BURKINA FASO	4 190	4 020	6 224
CAMBODGE	1 400		
COMORES	4 190	4 020	9 172
R.P.D. De Corée		4 020	2 570
COSTA RICA		1 059	1 340
REPUBLIQUE DOMINICAINE	-5 460	2 790	3 690
GABON - Avance	-1 174	-2 574	6 594
GAMBIE - UNIDO	1 400		
GEORGIE - Avance	-1 400		
GHANA		1 340	1 340
GUATEMALA - Avance		-1 120	-1 120
GUINEE - Avance	-11 911		
HONG KONG - Avance		-1 400	
ISLANDE			1 340
KIRGHIZISTAN			1 340
KOWEIT			6 434
LETONIE - Avance	-170	-170	-220
LIBYE - Avance	-1 677	-3 077	-4 527
MADAGASCAR			182
MALAWIE - Avance			-1 450
MAURITANIE	1 400		
MONGOLIE - Avance	309	-1 091	-1 120
NEPAL	2 850	1 450	4 710
NICARAGUA	4 190	4 020	7 344
NIGERIA	1 400		
OMAN	1 450	1 450	
OUZBEKISTAN	232	232	122
PANAMA	-13 317		
PAPOUASIE – NOUVELLE GUINEE	1 400		1 523
RWANDA	-910	4 020	3 480
SIERRA LEONE - UNIDO	1 400		
SINGAPOUR - Avance	-1 400	-1 400	
SOUDAN	1 400		2 670
SYRIE	1 400		
TADJIKISTAN	4 190	4 020	5 515
TRINITE & TOBAGO		1 047	1 038
UKRAINE		1 450	1 389
URUGUAY	-2 726		1 340
	-6 964	27 436	79 192

Les provisions sur créances Etats Membres et Membres Correspondants sont les suivantes :

Pays	Provision au 31/12/2013	Provision au 31/12/2012
REP. POP. DEM. DE COREE		25 704 €
CAMEROUN	42 700 €	42 600 €
ETHIOPIE	42 700 €	42 600 €
LIBAN	42 700 €	42 600 €
ZAMBIE		42 600 €
BURKINA FASO	4 190 €	4 020 €
COMMORES	4 190 €	4 020 €
REP. POP. DEM. DE COREE		4 020 €
NICARAGUA	4 190 €	4 020 €
TADJIKISTAN	4 190 €	4 020 €
Total provisions	144 860 €	216 204 €

Note 4 Détail des autres créances

Les autres créances d'un montant de 106 871 € comprennent essentiellement un solde de TVA déductible pour un montant de 29 336 €, la TVA en attente de remboursement pour un montant de 64 451 € et acomptes payés à des fournisseurs pour les travaux pour un montant de 11 748 €.

Note 5 Détail des charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance de 12 588 € comprennent principalement des paiements de services annuels ou d'abonnements dont une partie relève de l'exercice 2014.

Note 6 Détail des immobilisations financières

Ce poste d'un montant de 420 € concerne des dépôts et cautionnements.

Note 7 Détail des créances à long terme

Aucune créance n'apparaît à long terme.

Note 8 Etat des immobilisations et amortissements

	31/12/2013			31/12/2012		
	Brut	Amort.	Net	Brut	Amort.	Net
Logiciels	19 323 €	10 430 €	8 893 €	9 488 €	5 193 €	4 295 €
Terrain	1 050 000 €		1 050 000 €	932 750 €		932 750 €
Immeubles – murs	1 593 694 €	153 764 €	1 439 930 €	1 340 850 €	110 879 €	1 229 971 €
Installations générales	271 258 €	12 935 €	258 323 €	9 209 €	53 €	9 156 €
Agencements	485 725 €	160 508 €	325 217 €	426 400 €	117 173 €	309 227 €
Matériel de bureau	2 680 €	1 909 €	770 €	2 381 €	1 638 €	742 €
Matériel informatique	50 831 €	34 287 €	16 544 €	40 975 €	22 124 €	18 851 €
Serveur système	82 858 €	40 608 €	42 251 €	82 858 €	12 185 €	70 673 €
Mobilier	35 023 €	28 961 €	6 062 €	35 023 €	26 534 €	8 489 €
TOTAL 31/12	3 591 392 €	443 402 €	3 147 990 €	2 879 933 €	295 779 €	2 584 155 €
TOTAL 01/01	2 879 933 €	295 779 €	2 584 155 €	2 446 706 €	186 639 €	2 260 067 €
Variation de l'exercice	711 459 €	147 624 €	563 835 €	433 227 €	109 140 €	324 087 €

Note 9 Détail des autres dettes

Les autres dettes sont à échéance à court terme et comprennent les postes suivants :

	31/12/2013	31/12/2012
Urssaf	19 722 €	21 481 €
Ircantec	7 340 €	6 347 €
Mutuelle	4 672 €	4 742 €
Prévoyance	6 383 €	6 391 €
Congés payés	17 873 €	21 430 €
Dettes sociales	55 989 €	60 391 €
Fournisseurs	843 €	2 377 €
Factures non parvenues	6 977 €	7 323 €
Fournisseurs	7 820 €	9 700 €

Note 10 Détail des avantages du personnel

Les avantages du personnel comprennent le fonds de retraite pour 2 272 000 € en application de la résolution no. 27 de la 45^{ème} réunion du CIML.

	31/12/2013
Engagement de retraite au 01/01/2013	2 272 000 €
Contribution salariale	8 452 €
Provision retraite	48 348 €
Solde au 31/12/2013	2 328 800 €

Le total des droits à retraite acquis par le personnel, évalués par un actuair, se monte à :

Total des droits acquis au	
Au 31/12/2006	1 575 800 €
Au 31/12/2007	1 693 100 €
Au 31/12/2008 (interpolation)	1 783 700 €
Au 31/12/2009	1 880 900 €
Au 31/12/2010	2 158 500 €
Au 31/12/2011	2 205 900 €
Au 31/12/2012	2 272 000 €
Au 31/12/2013	2 328 800 €

Note 11 Analyse des autres provisions

Au cours de l'exercice, l'OIML n'a connu aucun litige.

Notes sur le Résultat

Note 12 Etats des abonnements des Etats Membres et des Membres Correspondants.

Le montant des contributions des Etats est de 1 873 200 € qui se décompose en :

	2013	2012
Etats Membres	1 778 000 €	1 769 000 €
Membres Correspondants	95 200 €	92 800 €
Total contributions des Etats	1 873 200 €	1 861 800 €

Note 13 Détail des autres ventes et autres produits

Le montant des autres produits, 69 973 € correspond à :

	2013	2012
Certificats	65 310 €	112 175 €
Domc		1 710 €
Abonnements bulletins	36 €	2 616 €
Participation traduction	1 400 €	
Etudes	2 280 €	
Divers	947 €	2 351 €
Total contributions des Etats	69 973 €	118 852 €

Note 14 Détail des charges de personnel

Le total des charges de personnel est de 1 350 710 € et se décompose en :

	2013	2012
Salaires BIML	978 828 €	1 012 998 €
Cotisations sociales	265 218 €	274 546 €
Retraités OIML	106 667 €	92 876 €
Total charges de personnel	1 350 713 €	1 380 420 €

Note 15 Détail des couts de fonctionnement

Le total des couts de fonctionnement est de 75 652 € dont les principaux postes sont :

	2013	2012
Eau & Electricité	11 226 €	9 196 €
Fournitures	7 544 €	5 302 €
Entretien et réparation	51 890 €	48 714 €
Prime assurance	3 332 €	3 248 €
Taxe foncière et balayage	1 660 €	1 643 €
Total couts de fonctionnement	75 652 €	68 102 €

Note 16 Détail des couts administratif

Le montant des couts administratif représente 125 625 € et se décompose en :

	2013	2012
Fournitures administratives	5 141 €	2 140 €
Maintenance	28 402 €	22 645 €
Documentation	1 145 €	1 870 €
Honoraires	83 718 €	52 467 €
Téléphone	7 220 €	7 813 €
Total couts administratif	125 625 €	86 935 €

Note 17 Détail des couts de communication

Le total des couts de communication, 58 305 €, correspond à :

	2013	2012
Publications et Médaille	15 424 €	17 098 €
Affranchissements postaux	9 945 €	10 904 €
Transporteurs	605 €	507 €
Internet	32 331 €	30 319 €
Total couts administratif	58 305 €	58 828 €

Note 18 Détail des couts de réunion

Le détail des couts de réunion, 92 210 €, est de :

	2013	2012
Frais colloque & séminaire	2 280 €	7 105 €
Réceptions	11 451 €	85 431 €
CIML	78 479 €	
Total couts de réunion	92 210 €	92 535 €

Note 19 Détail des couts de voyages et déplacements

Le montant des voyages et déplacements est de 53 608 € et se décompose en :

	2013	2012
Voyage & Déplacements	27 253 €	40 879 €
Missions	26 355 €	35 148 €
Total couts de réunion	53 608 €	76 026 €

Note 20 Détail des couts des frais divers

Les frais divers, 31 738 €, correspondent à :

	2013	2012
Etudes		1 136 €
Pourboires	3 935 €	2 935 €
Services bancaires	3 774 €	3 512 €
Pertes s/ créances irrécouvrables	23 368 €	48 328 €
Charges diverses	661 €	1 533 €
Total frais divers	31 738 €	57 443 €

Note 21 Détail des dotations / reprises de provisions

Le total des dotations aux amortissements et aux provisions est de 124 629 €. Concernant la dotation au Fonds de Pension, voir Note 10.

Dotation de l'exercice	2013	2012
Logiciels	5 237 €	2 787 €
Bâtiments	42 885 €	39 409 €
Installations générales	12 882 €	53 €
Agencements	43 335 €	41 123 €
Matériel de bureau	271 €	206 €
Matériel informatique	12 163 €	10 464 €
Serveur système	28 423 €	12 185 €
Mobilier	2 427 €	2 915 €
Total dotation aux amortissements	147 624 €	109 140 €
Comptes clients - reprise provision	-71 343 €	-34 886 €
Fonds de pension	48 348 €	57 974 €
Total dotations de l'exercice	-22 995 €	23 089 €

La 14^{ème} Conférence Internationale ayant souhaité clarifié l'Article XXIX de la convention de l'OIML en ce qui concerne les États Membres et les Membres Correspondants, les comptes de l'OIML ne font pas apparaître des arriérés supérieurs à trois ans de contributions, la conséquence sur les comptes au 31 décembre 2013 est :

- Perte sur créances irrécouvrables :	- 23 368 €
- Dotation provision créances :	- 980 €
- Produits divers :	859 €
- Reprise provision créances :	72 323 €
- Soit un produit sur les comptes 2013 :	48 834 €

Note 22 Détail des produits exceptionnels

Absence de produits exceptionnels au cours de l'exercice 2013.

Note 23 Détail des charges exceptionnelles

Absence de charges exceptionnelles au cours de l'exercice 2013.

5 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves	Réévaluation Immeuble	Report à nouveau	Résultat	Total
Solde net au 01/01/2012	55 324 €	1 290 114 €	2 249 837 €	-2 042 695 €	110 964 €	1 663 544 €
Résultat de l'exercice					41 172 €	
Réévaluation immeuble			330 000 €			
Solde net au 31/12/2012	55 324 €	1 290 114 €	2 579 837 €	-1 931 731 €	41 172 €	2 034 716 €
Solde net au 01/01/2013	55 324 €	1 290 114 €	2 579 837 €	-1 931 731 €	41 172 €	2 034 716 €
Résultat de l'exercice					46 685 €	
Réévaluation immeuble			337 000 €			
Solde net au 31/12/2013	55 324 €	1 290 114 €	2 916 837 €	-1 890 559 €	46 685 €	2 418 401 €

Le résultat annuel est totalisé au 1er janvier suivant dans le Report à nouveau.

Les réserves sont celles constatées et approuvées par la Conférence en 2008, sur la base des comptes de l'exercice 2007.

La décision d'affecter les résultats et le report à nouveau dans les réserves relève de la Conférence lors de sa réunion de 2013, sur la base des comptes de l'exercice 2012.

6 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31 DECEMBRE 2013

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2013		
	2013	2012
Solde des activités	46 685	41 172
+/- Dotations - reprises aux amortissements et provisions	196 952	167 114
+ Impact résolution 11 & 12	-48 955	13 442
+ Valeur nette comptable des immobilisations cédées	0	0
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	194 682	221 727
+/- Variation du BFR lié à l'activité	-34 527	173 942
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	160 154	395 669
- Décaissements liés à l'acquisition d'immobilisations	-374 459	-103 227
+/- Variation des prêts et avances consentis	8 720	15 340
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT	-365 739	-87 887
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	-205 585	307 782
TRESORERIE D'OUVERTURE	1 731 919	1 424 137
TRESORERIE DE CLOTURE	1 526 335	1 731 919
ECART	0	0



D.

Annual accounts for the year 2013

Report established on 15 July 2014

SUMMARY

1	Balance sheet as of 31 december 2013	3
2	Income statement for 2013.....	4
3	Execution of the budget	5
4	Notes to the financial statements.....	6
	Accounting principles	7
	Notes on the balance sheet.....	11
	Notes on the income statement	17
5	Statement of changes in net assets/equity	22
6	Cash-flow statement at 31 december 2013	23

1 BALANCE SHEET AS OF 31 DECEMBER 2013

ASSETS	31/12/2013	31/12/2012
Current assets		
Cash	1 526 335 €	1 731 919 €
Member States receivables	93 701 €	117 246 €
Corresponding Members receivables	34 201 €	39 288 €
Orther receivables – Certificats	330 €	1 495 €
Other receivables	106 871 €	47 656 €
Prepayments	12 588 €	11 170 €
TOTAL (I)	1 774 026 €	1 948 775 €
Non current assets		
Long term investments	420 €	9 140 €
Land	1 050 000 €	932 750 €
Building - walls	1 439 930 €	1 229 971 €
Fittings	583 540 €	318 383 €
Office equipment	59 565 €	90 267 €
Furniture	6 062 €	8 489 €
Software	8 893 €	4 295 €
TOTAL (II)	3 148 410 €	2 593 294 €
General total (I to II)	4 922 436 €	4 542 070 €

LIABILITIES	31/12/2013	31/12/2012
Current liabilities		
Member States payables	111 165 €	165 263 €
Other payables	64 070 €	70 091 €
Total current liabilities	175 235 €	235 354 €
Non current liabilities		
Employee benefits	2 328 800 €	2 272 000 €
Other provisions		
Total passif à long terme (II)	2 328 800 €	2 272 000 €
Net assets	2 418 401 €	2 034 716 €
Capital	55 324 €	55 324 €
Revaluation Building	2 916 837 €	2 579 837 €
Reserves and accumulated results	-600 445 €	-641 617 €
Result of the year	46 685 €	41 172 €
Total net assets	2 418 401 €	2 034 716 €
Balance	0 €	0 €

2 INCOME STATEMENT FOR 2013

OPERATING INCOME	31/12/2013	31/12/2012
Member States contributions	1 873 200 €	1 861 800 €
Other operating income	69 973 €	118 952 €
Total Operating income	1 943 173 €	1 980 752 €
OPERATING EXPENSES		
Staff expenses	1 350 713 €	1 380 420 €
Operating expenses	413 769 €	390 137 €
Depreciations	147 624 €	109 140 €
Regularization accounts receivable	-48 834 €	13 442 €
Provision for retirement	48 348 €	57 974 €
Other operating expenses		
Total operating expenses	1 911 620 €	1 951 114 €
OPERATING RESULT	31 554 €	29 638 €
Financial result	15 132 €	12 393 €
Extraordinary result		-860 €
Total non operating results	15 132 €	11 533 €
NET RESULT	46 685 €	41 172 €

3 EXECUTION OF THE BUDGET

Budget realization	2012	2012	2013	2013
	Voté	Réalisé	Voté	Réalisé
CHARGES				
Active staff		1 287 544 €	1 232 971 €	1 244 046 €
Pension System		92 876 €	107 499 €	106 667 €
Total staff costs	1 462 000 €	1 380 420 €	1 340 470 €	1 350 713 €
Running costs		68 102 €	66 162 €	75 652 €
Administrative costs		86 935 €	66 204 €	125 625 €
Communication costs		58 828 €	54 104 €	58 305 €
Meetings costs - CIML		92 535 €	77 746 €	92 210 €
Travel & accommodation costs		76 026 €	105 580 €	53 608 €
Miscellaneous costs		57 443 €	17 182 €	31 738 €
Special funds for developing count			35 000 €	
Total other charges	397 000 €	439 871 €	421 978 €	437 137 €
Depreciations		109 140 €	110 178 €	147 624 €
Provision for retirement		57 974 €	40 000 €	48 348 €
Provision for uncollected funds			18 200 €	980 €
Total charges other than staff	65 000 €	167 114 €	168 378 €	196 952 €
INCOME				
Member State contribution	1 756 000 €	1 769 000 €	1 764 000 €	1 778 000 €
CM Fees	83 000 €	92 800 €	79 800 €	95 200 €
Certificat Fees	66 000 €	112 175 €	70 000 €	65 310 €
Translation Center			15 000 €	1 400 €
Financial Income	20 000 €	12 864 €	15 000 €	15 132 €
Other Income	6 000 €	41 737 €		76 446 €
Total income	1 931 000 €	2 028 577 €	1 943 800 €	2 031 487 €
Result	7 000 €	41 172 €	12 974 €	46 685 €

4 NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

The financial year covers the period of 1st January 2013 to 31 December 2013.

The accounts were closed by the BIML Director on 20 February 2014 according to the provisions of Article 20 of the OIML Financial Regulations – Edition 2012.

The financial statements established according to Annex 3 of the Financial Regulations include the following: balance sheet, income statement, notes to the financial statements, statement of changes in net assets/equity, cash flow statement.

The following notes or tables are therefore part of the presentation of the annual financial statements:

Note 1	Main accounting methods.....	7
Note 2	Cash and investment details.....	11
Note 3	Member States balance analysis	11
Note 4	Other receivables details.....	14
Note 5	Prepayments detail.....	14
Note 6	Long term investments details	14
Note 7	Long term receivables detail.....	14
Note 8	Fixed assets and accumulated depreciations state.....	15
Note 9	Other payables detail	15
Note 10	Employee benefits detail.....	16
Note 11	Other provisions analyzis.....	16
Note 12	Member State contribution detail	17
Note 13	Other operating revenue and income detail	17
Note 14	Staff expenses detail	17
Note 15	Running costs detail.....	18
Note 16	Administrative costs detail.....	18
Note 17	Communication costs detail.....	18
Note 18	Meeting costs detail	19
Note 19	Travel and accomodation costs detail.....	19
Note 20	Miscellaneous costs detail	19
Note 21	Depreciation and recovering detail	20
Note 22	Extraordinary income detail.....	21
Note 23	Extraordinary expenses detail.....	21

Accounting principles

Note 1 Main accounting methods

The OIML financial statements are established according to the international public sector accounting standards, IPSAS, issued by the Public Sector Committee of the IFAC (International Federation of Accountants). When IPSAS standards are not available, the IAS (IFRS) standards are implemented.

Reference currency

The OIML Financial Regulations as revised as of 1st January 2013 says in its Article 2 that the accounting unit provided for in the Convention (Article XXIV) is the Gold Franc whose exchange rate with the French Franc is indicated by the Banque de France.

However, Council Regulation (EC) No. 974/98 of 3 May 1998 replaced the French Franc by the Euro starting from 1 January 1999 and sets forth that "References to national monetary units contained in legal instruments in force as of the end of the transitional period must be construed as references to the Euro unit by applying the respective conversion rates". Accordingly, the Banque de France did not maintain the "Gold Franc" accounting unit.

On the basis of these provisions, the various financial statements and accounting documents of OIML shall be maintained in Euros.

Main methods used

The general accounting principles have been applied, respecting the principle of prudence, in conformity with the base hypothesis of continuity of operation, of permanence of the methods from one year to another and of independence of the yearly periods and in conformity with the provisions of the OIML Financial Regulations (FR) revised as of 1st January 2013.

Tangible fixed assets (FR- article 4.1)

The land, buildings, equipment and facilities owned by the OIML are recognized at their current appraised value less accumulated depreciation.

This is reflected in the revaluation of fixed assets and the recognition of revaluation surplus in shareholders'equity at 1st January 2010, at 1st January 2012 and at 1st January 2013.

Other facilities and equipment owned by the OIML are recognized at their historical cost less depreciation

Depreciation is calculated on a straight-line basis, in order to spread the cost of each asset over the asset's useful life estimated as follows:

* Land	No depreciation
* Buildings, wall	50 years
* Buildings, roof, renovation	20 years
* Buildings, fittings.....	10 years
* Fittings, improvements and facilities	5 à 10 years
* Other tangible fixed assets	3 à 10 years

Intangible fixed assets (FR- article 4.2)

The cost of capitalised software is depreciated on a straight-line basis over a useful life not exceeding 3 years.

Financial instruments (FR article 5)

Within the limits set by the Committee and subject to the Committee's control, the Director is authorized to invest the Organisation's cash and cash equivalents in government bonds with no published rating less than "AAA", certificates of deposit, or insured savings accounts within any Member States of the organization.

Any interest, dividends and gains on financial instruments, whether realised or not, shall be recognized as revenues and expenses in the income statement.

Specific services related to contracts – work in progress (FR article 6)

The Bureau may execute contracts with any International or Regional Organisation in order to carry out specific works and services funded by such organisations and falling within the scope of competence of the Organisation and in accordance with its objectives (e.g. translation of OIML publications into a language other than English or French). The objectives and terms of such contracts shall be submitted for prior approval to the Committee.

The revenues and expenses related to services rendered over several financial years under such contracts shall give rise to accounting adjustments in order to meet the revenue recognition rules set out in Article 8. (Revenue recognition : cf. below).

Trade receivables

Contributions due by Member States and in arrears as of the close of a budget year shall be deemed receivables of the Organisation and posted as such as assets until actual collection.

The case of defaulting Member States is addressed in accordance with Article XXIX of the OIML Convention: the radiation of a Member State who reached or exceeded three years of arrears is automatically registered by the BIML Director.

The 14th International Conference wished clarified Article XXIX of the OIML Convention, as regards Member States which have not fully paid their annual contribution. It was decided that:

- (a) A Member State which has not paid its annual contribution for three consecutive years shall automatically be considered as having resigned, according to Article XXIX, first paragraph, of the Convention;
- (b) A Member State which has not fully paid its annual contribution shall be automatically considered as having resigned when its accumulated arrears amount to the total of the last three years of contributions due;
- (c) A Member State in arrears will receive a final written warning at least six months before the accumulation of the three-year amount mentioned in (a) or (b). The warning will include a request to pay the full amount;
- (d) The provisions of (a), (b) and (c) apply accordingly to Corresponding Members with respect to annual Corresponding Member fees.

The 14th International Conference wished also clarified Article XXX, second paragraph, of the Convention with respect to the readmission of Member States which have officially been regarded as having resigned. It was decided that:

- (a) A Member State which has officially been regarded as having resigned may be readmitted only after it has settled its unpaid contributions, the amount of which is calculated as the total contribution that the Member State would have had to pay over the last three years immediately prior to the year of readmission according to the classification of that Member State at the time of readmission;
- (b) The provisions in (a) apply accordingly to Corresponding Members with respect to Corresponding Member fees.

Advances and down payments related to expenses of the following financial year (e.g. down payments made for the organisation of meetings, down payments related to works, etc.) may be posted as amounts due by suppliers.

Advances received from clients in connection with contracts referred to under Article 6 are posted as “amounts due to clients” on the liabilities side of the balance sheet.

Revenue recognition

Revenues are recognised according to the accrual method.

Contributions due by Member States and fees due by Corresponding Members are recognised on their due date, i.e. the commencement date of the financial year.

Financial revenues are recognised during the financial year during which they accrue.

Other revenues, including expense repaid by third parties, are recognised when accruing to the OIML, either under the terms of executed contracts or, in the absence of any contract, upon issuing the invoice or the request for payment.

Contributions due by Member States and fees due by Corresponding Members representing the partial or total payment of amounts due for following years are posted as amounts due by the Organisation to such Members.

Reserves

Annual net income, whether positive or negative, is systematically posted to retained earnings during the entire financial period defined in Article 1. At the end of each financial period, the Conference decides whether the relevant amounts are to be posted to the reserves.

Provisions

Provisions are recognized when the OIML is legally or implicitly bound by any obligation resulting from past events, and where it is likely that performance of such an obligation shall entail the use of resources without any likely consideration and it is possible to make a reliable estimate of the amount of the relevant obligation.

Employees benefits

Under the resolution no. 27 of the 45th CIML Meeting, the pension rights acquired are valued by an actuary and are presented in Note 10.

They are subject to an allowance for expenses determined in accordance with IPSAS

This results in an extraordinary loss on the current year corresponding to the entry on the liabilities of the provision for pensions calculated in accordance with IPSAS in comparison to the assessments given to the previous year under the previous rule.

Borrowing

OIML is not authorised to borrow.

Extraordinary revenues and expenses

The Bureau's Director shall account for the amount of losses or gains arising in connection with any funds, asset disposals, inventories or other assets, provided that a statement listing all such amounts shall be submitted to the Committee and the Conference, taking into account in particular all differences between theoretical contributions due by Member States and actual payments, insofar as such differences are sufficiently small.

Voluntary contributions – bequests and donations

The Bureau's Director may accept voluntary contributions as well as bequests and donations, whether or not in cash, provided that the same are offered for purposes compatible with the Organisation's policies, goals and operations.

The acceptance of any contributions entailing, whether directly or indirectly, any additional financial commitment for the Organisation is subject to prior approval by the Conference or, in case of emergency, by the Committee.

Contributions in movable or immovable property are valued in monetary units and posted on the Organisation's balance sheet.

Notes on the balance sheet

Note 2 Cash and investment details

Details of cash	31/12/2013	31/12/2012
Caisse d'Epargne	975 941 €	963 460 €
LCL Investment	305 234 €	
Banque de France	106 438 €	558 292 €
Chèques Postaux	15 705 €	45 772 €
Crédit Lyonnais	60 259 €	76 045 €
Caisse	408 €	1 272 €
Banque de Berne	5 740 €	11 906 €
Banque de France – Traduction Center	46 792 €	62 692 €
Interest to be received	9 817 €	12 481 €
Total	1 526 335 €	1 731 919 €

Note 3 Member States balance analysis

The receivables are analyzed as follows:

Receivables	31/12/2013	31/12/2012
<u>Asset</u>		
Member States	238 561 €	333 449 €
Corresponding Members	34 201 €	39 288 €
Other clients	330 €	1 495 €
Provisions for doubtful debts	-144 860 €	-216 203 €
<u>Liabilities</u>		
Member States - Advance	-70 000 €	-153 411 €
Corresponding Members - Advance	-41 165 €	-11 852 €
Total	17 068 €	-7 233 €

The detail of Member States and Corresponding Members balance is shown below:

Etats Membres	Situation au 31/12/2013	Situation au 31/12/2012	Situation au 31/12/2011
AFRIQUE DU SUD			56 800
ALBANIE	14 000	14 500	
ARABIE SAOUDITE			42 085
CAMEROUN	42 700	42 600	53 984
COLOMBIE	2 700		
R.P.D. De Corée		25 703	25 703
CUBA	14 300	14 800	14 200
ETHIOPIE	42 700	42 600	38 630
GRECE – Avance		-100	-400
GUINEE		-13 311	36 009
INDONESIE		29 000	
IRAN	57 000	29 000	28 400
IRLANDE – Avance	-14 000	-14 000	-14 500
ISRAEL		28 700	14 200
ITALIE			11 700
KENYA	1 115		1 309
LIBAN	42 700	42 600	35 689
NORVEGE – Avance	-14 000	-14 000	
NVLE ZELANDE – Avance		-14 000	-14 500
POLOGNE – Avance	-28 000	-28 000	-29 000
PORTUGAL – Avance		-14 000	
ROYAUME UNIE – Avance		-56 000	
SRI LANKA	21 346	21 346	35 546
TUNISIE – Avance	-14 000		
ZAMBIE		42 600	61 073
	168 561	180 038	396 929

Membres Correspondants	Situation au 31/12/2013	Situation au 31/12/2012	Situation au 31/12/2011
ARGENTINE		1 450	
BANGLADESH		1 450	2 570
BARBADE			4 500
BENIN	1 400		7 406
BOSNIE-HERZEGOVINE - Avance	-1 020	-1 020	-1 020
BOTSWANA		1 450	4 817
BURKINA FASO	4 190	4 020	6 224
CAMBODGE	1 400		
COMORES	4 190	4 020	9 172
R.P.D. De Corée		4 020	2 570
COSTA RICA		1 059	1 340
REPUBLIQUE DOMINICAINE	-5 460	2 790	3 690
GABON - Avance	-1 174	-2 574	6 594
GAMBIE - UNIDO	1 400		
GEORGIE - Avance	-1 400		
GHANA		1 340	1 340
GUATEMALA - Avance		-1 120	-1 120
GUINEE - Avance	-11 911		
HONG KONG - Avance		-1 400	
ISLANDE			1 340
KIRGHIZISTAN			1 340
KOWEIT			6 434
LETTONIE - Avance	-170	-170	-220
LIBYE - Avance	-1 677	-3 077	-4 527
MADAGASCAR			182
MALAWIE - Avance			-1 450
MAURITANIE	1 400		
MONGOLIE - Avance	309	-1 091	-1 120
NEPAL	2 850	1 450	4 710
NICARAGUA	4 190	4 020	7 344
NIGERIA	1 400		
OMAN	1 450	1 450	
OUZBEKISTAN	232	232	122
PANAMA	-13 317		
PAPOUASIE – NOUVELLE GUINEE	1 400		1 523
RWANDA	-910	4 020	3 480
SIERRA LEONE - UNIDO	1 400		
SINGAPOUR - Avance	-1 400	-1 400	
SOUDAN	1 400		2 670
SYRIE	1 400		
TADJIKISTAN	4 190	4 020	5 515
TRINITE & TOBAGO		1 047	1 038
UKRAINE		1 450	1 389
URUGUAY	-2 726		1 340
	-6 964	27 436	79 192

The provisions for doubtful debts of Members are the following:

Country	Provision au 31/12/2013	Provision au 31/12/2012
REP. POP. DEM. DE COREE		25 704 €
CAMEROUN	42 700 €	42 600 €
ETHIOPIE	42 700 €	42 600 €
LIBAN	42 700 €	42 600 €
ZAMBIE		42 600 €
BURKINA FASO	4 190 €	4 020 €
COMMORES	4 190 €	4 020 €
REP. POP. DEM. DE COREE		4 020 €
NICARAGUA	4 190 €	4 020 €
TADJIKISTAN	4 190 €	4 020 €
Total provisions	144 860 €	216 204 €

Note 4 Other receivables details

The other receivables amounting to 106 871 € essentially comprise a balance of input VAT amounting to 29 336 €, VAT awaiting reimbursement for an amount of 64 451 €, and advances paid to suppliers for renovation work for an amount of 11 748 €.

Note 5 Prepayments detail

The prepayments, which amount to 12 588 € include principally payments of annual services or subscriptions of which part is allocated to the year 2014.

Note 6 Long term investments details

This account, amounting to 420 € includes deposits and guarantees.

Note 7 Long term receivables detail

No long term receivable appears.

Note 8 Fixed assets and accumulated depreciations state

	31/12/2013			31/12/2012		
	Brut	Depreciation	Net	Brut	Depreciation	Net
Buildings	19 323 €	10 430 €	8 893 €	9 488 €	5 193 €	4 295 €
Land	1 050 000 €		1 050 000 €	932 750 €		932 750 €
Building – wall	1 593 694 €	153 764 €	1 439 930 €	1 340 850 €	110 879 €	1 229 971 €
General facilities	271 258 €	12 935 €	258 323 €	9 209 €	53 €	9 156 €
Fittings	485 725 €	160 508 €	325 217 €	426 400 €	117 173 €	309 227 €
Office equipment	2 680 €	1 909 €	770 €	2 381 €	1 638 €	742 €
IT equipment	50 831 €	34 287 €	16 544 €	40 975 €	22 124 €	18 851 €
Computer server system	82 858 €	40 608 €	42 251 €	82 858 €	12 185 €	70 673 €
Furniture	35 023 €	28 961 €	6 062 €	35 023 €	26 534 €	8 489 €
TOTAL 31/12	3 591 392 €	443 402 €	3 147 990 €	2 879 933 €	295 779 €	2 584 155 €
TOTAL 01/01	2 879 933 €	295 779 €	2 584 155 €	2 446 706 €	186 639 €	2 260 067 €
Variation	711 459 €	147 624 €	563 835 €	433 227 €	109 140 €	324 087 €

Note 9 Other payables detail

The other debts are short term debts and include the following:

	31/12/2013	31/12/2012
Urssaf	19 722 €	21 481 €
Ircantec	7 340 €	6 347 €
Health insurance	4 672 €	4 742 €
Foresight	6 383 €	6 391 €
Annual leave	17 873 €	21 430 €
Social debts	55 989 €	60 391 €
Suppliers	843 €	2 377 €
Invoices to receive	6 977 €	7 323 €
Suppliers	7 820 €	9 700 €

Note 10 Employee benefits detail

Employee benefits include pension funds to 2 328 800 € in accordance with resolution no. 27 of the 45th CIML Meeting.

	31/12/2013
Provision for pensions at 01/01/2013	2 272 000 €
Staff contribution	8 452 €
Provision for retirement	48 348 €
Provision at 31/12/2013	2 328 800 €

The total of rights acquired, evaluated by an actuary, amounts to:

Total of rights acquired at	
At 31/12/2006	1 575 800 €
At 31/12/2007	1 693 100 €
At 31/12/2008 (interpolation)	1 783 700 €
At 31/12/2009	1 880 900 €
At 31/12/2010	2 158 500 €
At 31/12/2011	2 205 900 €
At 31/12/2012	2 272 000 €
At 31/12/2013	2 328 800 €

Note 11 Other provisions analyzis

The OIML did not have any dispute during the year.

Notes on the income statement

Note 12 Member State contribution detail

The contributions of states is 1 873 200 € which decomposes:

	2013	2012
Member State contributions	1 778 000 €	1 769 000 €
Corresponding Members	95 200 €	92 800 €
Total State contributions	1 873 200 €	1 861 800 €

Note 13 Other operating revenue and income detail

The amount of other products, 69 973 €, is:

	2013	2012
Certificats	65 310 €	112 175 €
Domc		1 710 €
Newsletter subscription	36 €	2 616 €
Translation participation	1 400 €	
Studies	2 280 €	
Others	947 €	2 351 €
Total State contributions	69 973 €	118 852 €

Note 14 Staff expenses detail

The total staff costs of 1 350 710 € is divided into:

	2013	2012
Salary BIML	978 828 €	1 012 998 €
Social contributions	265 218 €	274 546 €
Retired OIML staff	106 667 €	92 876 €
Total staff costs	1 350 713 €	1 380 420 €

Note 15 Running costs detail

Total running costs of 75 652 € including main items are

	2013	2012
Water & Electricity	11 226 €	9 196 €
Supplies	7 544 €	5 302 €
Maintenance & repair	51 890 €	48 714 €
Insurance	3 332 €	3 248 €
Property tax	1 660 €	1 643 €
Total running costs	75 652 €	68 102 €

Note 16 Administrative costs detail

The amount of administrative costs is 125 625 € and is divided into:

	2013	2012
Administrative supplies	5 141 €	2 140 €
Maintenance	28 402 €	22 645 €
Documentation	1 145 €	1 870 €
Fees	83 718 €	52 467 €
Phone	7 220 €	7 813 €
Total administrative costs	125 625 €	86 935 €

Note 17 Communication costs detail

The total cost of communication, 58 305 €, equal to:

	2013	2012
Publications and medals	15 424 €	17 098 €
Postal	9 945 €	10 904 €
Carriers	605 €	507 €
Internet	32 331 €	30 319 €
Total communication costs	58 305 €	58 828 €

Note 18 Meeting costs detail

The retail cost of meeting, 92 210 €, is:

	2013	2012
Conférence fees	2 280 €	7 105 €
Receptions	11 451 €	85 431 €
CIML	78 479 €	
Total meeting costs	92 210 €	92 535 €

Note 19 Travel and accomodation costs detail

The amount of travel and missions of 53 608 € is divided into:

	2013	2012
Travel	27 253 €	40 879 €
Missions	26 355 €	35 148 €
Total travel and accomodation costs	53 608 €	76 026 €

Note 20 Miscellaneous costs detail

Miscellaneous expenses, 31 738 €, corresponding to:

	2013	2012
Studies		1 136 €
Tips	3 935 €	2 935 €
Bank charges	3 774 €	3 512 €
Loan losses	23 368 €	48 328 €
Various expenses	661 €	1 533 €
Total miscellaneous costs	31 738 €	57 443 €

Note 21 Depreciation and recovering detail

The total of endowments to depreciations and to provisions is 124 629 €. Concerning the endowment to the provision for pensions, see Note 10.

Annual endowment	2013	2012
Software	5 237 €	2 787 €
Buildings	42 885 €	39 409 €
General facilities	12 882 €	53 €
Fittings	43 335 €	41 123 €
Office equipment	271 €	206 €
IT equipment	12 163 €	10 464 €
Computer server system	28 423 €	12 185 €
Furniture	2 427 €	2 915 €
Total endowment to depreciations	147 624 €	109 140 €
Clients accounts - recovery provision	-71 343 €	-34 886 €
Pension system	48 348 €	57 974 €
Total annual endowments	-22 995 €	23 089 €

The 14th International Conference who wanted clarified Article XXIX of the OIML Convention as regards Member States and Corresponding Members, the OIML accounts do not appear more than three years of contributions arrears, effect on the financial statements at 31 December 2013 is:

- Loss on bad debt :	- 23 368 €
- Depreciation allowance claim:	- 980 €
- Other income:	859 €
- Reversal of provision for receivables :	72 323 €
- Either an income in the 2013 financial statements :	48 834 €

Note 22 Extraordinary income detail

No extraordinary income during the year 2013.

Note 23 Extraordinary expenses detail

No extraordinary expenses during the year 2013.

5 STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS/EQUITY

	Capital	Reserves	Revaluation Building	Accumulated results	Result	Total
Net at 01/01/2012	55 324 €	1 290 114 €	2 249 837 €	-2 042 695 €	110 964 €	1 663 544 €
Result of the year					41 172 €	
Revaluation bulding			330 000 €			
Net at 31/12/2012	55 324 €	1 290 114 €	2 579 837 €	-1 931 731 €	41 172 €	2 034 716 €
Net at 01/01/2013	55 324 €	1 290 114 €	2 579 837 €	-1 931 731 €	41 172 €	2 034 716 €
Result of the year					46 685 €	
Revaluation bulding			337 000 €			
Net at 31/12/2013	55 324 €	1 290 114 €	2 916 837 €	-1 890 559 €	46 685 €	2 418 401 €

The annual result is added at the next 1st January in the accumulated result.

The reserves are those approved by the Conference in 2008, based on the 2007 accounts.

The decision to allocate the accumulated results to the reserves pertain to the Conference at its 2013 meeting, based on the 2012 accounts.

6 CASH-FLOW STATEMENT AT 31 DECEMBER 2013

CASH-FLOW STATEMENT AT DECEMBER 31, 2013		
	2013	2012
Balance of activities	46 685	41 172
+/- Net endowment to depreciations and provisions	196 952	167 114
+ Impact résolution 11 & 12	-48 955	13 442
+ Nett Value of assets sold	0	0
CAPACITY TO AUTOFINANCE	194 682	221 727
+/- Variation in the Working Capital requirement related to the activity	-34 527	173 942
NET FLUX OF CASHFLOW GENERATED BY THE ACTIVITY	160 154	395 669
- Outgoing related to the acquirements of assets	-374 459	-103 227
+/- Variation of loans and advances granted	8 720	15 340
NET FLUX OF CASHFLOW GENERATED BY TH INVESTMENT	-365 739	-87 887
VARIATION IN NET CASHFLOW	-205 585	307 782
OPENING CASH	1 731 919	1 424 137
CLOSING CASH	1 526 335	1 731 919
DIFFERENCE	0	0

E. 2012 and 2013 budget realization

Budget realization	2012	2012	2013	2013
	Voté	Réalisé	Voté	Réalisé
CHARGES				
Active staff		1 287 544 €	1 232 971 €	1 244 046 €
Pension System		92 876 €	107 499 €	106 667 €
Total staff costs	1 462 000 €	1 380 420 €	1 340 470 €	1 350 713 €
Running costs		68 102 €	66 162 €	75 652 €
Administrative costs		86 935 €	66 204 €	125 625 €
Communication costs		58 828 €	54 104 €	58 305 €
Meetings costs - CIML		92 535 €	77 746 €	92 210 €
Travel & accommodation costs		76 026 €	105 580 €	53 608 €
Miscellaneous costs		57 443 €	17 182 €	31 738 €
Special funds for developing count			35 000 €	
Total other charges	397 000 €	439 871 €	421 978 €	437 137 €
Depreciations		109 140 €	110 178 €	147 624 €
Provision for retirement		57 974 €	40 000 €	48 348 €
Provision for uncollected funds			18 200 €	980 €
Total charges other than staff	65 000 €	167 114 €	168 378 €	196 952 €
INCOME				
Member State contribution	1 756 000 €	1 769 000 €	1 764 000 €	1 778 000 €
CM Fees	83 000 €	92 800 €	79 800 €	95 200 €
Certificat Fees	66 000 €	112 175 €	70 000 €	65 310 €
Translation Center			15 000 €	1 400 €
Financial Income	20 000 €	12 864 €	15 000 €	15 132 €
Other Income	6 000 €	41 737 €		76 446 €
Total income	1 931 000 €	2 028 577 €	1 943 800 €	2 031 487 €
Result	7 000 €	41 172 €	12 974 €	46 685 €

2014 accounts

Contents:

A.	Auditor's statement (in French and English)	3
B.	Some key figures	5
C.	Comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2014	7
D.	Annual accounts for the year 2014	31
E.	2013 and 2014 budget realization	55



ORGANISATION INTERNATIONALE DE METROLOGIE LEGALE

**11 rue Turgot
75009 PARIS**

RAPPORT DE L'EXPERT COMPTABLE SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE 2014

Monsieur le Directeur,

Conformément à l'Article 21 du règlement financier révisé de l'Organisation Internationale de Métrologie Légale et à notre lettre de mission du 4 Janvier 2013, nous avons audité les états financiers de l'OIML au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport et se caractérisant par les données suivantes :

✓	Total du bilan au 31 décembre 2014	5 239 850 Euros
✓	Résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2014 :	100 231 Euros

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces comptes, sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent la mise en œuvre des diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les états financiers, dans tous leurs aspects significatifs, donnent une image fidèle de la situation financière de l'OIML au 31 Décembre 2014 ainsi que du résultat de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables applicables au secteur public (normes IPSAS), au règlement financier révisé ainsi qu'à la résolution 27 de la 45^{ème} réunion du CIML et à la résolution 12 de la 14^{ème} Conférence Internationale.

Fait à Montrouge,
Le 25 Mai 2015

Mr F. FISCHER
Expert Comptable



INTERNATIONAL ORGANIZATION OF LEGAL METROLOGY

11 rue Turgot
75009 PARIS

REPORT BY THE CHARTERED ACCOUNTANT
ON THE ACCOUNTS FOR FINANCIAL YEAR 2014
(BIML translation)

Dear Mr. Director,

In accordance with Article 21 of the revised Financial Regulations of the International Organization of Legal Metrology and our assignment letter dated 4 January 2013, we have audited the financial situation of the OIML for the period that ended on 31 December 2014, as attached to this report and as summarized below:

- | | |
|---------------------------|-------------|
| • Total balance | 5 239 850 € |
| • Result for the exercise | 100 231 € |

Our responsibility is to express our opinion on these accounts, on the basis of our audit.

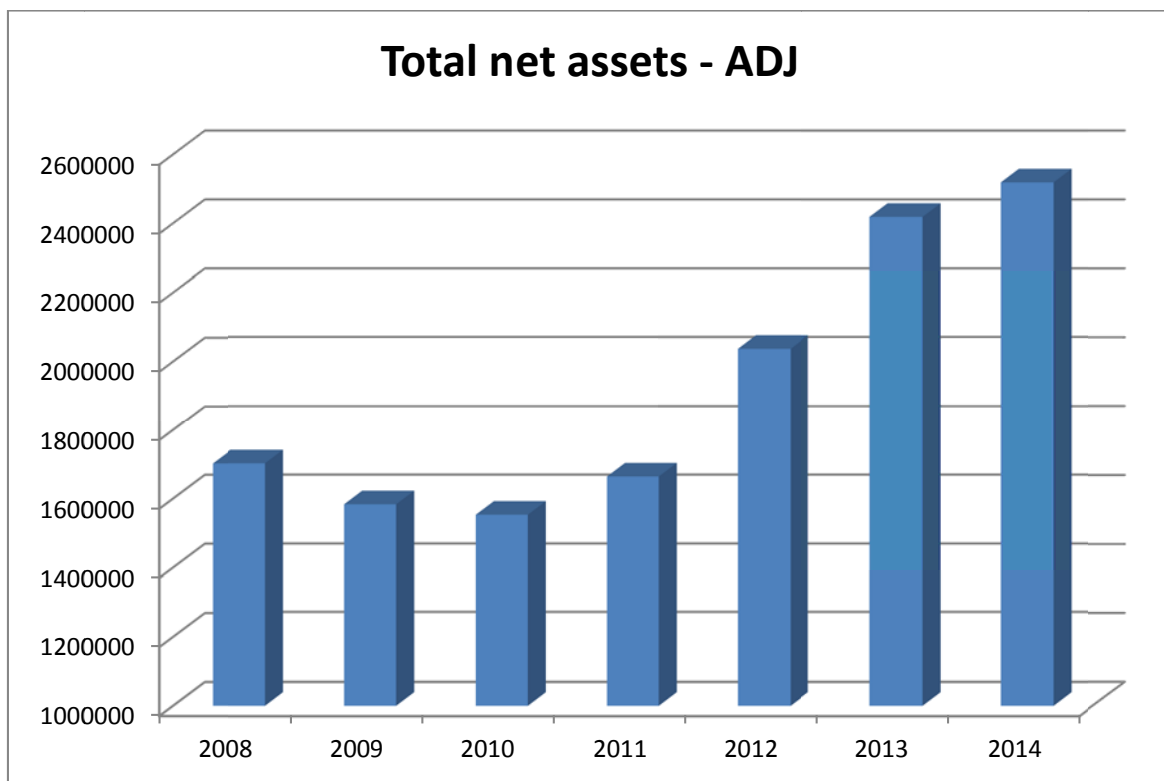
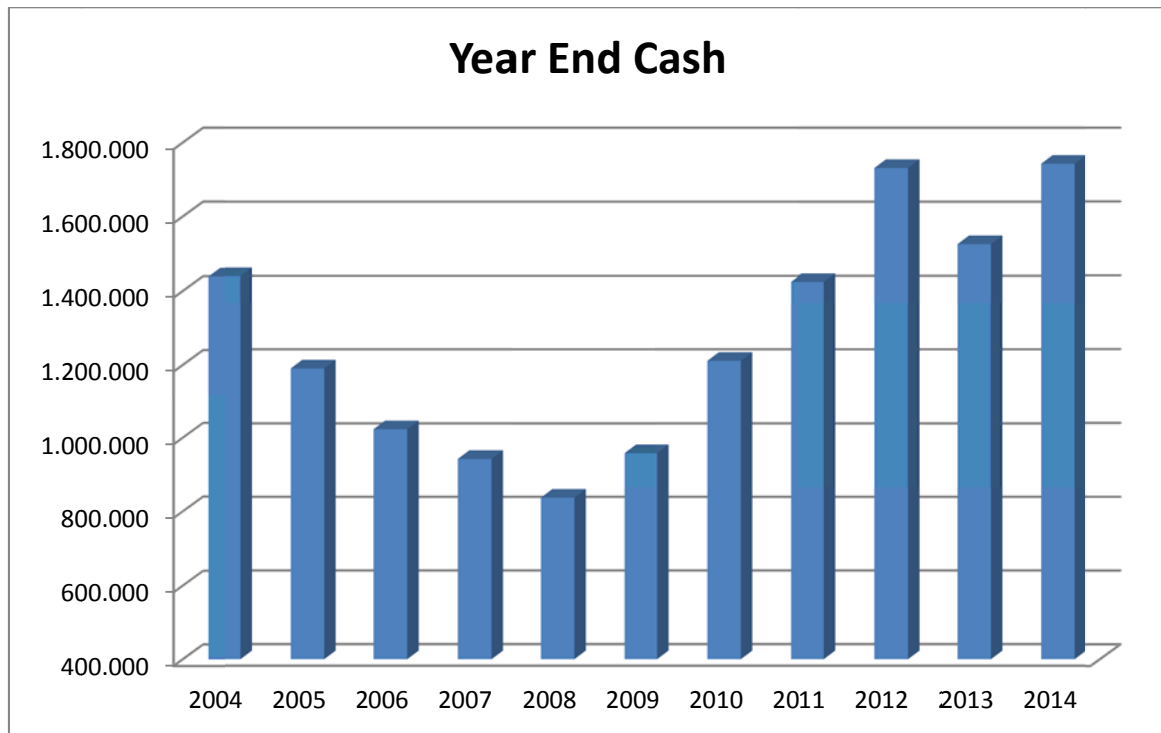
We carried out our audit adhering to international audit standards. These standards require us to apply due diligence in order to enable us to be sure, to a reasonable degree, that the accounts do not contain any significant abnormalities. An audit consists in examining, by sampling, probative elements that justify the data in the accounts. It also consists in evaluating the accounting procedures that were followed, and the main estimations that were used as a basis for closing off the accounts and for evaluating their global presentation. We consider that our audit forms a reasonable basis for expressing our opinion.

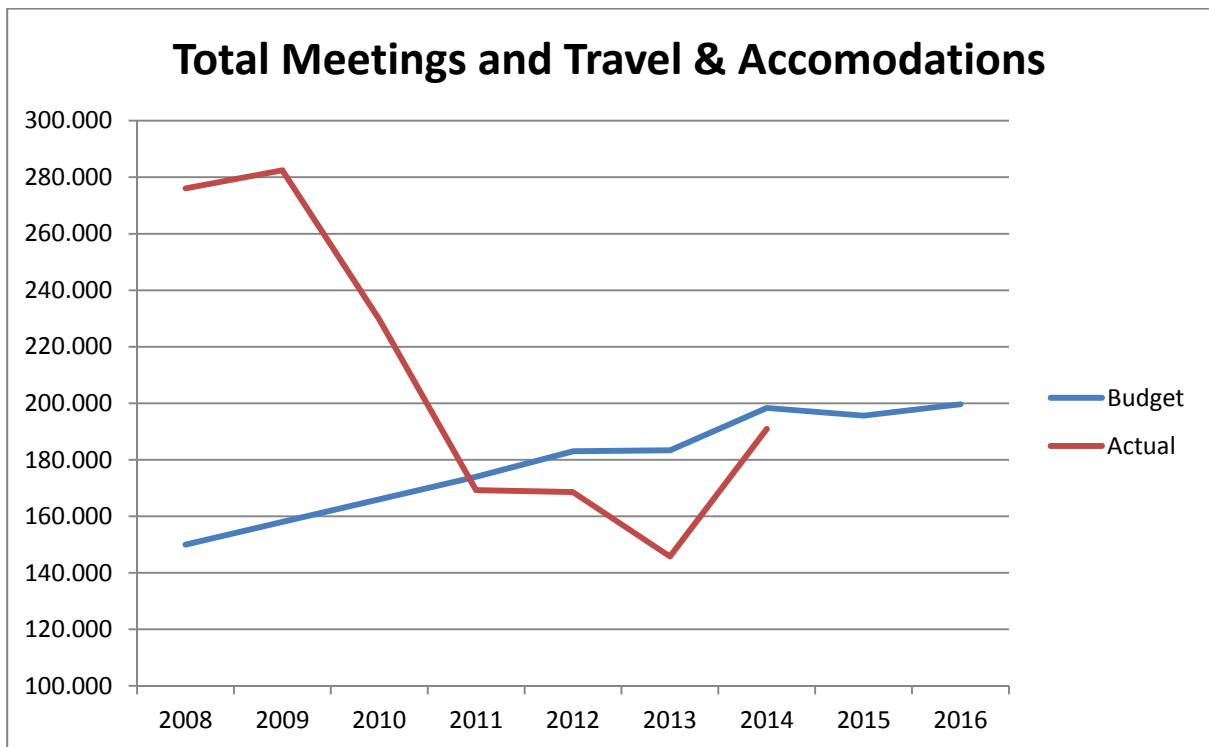
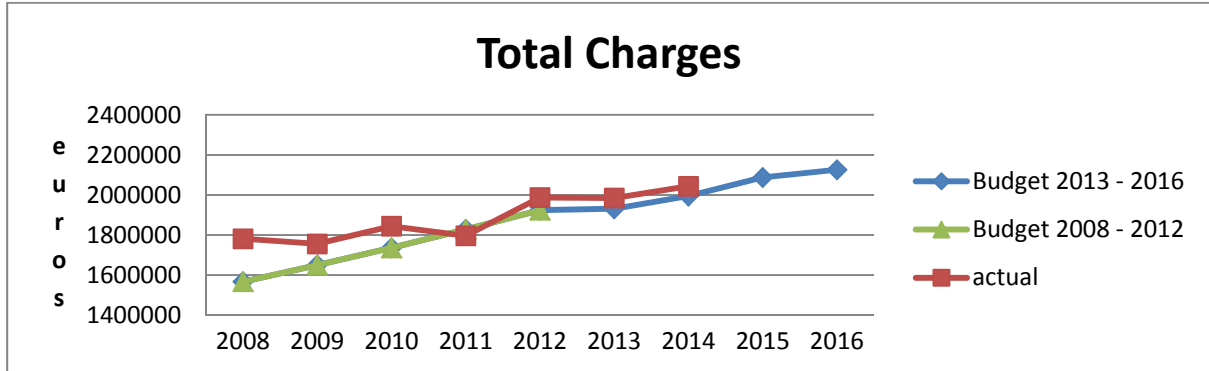
In our opinion, the financial statements, in all their main aspects, provide an accurate picture of the financial situation of the OIML as at 31 December 2014, as do the operational result and the cash flow statement for the financial exercise closed off at that date, which are in conformity with the accounting standards that are applicable to the public sector (IPSAS Standards), to the revised Financial Regulations, and to Resolution 27 of the 45th CIML Meeting and Resolution 12 of the 14th International Conference.

Drawn up in Montrouge,
25 May 2015

Mr. F. FISCHER
Chartered Accountant

B. Some key figures





C.

Comptes annuels de l'exercice clos le
31 décembre 2014

Rapport établi le 25 mai 2015

SOMMAIRE

1	Etat de la situation financière au 31 decembre 2014.....	3
2	Etat de la performance financière	4
3	Etat budgetaire	5
4	Notes annexes	6
	Règles et methodes comptables	7
	Notes sur le Bilan.....	11
	Notes sur le Résultat	17
5	Variation des capitaux propres.....	22
6	Tableau des flux de trésorerie au 31 decembre 2014.....	23

1 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2014

ACTIF	31/12/2014	31/12/2013
Actifs à court terme		
Disponibilités	1 743 574 €	1 526 335 €
Créances Etats membres	130 476 €	93 701 €
Créances Membres Correspondants	47 398 €	34 201 €
Autres Créances – Certificats	12 606 €	330 €
Autres créances	148 498 €	106 871 €
Charges constatées d'avance	19 057 €	12 588 €
TOTAL (I)	2 101 610 €	1 774 026 €
Actifs à long terme		
Immobilisations financières	420 €	420 €
Terrain	1 050 000 €	1 050 000 €
Immeubles – murs	1 427 329 €	1 439 930 €
Agencements	620 190 €	583 540 €
Matériel de bureau et informatique	31 714 €	59 565 €
Mobilier	3 911 €	6 062 €
Logiciels	4 677 €	8 893 €
TOTAL (II)	3 138 240 €	3 148 410 €
TOTAL GENERAL (I à II)	5 239 850 €	4 922 436 €

PASSIF	31/12/2014	31/12/2013
Passifs à court terme		
Créances payées d'avances	201 300 €	111 165 €
Autres dettes	177 148 €	64 070 €
Total passif à court terme (I)	378 448 €	175 235 €
Passifs à long terme		
Avantages au personnel	2 342 770 €	2 328 800 €
Autres provisions		
Total passif à long terme (II)	2 342 770 €	2 328 800 €
Actif net / Situation nette (III = Actif- I - II)	2 518 632 €	2 418 401 €
Apports en capital	55 324 €	55 324 €
Ecart réévaluation immeuble	2 916 837 €	2 916 837 €
Réserves et report à nouveau	-553 760 €	-600 445 €
Résultat	100 231 €	46 685 €
Total actif net (IV)	2 518 632 €	2 418 401 €
Solde net (III-IV)	0 €	0 €

2 ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE

PRODUITS EXPLOITATION	31/12/2014	31/12/2013
Participation contributive Etats Membres	2 053 800 €	1 873 200 €
Autres produits opérationnels	78 769 €	69 973 €
Total produits exploitation (I)	2 132 569 €	1 943 173 €
CHARGES EXPLOITATION		
Rémunérations, salaires et avantages du personnel	1 412 296 €	1 350 713 €
Charges liées à l'activité	439 520 €	413 769 €
Dotations aux amortissements	176 371 €	147 624 €
Régularisation Comptes clients	-6 723 €	-48 834 €
Provision engagement retraite OIML	11 620 €	48 348 €
Autres charges opérationnelles		
Total charges exploitation (II)	2 033 083 €	1 911 620 €
RESULTAT D'EXPLOITATION (III=I-II)	99 486 €	31 554 €
Résultat financier	10 690 €	15 132 €
Résultat exceptionnel	-9 945 €	
Total produits / charges non opérationnels (IV)	745 €	15 132 €
SOLDE NET DE L'EXERCICE	100 231 €	46 685 €

3 ETAT BUDGETAIRE

Exécution du budget	2013	2013	2014	2014
	Voté	Réalisé	Voté	Réalisé
CHARGES				
Personnel en activité	1 232 971 €	1 244 046 €	1 254 930 €	1 304 917 €
Retraites	107 499 €	106 667 €	110 186 €	107 379 €
Total charges de personnel	1 340 470 €	1 350 713 €	1 365 116 €	1 412 296 €
Coûts de fonctionnement	66 162 €	75 652 €	67 521 €	88 209 €
Coûts administratif	66 204 €	125 625 €	67 365 €	80 936 €
Coûts de communication	54 104 €	58 305 €	55 287 €	56 989 €
Coût de réunion - CIML	77 746 €	92 210 €	88 991 €	100 524 €
Voyages et déplacements	105 580 €	53 608 €	109 336 €	90 418 €
Frais divers	17 182 €	31 738 €	17 338 €	12 438 €
Fonds spéciaux pour développement	35 000 €		35 000 €	13 561 €
Total autres charges	421 978 €	437 137 €	440 838 €	443 075 €
Dotation aux amortissements	110 178 €	147 624 €	116 718 €	176 371 €
Provision pour retraite	40 000 €	48 348 €	40 000 €	11 620 €
Provision pour créances impayées	18 200 €	980 €	32 200 €	240 €
Total dépréciations et provisions	168 378 €	196 952 €	188 918 €	188 231 €
PRODUITS				
Contributions EM	1 764 000 €	1 778 000 €	1 932 000 €	1 960 000 €
Abonnements des MC	79 800 €	95 200 €	79 800 €	93 800 €
Revenus des Certificats	70 000 €	65 310 €	70 000 €	78 169 €
Centre de traduction	15 000 €	1 400 €	15 000 €	
Revenus financiers	15 000 €	15 132 €	15 000 €	10 690 €
Autres produits		76 446 €		1 173 €
Total produits	1 943 800 €	2 031 487 €	2 111 800 €	2 143 832 €
Résultat	12 974 €	46 685 €	116 928 €	100 231 €

4 NOTES ANNEXES

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014.

L'arrêté des comptes a été fait par le Directeur du Bureau en date du 7 avril 2015 conformément aux dispositions de l'article 20 du règlement financier révisé de l'OIML – Edition 2012.

Les documents de synthèse annuels établis conformément à l'annexe 3 du règlement financier révisé de l'OIML comprennent les états financiers suivants : bilan, compte de résultat, état budgétaire, notes annexes aux états financiers, tableau de flux de trésorerie, tableau de variation des capitaux propres.

Les notes ou tableaux ci-après font donc partie intégrante des états financiers annuels :

Note 1	Principes comptables.....	7
Note 2	Détail des disponibilités	11
Note 3	Analyse des soldes des Etats Membres	11
Note 4	Détail des autres créances.....	14
Note 5	Détail des charges constatées d'avance.....	14
Note 6	Détail des immobilisations financières.....	14
Note 7	Détail des créances à long terme	14
Note 8	Etat des immobilisations et amortissements.....	15
Note 9	Détail des autres dettes.....	15
Note 10	Détail des avantages du personnel.....	16
Note 11	Analyse des autres provisions	16
Note 12	Etats des abonnements des Membres Correspondants.	17
Note 13	Détail des autres ventes et autres produits.....	17
Note 14	Détail charges de personnel.....	17
Note 15	Détail des couts de fonctionnement.....	18
Note 16	Détail des couts administratif	18
Note 17	Détail des couts de communication.....	18
Note 18	Détail des couts de réunion	19
Note 19	Détail des frais de voyages et déplacements	19
Note 20	Détail des frais divers.....	19
Note 21	Détail des dotations / reprises de provisions	20
Note 22	Détail des produits exceptionnels.....	21
Note 23	Détail des charges exceptionnelles.....	21

Règles et méthodes comptables

Note 1 Principales méthodes comptables

Les états financiers de l'OIML sont établis conformément aux normes comptables internationales pour le secteur public, IPSAS (International Public Sector Accounting Standards), émises par le Comité du secteur public de l'IFAC (International Federation of Accountants). En l'absence de normes IPSAS, ce sont les normes IAS (IFRS) qui sont appliquées.

Monnaie de référence et monnaies de présentation

Le règlement financier de l'Organisation Internationale de Métrologie Légale révisé au 1er janvier 2013 prévoit à son article 2 que l'unité de compte prévue par la convention créant l'OIML est le Franc-Or, dont la parité par rapport au Franc Français est celle qui est indiquée par la Banque de France.

Toutefois, le Règlement (CE) N° 974/98 du Conseil du 3 mai 1998 a remplacé le Franc Français par l'Euro à compter du 1er janvier 1999, et dispose que "Les références aux unités monétaires nationales qui figurent dans des instruments juridiques existant à la fin de la période transitoire doivent être lues comme des références à l'unité euro en appliquant les taux de conversion respectifs." En conséquence, la Banque de France n'a pas maintenu l'unité de compte "Franc-Or".

Compte tenu de ces dispositions, les différents états financiers et états de comptabilité de l'OIML sont tenus en Euros.

Principales méthodes utilisées

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes d'un exercice à l'autre et d'indépendance des exercices et conformément aux dispositions du règlement financier révisé au 1er janvier 2013 (RF).

Immobilisations corporelles (RF- article 4.1)

Les terrains, les immeubles, les installations et équipements, dont l'OIML est propriétaire, sont comptabilisés à leur valeur estimative actuelle diminuée des amortissements cumulés.

Ceci se traduit par la revalorisation des actifs immobilisés et par la comptabilisation d'un écart de réévaluation au niveau des capitaux propres au 1^{er} janvier 2010, au 1^{er} janvier 2012 et au 1^{er} janvier 2013.

Les autres immobilisations corporelles dont l'OIML est propriétaire sont comptabilisées à leur coût historique diminué des amortissements.

L'amortissement est calculé linéairement de manière à étaler le coût de chaque actif sur la durée d'utilisation estimée comme suit :

- * Terrain..... pas d'amortissement
- * Immeubles, murs..... 50 ans
- * Immeubles, toit et ravalement 20 ans
- * Immeubles, aménagements 10 ans
- * Agencements, aménagements et installations 5 à 10 ans
- * Autres immobilisations corporelles..... 3 à 10 ans

Immobilisations incorporelles (RF- article 4.2)

Le coût des logiciels informatiques, lorsqu'ils constituent des actifs, sont amortis linéairement selon une durée d'utilisation ne pouvant excéder 3 ans.

Instruments financiers (RF article 5)

Dans les limites qui lui sont fixées par le Comité et sous le contrôle de celui-ci, le Directeur est autorisé à investir les disponibilités de l'Organisation dans des obligations d'Etat ayant une cote publiée non inférieure à « AAA », des certificats de dépôt ou des comptes d'épargne assurés dans l'un des états membres de l'Organisation.

Les intérêts, dividendes, pertes et gains sur les instruments financiers, qu'ils soient réalisés ou non, sont comptabilisés dans les produits et charges du compte de résultat.

Prestations particulières sur conventions – en-cours (RF article 6)

Le Bureau peut passer des contrats avec toute organisation Internationale ou Régionale afin d'effectuer sur financement de cette organisation des travaux et prestations particuliers entrant dans le champ de compétence de l'Organisation et conforme à ses objectifs (par exemple traduction de publications de l'OIML dans une autre langue que l'Anglais et le Français). Les objectifs et les conditions de ces contrats devront être préalablement soumis à l'accord du Comité.

Les produits et charges relatifs à une prestation effectuée sur plusieurs exercices, dans le cadre de ces contrats, font l'objet des régularisations comptables appropriées pour satisfaire aux règles de constatation des produits fixées à l'article 8 (constatation des produits : cf. ci-après).

Créances d'exploitation

Les contributions des Etats Membres en retard lors de la clôture d'un exercice budgétaire seront considérées comme créances de l'Organisation et figureront comme telles à l'actif jusqu'à leur encaissement effectif.

Le cas des Etats défaillants est traité en application de l'Article XXIX de la Convention de l'OIML : la radiation d'un pays ayant atteint trois années d'arriérés est constatée automatiquement par le Directeur du Bureau International de Métrologie Légale.

La 14^{ième} Conférence Internationale a souhaité clarifié l'Article XXIX de la Convention de l'OIML en ce qui concerne les Etats Membres n'ayant pas intégralement réglé leur contribution annuelle. Il a été décidé que :

- (a) Un État Membre qui n'a pas réglé sa contribution annuelle pendant trois années consécutives doit être automatiquement considéré comme ayant démissionné, conformément à l'Article XXIX, premier paragraphe, de la Convention ;
- (b) Un État Membre qui n'a pas intégralement réglé sa contribution annuelle doit être automatiquement considéré comme ayant démissionné lorsque ses arriérés accumulés sont équivalents au total des trois dernières années de contributions dues ;
- (c) Un État Membre en arriéré recevra un avertissement final écrit au moins six mois avant l'accumulation du montant de trois ans mentionnée en (a) ou (b). L'avertissement inclura une demande de règlement total du montant ;

(d) Les dispositions en (a), (b) et (c) s'appliquent également aux Membres Correspondants en ce qui concerne l'abonnement forfaitaire des Membres Correspondants.

La 14^{ième} Conférence Internationale a souhaité clarifié aussi l'Article XXX, second paragraphe, de la Convention en ce qui concerne la réadmission des États Membres officiellement considérés comme ayant démissionné Il a été décidé que :

(a) Un État Membre qui est officiellement considéré comme ayant démissionné peut être réadmis uniquement après qu'il a réglé ses contributions impayées, dont le montant est calculé comme la contribution totale que l'État Membre aurait eu à payer au cours des trois dernières années immédiatement avant l'année de réadmission conformément à la classification dudit État Membre au moment de sa réadmission ;

(b) Les dispositions en (a) s'appliquent également aux Membres Correspondants en ce qui concerne l'abonnement forfaitaire des Membres Correspondants.

Les avances et acomptes sur des charges de l'exercice suivant (par exemple acomptes versés pour l'organisation de réunions, acomptes sur travaux, etc.), peuvent être inscrits comme créances sur des fournisseurs.

Les avances reçues de clients dans le cadre des contrats visés à l'article 6 sont inscrites sur les comptes "clients" au passif du bilan.

Constatation des produits

Les produits sont comptabilisés selon les principes de la comptabilité d'engagement.

Les cotisations des Etats Membres et les abonnements forfaitaires des Membres Correspondants sont comptabilisés à leur date d'exigibilité, soit la date d'ouverture de l'exercice.

Les produits financiers sont enregistrés dans l'exercice pendant lequel ils ont couru.

Les autres revenus, y compris les remboursements de frais par des tiers sont pris en compte lorsqu'ils sont acquis par l'OIML, soit selon les termes des contrats convenus soit, en l'absence de convention lors de l'émission de la facture ou de la demande de paiement.

Les cotisations des Etats Membres et abonnements forfaitaires des Membres Correspondants correspondant au paiement partiel ou total des sommes dues au titre des exercices suivants, seront inscrits comme dettes de l'Organisation vis-à-vis de ces Membres.

Réserves

Les résultats annuels, qu'ils soient déficitaires ou bénéficiaires, sont systématiquement affectés en report à nouveau pendant toute la période financière définie à l'article 1. Au terme de chaque période financière, la Conférence décide de l'affectation éventuelle en réserve.

Provisions

Les provisions sont comptabilisés quand l'OIML est tenue par une obligation juridique ou implicite résultant d'événements passés, dont il est probable que le règlement entraînera un emploi de ressources sans contrepartie probable et lorsqu'une estimation fiable du montant de l'obligation en cause peut être effectuée.

Avantages du personnel

En application de la résolution no. 27 de la 45^{ème} réunion du CIML, les droits à retraite acquis sont évalués par un actuaire et sont présentés dans la Note 10.

Ils font l'objet d'une provision pour charges établie conformément aux dispositions des normes IPSAS. Ceci se traduit par une perte exceptionnelle sur l'exercice courant correspondant à l'inscription au passif du bilan de la provision pour retraites évaluée conformément aux normes IPSAS en comparaison de l'évaluation donnée l'année précédente conformément à la règle antérieure.

Emprunts

L'OIML ne fait pas appel à l'emprunt.

Produits et charges exceptionnels

Le Directeur du Bureau peut passer par profits et pertes le montant des pertes ou gains des fonds, cession d'actifs, stocks et autres avoirs, à condition qu'un état de toutes ces sommes soit soumis au Comité et à la Conférence - en particulier, seront ainsi pris en compte les écarts entre les contributions théoriques dues par les Etats Membres et leurs versements réels, dans la mesure où ces écarts sont suffisamment faibles.

Contributions Volontaires - Dons et Legs

Le Directeur du Bureau peut accepter des contributions volontaires ainsi que des dons et legs, que ces apports soient ou non en espèces, à condition qu'ils soient offerts à des fins compatibles avec la ligne de conduite, les buts et l'activité de l'Organisation.

L'acceptation des apports qui entraînent, soit directement, soit indirectement des engagements financiers supplémentaires pour l'Organisation doit recevoir au préalable l'accord de la Conférence ou, en cas d'urgence, celui du Comité.

Les apports en biens meubles ou immeubles sont évalués en unités monétaires et inscrits au bilan de l'Organisation.

Notes sur le Bilan

Note 2 Détail des disponibilités

Détail des disponibilités	31/12/2014	31/12/2013
Caisse d'Epargne	985 623 €	975 941 €
LCL placement	308 769 €	305 234 €
Banque de France	205 216 €	106 438 €
Chèques Postaux	61 925 €	15 705 €
Crédit Lyonnais	104 806 €	60 259 €
Caisse	1 175 €	408 €
Banque de Berne	29 782 €	5 740 €
Banque de France – Centre de Traduction	38 988 €	46 792 €
Intérêts courus à recevoir	7 290 €	9 817 €
Total	1 743 574 €	1 526 335 €

Note 3 Analyse des soldes des Etats Membres

Les créances s'analysent comme suit :

Créances "clients"	31/12/2014	31/12/2013
<u>Actif</u>		
Etats membres	232 476 €	238 561 €
Membres correspondants	47 398 €	34 201 €
Autres clients	12 606 €	330 €
Provisions dépréciation	-102 000 €	-144 860 €
<u>Passif</u>		
Etats membres - Avances	-163 409 €	-70 000 €
Membres correspondants - Avances	-37 891 €	-41 165 €
Total	-10 820 €	17 068 €

Le détail des créances des Etats membres et des Membres Correspondants est détaillé ci-après :

Etats Membres	Situation au 31/12/2014	Situation au 31/12/2013	Situation au 31/12/2012
ALBANIE		14 000	14 500
ARABIE SAOUDITE	28 000		
AUTRICHE - Avance	-14 000		
CAMEROUN		42 700	42 600
CHYPRE	14 000		
COLOMBIE		2 700	
R.P.D. De Corée			25 703
CUBA	26 320	14 300	14 800
EGYPTE - Avance	-28 000		
ETHIOPIE	42 500	42 700	42 600
GRECE	100		-100
GUINEE			-13 311
INDONESIE			29 000
IRAN	57 710	57 000	29 000
IRLANDE - Avance	-14 000	-14 000	-14 000
ISRAEL			28 700
KAZAKHSTAN - Avance	-28 000		
KENYA	-9 409	1 115	
LIBAN	42 500	42 700	42 600
NORVEGE - Avance	-14 000	-14 000	-14 000
NVLE ZELANDE			-14 000
POLOGNE - Avance	-28 000	-28 000	-28 000
PORTUGAL – Avance	-14 000		-14 000
ROYAUME UNIE – Avance			-56 000
SLOVENIE - Avance	-14 000		
SRI LANKA	21 346	21 346	21 346
TUNISIE – Avance		-14 000	
ZAMBIE			42 600
	69 067	168 561	180 038

Membres Correspondants	Situation au 31/12/2014	Situation au 31/12/2013	Situation au 31/12/2012
ARGENTINE	1 400		1 450
AZERBAIDJAN - Avance	-1 400		
BANGLADESH	1 400		1 450
BENIN	1 400	1 400	
BOSNIE-HERZEGOVINE - Avance		-1 020	-1 020
BOTSWANA	1 400		1 450
BURKINA FASO	4 250	4 190	4 020
CAMBODGE	1 400	1 400	
COMORES	4 250	4 190	4 020
R.P.D. De Corée			4 020
COSTA RICA			1 059
REPUBLIQUE DOMINICAINE	-4 060	-5 460	2 790
GABON	226	-1 174	-2 574
GAMBIE - UNIDO	2 800	1 400	
GEORGIE - Avance	-1 400	-1 400	
GHANA			1 340
GUATEMALA - Avance			-1 120
GUINEE - Avance	-10 511	-11 911	
HONG KONG - Avance	-1 400		-1 400
IRAK	1 400		
KIRGHIZISTAN	1 400		
LETONIE - Avance	-1 400	-170	-170
LIBYE - Avance	-277	-1 677	-3 077
MADAGASCAR	1 400		
MAURITANIE	2 800	1 400	
MONGOLIE - Avance		309	-1 091
NEPAL		2 850	1 450
NICARAGUA	4 250	4 190	4 020
NIGERIA	2 800	1 400	
OMAN	2 850	1 450	1 450
OUZBEKISTAN	232	232	232
PANAMA	-11 917	-13 317	
PAPOUASIE – NOUVELLE GUINEE	1 400	1 400	
RWANDA	490	-910	4 020
SIERRA LEONE - UNIDO	-1 400	1 400	
SINGAPOUR - Avance	-1 400	-1 400	-1 400
SOUDAN	2 800	1 400	
SYRIE	2 800	1 400	
TADJIKISTAN	4 250	4 190	4 020
TRINITE & TOBAGO			1 047
UKRAINE			1 450
URUGUAY	-2 726	-2 726	
	9 507	-6 964	27 436

Les provisions sur créances Etats Membres et Membres Correspondants sont les suivantes :

Pays	Provision au 31/12/2014	Provision au 31/12/2013
CAMEROUN		42 700 €
ETHIOPIE	42 500 €	42 700 €
LIBAN	42 500 €	42 700 €
BURKINA FASO	4 250 €	4 190 €
COMMORES	4 250 €	4 190 €
NICARAGUA	4 250 €	4 190 €
TADJIKISTAN	4 250 €	4 190 €
Total provisions	102 000 €	144 860 €

Note 4 Détail des autres créances

Les autres créances d'un montant de 148 498 € comprennent essentiellement, les acomptes payés à des fournisseurs pour les travaux pour un montant de 43 350 €, la TVA en attente de remboursement pour un montant de 14 485 €, la TVA non remboursée sur les travaux pour un montant de 89 503. Ce dernier solde est repris sur 10 ans, durée d'amortissement des agencements et installations.

Note 5 Détail des charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance de 19 057 € comprennent principalement des paiements de services annuels ou d'abonnements dont une partie relève de l'exercice 2015.

Note 6 Détail des immobilisations financières

Ce poste d'un montant de 420 € concerne des dépôts et cautionnements.

Note 7 Détail des créances à long terme

Aucune créance n'apparaît à long terme.

Note 8 Etat des immobilisations et amortissements

	31/12/2014			31/12/2013		
	Brut	Amort.	Net	Brut	Amort.	Net
Logiciels	20 733 €	16 057 €	4 677 €	19 323 €	10 430 €	8 893 €
Terrain	1 050 000 €		1 050 000 €	1 050 000 €		1 050 000 €
Immeubles – murs	1 629 889 €	202 560 €	1 427 329 €	1 593 694 €	153 764 €	1 439 930 €
Installations générales	288 371 €	41 041 €	247 330 €	271 258 €	12 935 €	258 323 €
Agencements	586 173 €	213 313 €	372 861 €	485 725 €	160 508 €	325 217 €
Matériel de bureau	6 512 €	2 279 €	4 233 €	2 680 €	1 909 €	770 €
Matériel informatique	58 035 €	45 655 €	12 380 €	50 831 €	34 287 €	16 544 €
Serveur système	82 858 €	67 757 €	15 101 €	82 858 €	40 608 €	42 251 €
Mobilier	35 023 €	31 112 €	3 911 €	35 023 €	28 961 €	6 062 €
TOTAL 31/12	3 757 594 €	619 773 €	3 137 820 €	3 591 392 €	443 402 €	3 147 990 €
TOTAL 01/01	3 591 392 €	443 402 €	3 147 990 €	2 879 933 €	295 779 €	2 584 155 €
Variation de l'exercice	166 202 €	176 371 €	-10 170 €	711 459 €	147 624 €	563 835 €

Note 9 Détail des autres dettes

Les autres dettes sont à échéance à court terme et comprennent les postes suivants :

	31/12/2014	31/12/2013
Urssaf	64 798 €	19 722 €
Ircantec	6 841 €	7 340 €
Mutuelle	4 952 €	4 672 €
Prévoyance	5 481 €	6 383 €
Congés payés	23 360 €	17 873 €
Dettes sociales	105 432 €	55 989 €
Fournisseurs	6 645 €	843 €
Factures non parvenues	64 858 €	6 977 €
Fournisseurs	71 503 €	7 820 €

Note 10 Détail des avantages du personnel

Les avantages du personnel comprennent le fonds de retraite pour 2 342 770 € en application de la résolution no. 27 de la 45^{ème} réunion du CIML.

	31/12/2014
Engagement de retraite au 01/01/2014	2 328 800 €
Contribution salariale	2 350 €
Provision retraite	11 620 €
Solde au 31/12/2014	2 342 770 €

Le total des droits à retraite acquis par le personnel, évalués par un actuair, se monte à :

Total des droits acquis au	
Au 31/12/2006	1 575 800 €
Au 31/12/2007	1 693 100 €
Au 31/12/2008 (interpolation)	1 783 700 €
Au 31/12/2009	1 880 900 €
Au 31/12/2010	2 158 500 €
Au 31/12/2011	2 205 900 €
Au 31/12/2012	2 272 000 €
Au 31/12/2013	2 328 800 €
Au 31/12/2014	2 342 770 €

Note 11 Analyse des autres provisions

Au cours de l'exercice, l'OIML n'a connu aucun litige.

Notes sur le Résultat

Note 12 Etats des abonnements des Etats Membres et des Membres Correspondants.

Le montant des contributions des Etats est de 1 053 800 € qui se décompose en :

	2014	2013
Etats Membres	1 960 000 €	1 778 000 €
Membres Correspondants	93 800 €	95 200 €
Total contributions des Etats	2 053 800 €	1 873 200 €

Note 13 Détail des autres ventes et autres produits

Le montant des autres produits, 78 769 € correspond à :

	2014	2013
Certificats	78 169 €	65 310 €
Abonnements bulletins		36 €
Participation traduction		1 400 €
Etudes		2 280 €
Divers	600 €	947 €
Total contributions des Etats	78 769 €	69 973 €

Note 14 Détail des charges de personnel

Le total des charges de personnel est de 1 412 296 € et se décompose en :

	2014	2013
Salaires BIML	1 026 570 €	978 828 €
Cotisations sociales	278 347 €	265 218 €
Retraités OIML	107 379 €	106 667 €
Total charges de personnel	1 412 296 €	1 350 713 €

Note 15 Détail des couts de fonctionnement

Le total des couts de fonctionnement est de 88 209 € dont les principaux postes sont :

	2014	2013
Eau & Electricité	10 945 €	11 226 €
Fournitures	17 715 €	7 544 €
Entretien et réparation	54 494 €	51 890 €
Prime Assurance	3 384 €	3 332 €
Taxe foncière et balayage	1 670 €	1 660 €
Total couts de fonctionnement	88 209 €	75 652 €

Note 16 Détail des couts administratif

Le montant des couts administratif représente 80 936 € et se décompose en :

	2014	2013
Fournitures administratives	3 554 €	5 141 €
Maintenance	40 652 €	28 402 €
Documentation	1 504 €	1 145 €
Honoraires	27 913 €	83 718 €
Téléphone	7 313 €	7 220 €
Total couts administratif	80 936 €	125 625 €

Note 17 Détail des couts de communication

Le total des couts de communication, 56 989 €, correspond à :

	2014	2013
Publications et Médaille	14 277 €	15 424 €
Affranchissement postaux	10 618 €	9 945 €
Transporteurs	162 €	605 €
Internet	31 932 €	32 331 €
Total couts communication	56 989 €	58 305 €

Note 18 Détail des couts de réunion

Le détail des couts de réunion, 100 524 €, est de :

	2014	2013
Frais colloque & séminaire	6 699 €	2 280 €
Réceptions	6 949 €	11 451 €
CIML	86 877 €	78 479 €
Total couts de réunion	100 524 €	92 210 €

En l'absence de solde final de la réunion du CIML en Nouvelle-Zélande, il ya une disposition pour un montant de 50.000 € dans le compte

Ce montant est inclus dans le compte du CIML pour 86,877 €

Note 19 Détail des couts de voyages et déplacements

Le montant des voyages et déplacements est de 90 418 € et se décompose en :

	2014	2013
Voyage	56 910 €	27 253 €
Missions	33 508 €	26 355 €
Total couts des voyages	90 418 €	53 608 €

Note 20 Détail des couts des frais divers

Les frais divers, 12 438 €, correspondent à :

	2014	2013
Pourboires	3 215 €	3 935 €
Services bancaires	3 889 €	3 774 €
Pertes s/ créances irrécouvrables	-6 390 €	23 368 €
Charges diverses	11 724 €	661 €
Total frais divers	12 438 €	31 738 €

Note 21 Détail des dotations / reprises de provisions

Le total des dotations aux amortissements et aux provisions est de 188 231 €. Concernant la dotation au Fonds de Pension, voir Note 10.

Dotation de l'exercice	2014	2013
Logiciels	5 626 €	5 237 €
Bâtiments	48 796 €	42 885 €
Installations générales	28 106 €	12 882 €
Agencements	52 805 €	43 335 €
Matériel de bureau	370 €	271 €
Matériel informatique	11 368 €	12 163 €
Serveur système	27 149 €	28 423 €
Mobilier	2 151 €	2 427 €
Total dotation aux amortissements	176 371 €	147 624 €
Comptes clients - reprise provision	240 €	-71 343 €
Fonds de pension	11 620 €	48 348 €
Total dotations de l'exercice	11 860 €	-22 995 €

La 14ieme Conférence Internationale ayant souhaité clarifié l'Article XXIX de la convention de l'OIML en ce qui concerne les États Membres et les Membres Correspondants, les comptes de l'OIML ne font pas apparaître des arriérés supérieurs à trois ans de contributions, la conséquence sur les comptes au 31 décembre 2014 est :

- Perte sur créances irrécouvrables :	- 36 710 €
- Dotation provision créances :	- 240 €
- Produits divers :	573 €
- Reprise provision créances :	43 100 €
- Soit un produit sur les comptes 2014 :	6 723 €

Note 22 Détail des produits exceptionnels

Absence de produits exceptionnels au cours de l'exercice 2014.

Note 23 Détail des charges exceptionnelles

La charge exceptionnelle de l'exercice, 9 945 €, correspond à la reprise de la TVA non remboursée sur les travaux sur 10 ans – cf Note 4.

5 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves	Réévaluation Immeuble	Report à nouveau	Résultat	Total
Solde net au 01/01/2013	55 324 €	1 290 114 €	2 579 837 €	-1 931 731 €	41 172 €	2 034 716 €
Résultat de l'exercice					46 685 €	
Réévaluation immeuble			337 000 €			
Solde net au 31/12/2013	55 324 €	1 290 114 €	2 916 837 €	-1 890 559 €	46 685 €	2 418 401 €
Solde net au 01/01/2014	55 324 €	1 290 114 €	2 916 837 €	-1 890 559 €	46 685 €	2 418 401 €
Résultat de l'exercice					100 231 €	
Réévaluation immeuble						
Solde net au 31/12/2014	55 324 €	1 290 114 €	2 916 837 €	-1 843 874 €	100 231 €	2 518 632 €

Le résultat annuel est totalisé au 1er janvier suivant dans le Report à nouveau.

6 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2014

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2014		
	2014	2013
Solde des activités	100 231	46 685
+/- Dotations - reprises aux amortissements et provisions	188 231	196 952
+ Impact résolution 11 & 12	-6 390	-48 955
+ Valeur nette comptable des immobilisations cédées	0	0
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	282 072	194 682
+/- Variation du BFR lié à l'activité	101 370	-34 527
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	383 441	160 154
- Décaissements liés à l'acquisition d'immobilisations	-166 202	-374 459
+/- Variation des prêts et avances consentis	0	8 720
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT	-166 202	-365 739
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	217 240	-205 585
TRESORERIE D'OUVERTURE	1 526 335	1 731 919
TRESORERIE DE CLOTURE	1 743 574	1 526 335
ECART	0	0

D.

Annual accounts for the year 2014

Report established on 25 May 2015

SUMMARY

1	Balance sheet as of 31 december 2014	3
2	Income statement for 2014.....	4
3	Execution of the budget	5
4	Notes to the financial statements.....	6
	Accounting principles	7
	Notes on the balance sheet.....	11
	Notes on the income statement	17
5	Statement of changes in net assets/equity	22
6	Cash-flow statement at 31 december 2014	23

1 BALANCE SHEET AS OF 31 DECEMBER 2014

ASSETS	31/12/2014	31/12/2013
Current assets		
Cash	1 743 574 €	1 526 335 €
Member States receivables	130 476 €	93 701 €
Corresponding Members receivables	47 398 €	34 201 €
Orther receivables – Cerificats	12 606 €	330 €
Other receivables	148 498 €	106 871 €
Prepayments	19 057 €	12 588 €
TOTAL (I)	2 101 610 €	1 774 026 €
Non current assets		
Long term investments	420 €	420 €
Land	1 050 000 €	1 050 000 €
Building - walls	1 427 329 €	1 439 930 €
Fittings	620 190 €	583 540 €
Office equipment	31 714 €	59 565 €
Furniture	3 911 €	6 062 €
Software	4 677 €	8 893 €
TOTAL (II)	3 138 240 €	3 148 410 €
General total (I to II)	5 239 850 €	4 922 436 €

LIABILITIES	31/12/2014	31/12/2013
Current liabilities		
Member States payables	201 300 €	111 165 €
Other payables	177 148 €	64 070 €
Total current liabilities	378 448 €	175 235 €
Non current liabilities		
Employee benefits	2 342 770 €	2 328 800 €
Other provisions		
Total passif à long terme (II)	2 342 770 €	2 328 800 €
Net assets	2 518 632 €	2 418 401 €
Capital	55 324 €	55 324 €
Revaluation Building	2 916 837 €	2 916 837 €
Reserves and accumulated results	-553 760 €	-600 445 €
Result of the year	100 231 €	46 685 €
Total net assets	2 518 632 €	2 418 401 €
Balance	0 €	0 €

2 INCOME STATEMENT FOR 2013

OPERATING INCOME	31/12/2014	31/12/2013
Member States contributions	2 053 800 €	1 873 200 €
Other operating income	78 769 €	69 973 €
Total Operating income	2 132 569 €	1 943 173 €
OPERATING EXPENSES		
Staff expenses	1 412 296 €	1 350 713 €
Operating expenses	439 520 €	413 769 €
Depreciations	176 371 €	147 624 €
Regularization accounts receivable	-6 723 €	-48 834 €
Provision for retirement	11 620 €	48 348 €
Other operating expenses		
Total operating expenses	2 033 083 €	1 911 620 €
OPERATING RESULT	99 486 €	31 554 €
Financial result	10 690 €	15 132 €
Extraordinary result	-9 945 €	
Total non operating results	745 €	15 132 €
NET RESULT	100 231 €	46 685 €

3 EXECUTION OF THE BUDGET

Budget realization	2013	2013	2014	2014
	Voted	Realized	Voted	Realized
CHARGES				
Active staff	1 232 971 €	1 244 046 €	1 254 930 €	1 304 917 €
Pension System	107 499 €	106 667 €	110 186 €	107 379 €
Total staff costs	1 340 470 €	1 350 713 €	1 365 116 €	1 412 296 €
Running costs	66 162 €	75 652 €	67 521 €	88 209 €
Administrative costs	66 204 €	125 625 €	67 365 €	80 936 €
Communication costs	54 104 €	58 305 €	55 287 €	56 989 €
Meetings costs - CIML	77 746 €	92 210 €	88 991 €	100 524 €
Travel & accommodation costs	105 580 €	53 608 €	109 336 €	90 418 €
Miscellaneous costs	17 182 €	31 738 €	17 338 €	12 438 €
Special funds for developing count	35 000 €		35 000 €	13 561 €
Total other charges	421 978 €	437 137 €	440 838 €	443 075 €
Depreciations	110 178 €	147 624 €	116 718 €	176 371 €
Provision for retirement	40 000 €	48 348 €	40 000 €	11 620 €
Provision for uncollected funds	18 200 €	980 €	32 200 €	240 €
Total charges other than staff	168 378 €	196 952 €	188 918 €	188 231 €
INCOME				
Member State contribution	1 764 000 €	1 778 000 €	1 932 000 €	1 960 000 €
CM Fees	79 800 €	95 200 €	79 800 €	93 800 €
Certificat Fees	70 000 €	65 310 €	70 000 €	78 169 €
Translation Center	15 000 €	1 400 €	15 000 €	
Financial Income	15 000 €	15 132 €	15 000 €	10 690 €
Other Income		76 446 €		1 173 €
Total income	1 943 800 €	2 031 487 €	2 111 800 €	2 143 832 €
Result	12 974 €	46 685 €	116 928 €	100 231 €

4 NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

The financial year covers the period of 1st January to 31 December 2014.

The accounts were closed by the BIML Director on April 7, 2015 according to the provisions of Article 20 of the OIML Financial Regulations – Edition 2012.

The financial statements established according to Annex 3 of the Financial Regulations include the following: balance sheet, income statement, notes to the financial statements, statement of changes in net assets/equity, cash flow statement.

The following notes or tables are therefore part of the presentation of the annual financial statements:

Note 1	Main accounting methods.....	7
Note 2	Cash and investments details	11
Note 3	Member States balance analysis	11
Note 4	Other receivables details	14
Note 5	Prepayments detail.....	14
Note 6	Long term investments details	14
Note 7	Long term receivables detail.....	14
Note 8	Fixed assets and accumulated depreciations state.....	15
Note 9	Other payables detail	15
Note 10	Employee benefits detail.....	16
Note 11	Other provisions analyzis.....	16
Note 12	Member State contribution detail	17
Note 13	Other operating revenue and income detail	17
Note 14	Staff expenses detail	17
Note 15	Running costs detail.....	18
Note 16	Administrative costs detail.....	18
Note 17	Communication costs detail.....	18
Note 18	Meeting costs detail	19
Note 19	Travel and accomodation costs detail	19
Note 20	Miscellaneous costs detail	19
Note 21	Depreciation and recovering detail	20
Note 22	Extraordinary income detail.....	21
Note 23	Extraordinary expenses detail.....	21

Accounting principles

Note 1 Main accounting methods

The OIML financial statements are established according to the international public sector accounting standards, IPSAS, issued by the Public Sector Committee of the IFAC (International Federation of Accountants). When IPSAS standards are not available, the IAS (IFRS) standards are implemented.

Reference currency

The OIML Financial Regulations as revised as of 1st January 2013 says in its Article 2 that the accounting unit provided for in the Convention (Article XXIV) is the Gold Franc whose exchange rate with the French Franc is indicated by the Banque de France.

However, Council Regulation (EC) No. 974/98 of 3 May 1998 replaced the French Franc by the Euro starting from 1 January 1999 and sets forth that "References to national monetary units contained in legal instruments in force as of the end of the transitional period must be construed as references to the Euro unit by applying the respective conversion rates". Accordingly, the Banque de France did not maintain the "Gold Franc" accounting unit.

On the basis of these provisions, the various financial statements and accounting documents of OIML shall be maintained in Euros.

Main methods used

The general accounting principles have been applied, respecting the principle of prudence, in conformity with the base hypothesis of continuity of operation, of permanence of the methods from one year to another and of independence of the yearly periods and in conformity with the provisions of the OIML Financial Regulations (FR) revised as of 1st January 2013.

Tangible fixed assets (FR- article 4.1)

The land, buildings, equipment and facilities owned by the OIML are recognized at their current appraised value less accumulated depreciation.

This is reflected in the revaluation of fixed assets and the recognition of revaluation surplus in shareholders'equity at 1st January 2010, at 1st January 2012 and at 1st January 2013.

Other facilities and equipment owned by the OIML are recognized at their historical cost less depreciation

Depreciation is calculated on a straight-line basis, in order to spread the cost of each asset over the asset's useful life estimated as follows:

*	Land	No depreciation
*	Buildings, wall	50 years
*	Buildings, roof, renovation	20 years
*	Buildings, fittings.....	10 years
*	Fittings, improvements and facilities	5 à 10 years
*	Other tangible fixed assets	3 à 10 years

Intangible fixed assets (FR- article 4.2)

The cost of capitalised software is depreciated on a straight-line basis over a useful life not exceeding 3 years.

Financial instruments (FR article 5)

Within the limits set by the Committee and subject to the Committee's control, the Director is authorized to invest the Organisation's cash and cash equivalents in government bonds with no published rating less than "AAA", certificates of deposit, or insured savings accounts within any Member States of the organization.

Any interest, dividends and gains on financial instruments, whether realised or not, shall be recognized as revenues and expenses in the income statement.

Specific services related to contracts – work in progress (FR article 6)

The Bureau may execute contracts with any International or Regional Organisation in order to carry out specific works and services funded by such organisations and falling within the scope of competence of the Organisation and in accordance with its objectives (e.g. translation of OIML publications into a language other than English or French). The objectives and terms of such contracts shall be submitted for prior approval to the Committee.

The revenues and expenses related to services rendered over several financial years under such contracts shall give rise to accounting adjustments in order to meet the revenue recognition rules set out in Article 8. (Revenue recognition : cf. below).

Trade receivables

Contributions due by Member States and in arrears as of the close of a budget year shall be deemed receivables of the Organisation and posted as such as assets until actual collection.

The case of defaulting Member States is addressed in accordance with Article XXIX of the OIML Convention: the radiation of a Member State who reached or exceeded three years of arrears is automatically registered by the BIML Director.

The 14th International Conference wished clarified Article XXIX of the OIML Convention, as regards Member States which have not fully paid their annual contribution. It was decided that:

- (a) A Member State which has not paid its annual contribution for three consecutive years shall automatically be considered as having resigned, according to Article XXIX, first paragraph, of the Convention;
- (b) A Member State which has not fully paid its annual contribution shall be automatically considered as having resigned when its accumulated arrears amount to the total of the last three years of contributions due;
- (c) A Member State in arrears will receive a final written warning at least six months before the accumulation of the three-year amount mentioned in (a) or (b). The warning will include a request to pay the full amount;
- (d) The provisions of (a), (b) and (c) apply accordingly to Corresponding Members with respect to annual Corresponding Member fees.

The 14th International Conference wished also clarified Article XXX, second paragraph, of the Convention with respect to the readmission of Member States which have officially been regarded as having resigned. It was decided that:

(a) A Member State which has officially been regarded as having resigned may be readmitted only after it has settled its unpaid contributions, the amount of which is calculated as the total contribution that the Member State would have had to pay over the last three years immediately prior to the year of readmission according to the classification of that Member State at the time of readmission;

(b) The provisions in (a) apply accordingly to Corresponding Members with respect to Corresponding Member fees.

Advances and down payments related to expenses of the following financial year (e.g. down payments made for the organisation of meetings, down payments related to works, etc.) may be posted as amounts due by suppliers.

Advances received from clients in connection with contracts referred to under Article 6 are posted as “amounts due to clients” on the liabilities side of the balance sheet.

Revenue recognition

Revenues are recognised according to the accrual method.

Contributions due by Member States and fees due by Corresponding Members are recognised on their due date, i.e. the commencement date of the financial year.

Financial revenues are recognised during the financial year during which they accrue.

Other revenues, including expense repaid by third parties, are recognised when accruing to the OIML, either under the terms of executed contracts or, in the absence of any contract, upon issuing the invoice or the request for payment.

Contributions due by Member States and fees due by Corresponding Members representing the partial or total payment of amounts due for following years are posted as amounts due by the Organisation to such Members.

Reserves

Annual net income, whether positive or negative, is systematically posted to retained earnings during the entire financial period defined in Article 1. At the end of each financial period, the Conference decides whether the relevant amounts are to be posted to the reserves.

Provisions

Provisions are recognized when the OIML is legally or implicitly bound by any obligation resulting from past events, and where it is likely that performance of such an obligation shall entail the use of resources without any likely consideration and it is possible to make a reliable estimate of the amount of the relevant obligation.

Employees benefits

Under the resolution no. 27 of the 45th CIML Meeting, the pension rights acquired are valued by an actuary and are presented in Note 10.

They are subject to an allowance for expenses determined in accordance with IPSAS

This results in an extraordinary loss on the current year corresponding to the entry on the liabilities of the provision for pensions calculated in accordance with IPSAS in comparison to the assessments given to the previous year under the previous rule.

Borrowing

OIML is not authorised to borrow.

Extraordinary revenues and expenses

The Bureau's Director shall account for the amount of losses or gains arising in connection with any funds, asset disposals, inventories or other assets, provided that a statement listing all such amounts shall be submitted to the Committee and the Conference, taking into account in particular all differences between theoretical contributions due by Member States and actual payments, insofar as such differences are sufficiently small.

Voluntary contributions – bequests and donations

The Bureau's Director may accept voluntary contributions as well as bequests and donations, whether or not in cash, provided that the same are offered for purposes compatible with the Organisation's policies, goals and operations.

The acceptance of any contributions entailing, whether directly or indirectly, any additional financial commitment for the Organisation is subject to prior approval by the Conference or, in case of emergency, by the Committee.

Contributions in movable or immovable property are valued in monetary units and posted on the Organisation's balance sheet.

Notes on the balance sheet

Note 2 Cash and investments details

Details of cash	31/12/2014	31/12/2013
Caisse d'Epargne	985 623 €	975 941 €
LCL Investment	308 769 €	305 234 €
Banque de France	205 216 €	106 438 €
Chèques Postaux	61 925 €	15 705 €
Crédit Lyonnais	104 806 €	60 259 €
Caisse	1 175 €	408 €
Banque de Berne	29 782 €	5 740 €
Banque de France – Traduction Center	38 988 €	46 792 €
Interest to be received	7 290 €	9 817 €
Total	1 743 574 €	1 526 335 €

Note 3 Member States balance analysis

The receivables are analyzed as follows:

Receivables	31/12/2014	31/12/2013
<u>Asset</u>		
Member States	232 476 €	238 561 €
Corresponding Members	47 398 €	34 201 €
Other clients	12 606 €	330 €
Provisions for doubtful debts	-102 000 €	-144 860 €
<u>Liabilities</u>		
Member States - Advance	-163 409 €	-70 000 €
Corresponding Members - Advance	-37 891 €	-41 165 €
Total	-10 820 €	17 068 €

The detail of Member States and Corresponding Members balance is shown below:

Member States	Situation au 31/12/2014	Situation au 31/12/2013	Situation au 31/12/2012
ALBANIE		14 000	14 500
ARABIE SAOUDITE	28 000		
AUTRICHE - Advance	-14 000		
CAMEROUN		42 700	42 600
CHYPRE	14 000		
COLOMBIE		2 700	
R.P.D. De Corée			25 703
CUBA	26 320	14 300	14 800
EGYPTE - Advance	-28 000		
ETHIOPIE	42 500	42 700	42 600
GRECE	100		-100
GUINEE			-13 311
INDONESIE			29 000
IRAN	57 710	57 000	29 000
IRLANDE - Advance	-14 000	-14 000	-14 000
ISRAEL			28 700
KAZAKHSTAN - Advance	-28 000		
KENYA	-9 409	1 115	
LIBAN	42 500	42 700	42 600
NORVEGE – Advance	-14 000	-14 000	-14 000
NVLE ZELANDE			-14 000
POLOGNE - Advance	-28 000	-28 000	-28 000
PORTUGAL – Advance	-14 000		-14 000
ROYAUME UNIE – Advance			-56 000
SLOVENIE - Advance	-14 000		
SRI LANKA	21 346	21 346	21 346
TUNISIE – Advance		-14 000	
ZAMBIE			42 600
	69 067	168 561	180 038

Corresponding Members	Situation au 31/12/2014	Situation au 31/12/2013	Situation au 31/12/2012
ARGENTINE	1 400		1 450
AZERBAIDJAN - Advance	-1 400		
BANGLADESH	1 400		1 450
BENIN	1 400	1 400	
BOSNIE-HERZEGOVINE - Advance		-1 020	-1 020
BOTSWANA	1 400		1 450
BURKINA FASO	4 250	4 190	4 020
CAMBODGE	1 400	1 400	
COMORES	4 250	4 190	4 020
R.P.D. De Corée			4 020
COSTA RICA			1 059
REPUBLIQUE DOMINICAINE	-4 060	-5 460	2 790
GABON	226	-1 174	-2 574
GAMBIE – UNIDO	2 800	1 400	
GEORGIE – Advance	-1 400	-1 400	
GHANA			1 340
GUATEMALA - Advance			-1 120
GUINEE - Advance	-10 511	-11 911	
HONG KONG - Advance	-1 400		-1 400
IRAK	1 400		
KIRGHIZISTAN	1 400		
LETONIE - Advance	-1 400	-170	-170
LIBYE – Advance	-277	-1 677	-3 077
MADAGASCAR	1 400		
MAURITANIE	2 800	1 400	
MONGOLIE - Advance		309	-1 091
NEPAL		2 850	1 450
NICARAGUA	4 250	4 190	4 020
NIGERIA	2 800	1 400	
OMAN	2 850	1 450	1 450
OUZBEKISTAN	232	232	232
PANAMA – Advance	-11 917	-13 317	
PAPOUASIE – NOUVELLE GUINEE	1 400	1 400	
RWANDA	490	-910	4 020
SIERRA LEONE – UNIDO – Advance	-1 400	1 400	
SINGAPOUR - Advance	-1 400	-1 400	-1 400
SOUDAN	2 800	1 400	
SYRIE	2 800	1 400	
TADJIKISTAN	4 250	4 190	4 020
TRINITE & TOBAGO			1 047
UKRAINE			1 450
URUGUAY – Advance	-2 726	-2 726	
	9 507	-6 964	27 436

The provisions for doubtful debts of Members are the following:

Country	Provision au 31/12/2014	Provision au 31/12/2013
CAMEROUN		42 700 €
ETHIOPIE	42 500 €	42 700 €
LIBAN	42 500 €	42 700 €
BURKINA FASO	4 250 €	4 190 €
COMMORES	4 250 €	4 190 €
NICARAGUA	4 250 €	4 190 €
TADJIKISTAN	4 250 €	4 190 €
Total provisions	102 000 €	144 860 €

Note 4 Other receivables details

Other receivables totaling 148 498 € mainly include the advances paid to suppliers for works amounting to 43 350 €, VAT pending refund for an amount of 14 485 €, the unpaid VAT on the works for 89 503 €. This balance is carried forward over 10 years, depreciation period for fixtures and fittings.

Note 5 Prepayments detail

The prepayments, which amount to 19 057 € include principally payments of annual services or subscriptions of which part is allocated to the year 2015.

Note 6 Long term investments details

This account, amounting to 420 € includes deposits and guarantees.

Note 7 Long term receivables detail

No long term receivable appears.

Note 8 Fixed assets and accumulated depreciations state

	31/12/2014			31/12/2013		
	Brut	Depreciation	Net	Brut	Depreciation	Net
Buildings	20 733 €	16 057 €	4 677 €	19 323 €	10 430 €	8 893 €
Land	1 050 000 €		1 050 000 €	1 050 000 €		1 050 000 €
Building – wall	1 629 889 €	202 560 €	1 427 329 €	1 593 694 €	153 764 €	1 439 930 €
General facilities	288 371 €	41 041 €	247 330 €	271 258 €	12 935 €	258 323 €
Fittings	586 173 €	213 313 €	372 861 €	485 725 €	160 508 €	325 217 €
Office equipment	6 512 €	2 279 €	4 233 €	2 680 €	1 909 €	770 €
IT equipment	58 035 €	45 655 €	12 380 €	50 831 €	34 287 €	16 544 €
Computer server system	82 858 €	67 757 €	15 101 €	82 858 €	40 608 €	42 251 €
Furniture	35 023 €	31 112 €	3 911 €	35 023 €	28 961 €	6 062 €
TOTAL 31/12	3 757 594 €	619 773 €	3 137 820 €	3 591 392 €	443 402 €	3 147 990 €
TOTAL 01/01	3 591 392 €	443 402 €	3 147 990 €	2 879 933 €	295 779 €	2 584 155 €
Variation	166 202 €	176 371 €	-10 170 €	711 459 €	147 624 €	563 835 €

Note 9 Other payables detail

The other debts are short term debts and include the following:

	31/12/2014	31/12/2013
Urssaf	64 798 €	19 722 €
Ircantec	6 841 €	7 340 €
Health insurance	4 952 €	4 672 €
Foresight	5 481 €	6 383 €
Annual leave	23 360 €	17 873 €
Social debts	105 432 €	55 989 €
Suppliers	6 645 €	843 €
Invoices to receive	64 858 €	6 977 €
Suppliers	71 503 €	7 820 €

Note 10 Employee benefits detail

Employee benefits include pension funds to 2 342 770 € in accordance with resolution no. 27 of the 45th CIML Meeting.

	31/12/2014
Provision for pensions at 01/01/2014	2 328 800 €
Staff contribution	2 350 €
Provision for retirement	11 620 €
Provision at 31/12/2014	2 342 770 €

The total of rights acquired, evaluated by an actuary, amounts to:

Total of rights acquired at	
At 31/12/2006	1 575 800 €
At 31/12/2007	1 693 100 €
At 31/12/2008 (interpolation)	1 783 700 €
At 31/12/2009	1 880 900 €
At 31/12/2010	2 158 500 €
At 31/12/2011	2 205 900 €
At 31/12/2012	2 272 000 €
At 31/12/2013	2 328 800 €
At 31/12/2014	2 342 770 €

Note 11 Other provisions analyzis

The OIML did not have any dispute during the year.

Notes on the income statement

Note 12 Member State contribution detail

The contributions of states is 2 053 800 € which decomposes:

	2014	2013
Member State contributions	1 960 000 €	1 778 000 €
Corresponding Members	93 800 €	95 200 €
Total State contributions	2 053 800 €	1 873 200 €

Note 13 Other operating revenue and income detail

The amount of other products, 78 769 €, is:

	2014	2013
Certificats	78 169 €	65 310 €
Newsletter subscription		36 €
Translation participation		1 400 €
Studies		2 280 €
Others	600 €	947 €
Total State contributions	78 769 €	69 973 €

Note 14 Staff expenses detail

The total staff costs of 1 412 296 € is divided into:

	2014	2013
Salary BIML	1 026 570 €	978 828 €
Social contributions	278 347 €	265 218 €
Retired OIIML staff	107 379 €	106 667 €
Total staff costs	1 412 296 €	1 350 713 €

Note 15 Running costs detail

Total running costs of 88 209 € including main items are

	2014	2013
Water & Electricity	10 945 €	11 226 €
Supplies	17 715 €	7 544 €
Maintenance & repair	54 494 €	51 890 €
Insurance	3 384 €	3 332 €
Property tax	1 670 €	1 660 €
Total running costs	88 209 €	75 652 €

Note 16 Administrative costs detail

The amount of administrative costs is 80 936 € and is divided into:

	2014	2013
Administrative supplies	3 554 €	5 141 €
Maintenance	40 652 €	28 402 €
Documentation	1 504 €	1 145 €
Fees	27 913 €	83 718 €
Phone	7 313 €	7 220 €
Total administrative costs	80 936 €	125 625 €

Note 17 Communication costs detail

The total cost of communication, 56 989 €, equal to:

	2014	2013
Publications and medals	14 277 €	15 424 €
Postal	10 618 €	9 945 €
Carriers	162 €	605 €
Internet	31 932 €	32 331 €
Total communication costs	56 989 €	58 305 €

Note 18 Meeting costs detail

The retail cost of meeting, 100 524 €, is:

	2014	2013
Conférence fees	6 699 €	2 280 €
Receptions	6 949 €	11 451 €
CIML	86 877 €	78 479 €
Total meeting costs	100 524 €	92 210 €

In the absence of final balance on the CIML meeting in New Zealand, there is a provision for an amount of € 50,000 in the account

This amount is included in the CIML account for € 86,877

Note 19 Travel and accomodation costs detail

The amount of travel and missions of 90 418 € is divided into:

	2014	2013
Travel	56 910 €	27 253 €
Missions	33 508 €	26 355 €
Total travel and accomodation costs	90 418 €	53 608 €

Note 20 Miscellaneous costs detail

Miscellaneous expenses, 12 438 €, corresponding to:

	2014	2013
Tips	3 215 €	3 935 €
Bank charges	3 889 €	3 774 €
Loan losses	-6 390 €	23 368 €
Various expenses	11 724 €	661 €

Total miscellaneous costs	12 438 €	31 738 €
----------------------------------	-----------------	-----------------

Note 21 Depreciation and recovering detail

The total of endowments to depreciations and to provisions is 188 231 €. Concerning the endowment to the provision for pensions, see Note 10.

Annual endowment	2014	2013
Software	5 626 €	5 237 €
Buildings	48 796 €	42 885 €
General facilities	28 106 €	12 882 €
Fittings	52 805 €	43 335 €
Office equipment	370 €	271 €
IT equipment	11 368 €	12 163 €
Computer server system	27 149 €	28 423 €
Furniture	2 151 €	2 427 €
Total endowment to depreciations	176 371 €	147 624 €
Clients accounts - recovery provision	240 €	-71 343 €
Pension system	11 620 €	48 348 €
Total annual endowments	11 860 €	-22 995 €

The 14th International Conference who wanted clarified Article XXIX of the OIML Convention as regards Member States and Corresponding Members, the OIML accounts do not appear more than three years of contributions arrears, effect on the financial statements at 31 December 2014 is:

- Loss on bad debt :	- 36 710 €
- Depreciation allowance claim:	- 240 €
- Other income:	573 €
- Reversal of provision for receivables :	43 100 €
- Either an income in the 2013 financial statements :	6 723 €

Note 22 Extraordinary income detail

No extraordinary income during the year 2014.

Note 23 Extraordinary expenses detail

The exceptional charge for the year, 9 945 €, corresponds to the recovery of 10 years on unpaid VAT on the work - see Note 4.

5 STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS/EQUITY

	Capital	Reserves	Revaluation Building	Accumulated results	Result	Total
Net at 01/01/2013	55 324 €	1 290 114 €	2 579 837 €	-1 931 731 €	41 172 €	2 034 716 €
Result of the year					46 685 €	
Revaluation bulding			337 000 €			
Net at 31/12/2013	55 324 €	1 290 114 €	2 916 837 €	-1 890 559 €	46 685 €	2 418 401 €
Net at 01/01/2014	55 324 €	1 290 114 €	2 916 837 €	-1 890 559 €	46 685 €	2 418 401 €
Result of the year					100 231 €	
Revaluation bulding						
Net at 31/12/2014	55 324 €	1 290 114 €	2 916 837 €	-1 843 874 €	100 231 €	2 518 632 €

The annual result is added at the next 1st January in the accumulated result.

6 CASH-FLOW STATEMENT AT 31 DECEMBER 2014

CASH-FLOW STATEMENT AT DECEMBER 31, 2014		
	2014	2013
Balance of activities	100 231	46 685
+/- Net endowment to depreciations and provisions	188 231	196 952
+ Impact résolution 11 & 12	-6 390	-48 955
+ Nett Value of assets sold	0	0
CAPACITY TO AUTOFINANCE	282 072	194 682
+/- Variation in the Working Capital requirement related to the activity	101 370	-34 527
NET FLUX OF CASHFLOW GENERATED BY THE ACTIVITY	383 441	160 154
- Outgoing related to the acquirements of assets	-166 202	-374 459
+/- Variation of loans and advances granted	0	8 720
NET FLUX OF CASHFLOW GENERATED BY TH INVESTMENT	-166 202	-365 739
VARIATION IN NET CASHFLOW	217 240	-205 585
OPENING CASH	1 526 335	1 731 919
CLOSING CASH	1 743 574	1 526 335
DIFFERENCE	0	0

E. 2013 and 2014 budget realization

	2013 Voted	2013 Realized	2014 Voted	2014 Realized	
EXPENSES					
Active staff	1,232,971	1,244,046	1,254,930	1,304,917	
Pension System	107,499	106,667	110,186	107,379	
sub total staff costs	1,340,470	1,350,713	1,365,116	1,412,296	
Running costs	66,162	75,652	67,521	88,209	
Administrative costs	66,204	125,625	67,365	80,936	
Communication costs	54,104	58,305	55,287	56,989	
Meetings costs - CIML	77,746	92,210	88,991	100,524	
Travel & accommodation costs	105,580	53,608	109,336	90,418	
Miscellaneous	17,182	31,738	17,338	12,438	
Special fund for developing count	35,000	0	35,000	13,561	
sub total other expenses	421,978	437,137	440,838	443,075	
Depreciations	110,178	147,624	116,718	176,371	
Provision for retirement	40,000	48,348	40,000	11,620	
Provision for uncollected funds	18,200	980	32,200	240	
sub total depreciations & provisions	168,378	196,952	188,918	188,231	
Total Expense	1,930,826	1,984,802	1,994,872	2,043,602	
INCOME					
MS Contributions	1,764,000	1,778,000	1,932,000	1,960,000	
CM Fees	79,800	95,200	79,800	93,800	
Certificates Fees	70,000	65,310	70,000	78,169	
Translation Center	15,000	1,400	15,000	0	
Financial income	15,000	15,132	15,000	10,690	
Other income	0	76,446	0	1,173	
Total income	1,943,800	2,031,488	2,111,800	2,143,832	
Result	12,974	46,686	116,928	100,231	-16697



2015 accounts

Contents:

A.	Auditor's statement (in French and English)	03
B.	Some key figures	06
C.	Comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015	09
D.	Annual accounts for the year 2015	33
E.	2014 and 2015 budget realization	57



INTERNATIONAL ORGANIZATION OF LEGAL METROLOGY

11 rue Turgot
75009 PARIS

REPORT BY THE CHARTERED ACCOUNTANT
ON THE ACCOUNTS FOR FINANCIAL YEAR 2015

Dear Mr. Director,

In accordance with Article 21 of the revised Financial Regulations of the International Organization of Legal Metrology and our assignment letter dated 4 January 2013, we have audited the financial situation of the OIML for the period that ended on 31 December 2015, as attached to this report and as summarized below:

✓ Total balance at 31 December 2015	5 204 656 €
✓ Result for the exercise ended 31 December 2015	51 277 €

Our responsibility is to express our opinion on these accounts, on the basis of our audit.

We carried out our audit adhering to international audit standards. These standards require us to apply due diligence in order to enable us to be sure, to a reasonable degree, that the accounts do not contain any significant abnormalities. An audit consists in examining, by sampling, probative elements that justify the data in the accounts. It also consists in evaluating the accounting procedures that were followed, and the main estimations that were used as a basis for closing off the accounts and for evaluating their global presentation. We consider that our audit forms a reasonable basis for expressing our opinion.

In our opinion, the financial statements, in all their main aspects, provide an accurate picture of the financial situation of the OIML as at 31 December 2015, as do the operational result and the cash flow statement for the financial exercise closed off at that date, which are in conformity with the accounting standards that are applicable to the public sector (IPSAS Standards), to the revised Financial Regulations, and to Resolution 27 of the 45th CIML Meeting and Resolution 12 of the 14th International Conference.



Without qualifying our opinion expressed above, we wish to draw your attention to Note 10 for Employee benefits detail and no additional provision on acquired pension rights. The amount of the provision on the balance sheet is 2 342 770 €, the amount of the rights acquired evaluated by an actuary is 2 728 410 €.

Drawn up in Montrouge,
2 March 2016

Mr. F. FISCHER
Chartered Accountant



ORGANISATION INTERNATIONALE DE METROLOGIE LEGALE
11 rue Turgot
75009 PARIS

RAPPORT DE L'EXPERT COMPTABLE SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE 2015

Monsieur le Directeur,

Conformément à l'Article 21 du règlement financier révisé de l'Organisation Internationale de Métrologie Légale et à notre lettre de mission du 4 Janvier 2013, nous avons audité les états financiers de l'OIML au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport et se caractérisant par les données suivantes :

✓	Total du bilan au 31 décembre 2015	5 204 656 Euros
✓	Résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2015	51 277 Euros

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces comptes, sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent la mise en œuvre des diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les états financiers, dans tous leurs aspects significatifs, donnent une image fidèle de la situation financière de l'OIML au 31 Décembre 2015 ainsi que du résultat de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables applicables au secteur public (normes IPSAS), au règlement financier révisé ainsi qu'à la résolution 27 de la 45^{ème} réunion du CIML et à la résolution 12 de la 14^{ième} Conférence Internationale.

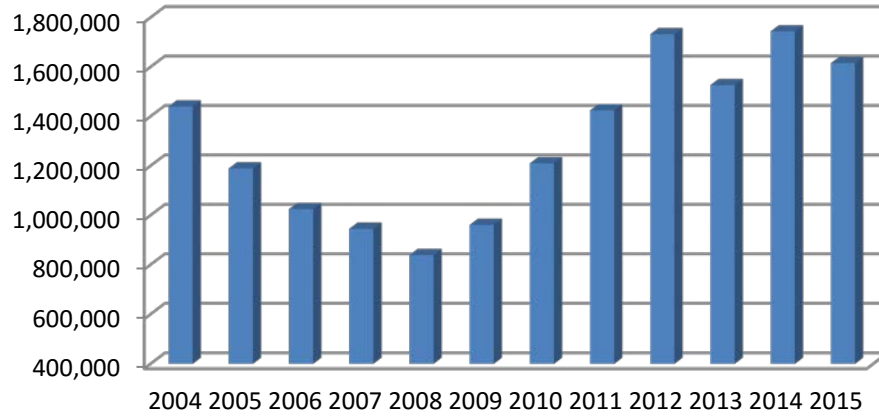


Sans remettre en cause notre opinion exprimée ci-dessus, nous souhaitons attirer votre attention sur la note 10 concernant le détail des avantages du personnel et l'absence de provision complémentaire sur les droits à la retraite acquis. Le montant de la provision figurant au bilan est de 2 342 770 €, le montant de l'évaluation effectuée par un actuaire est de 2 728 410 €.

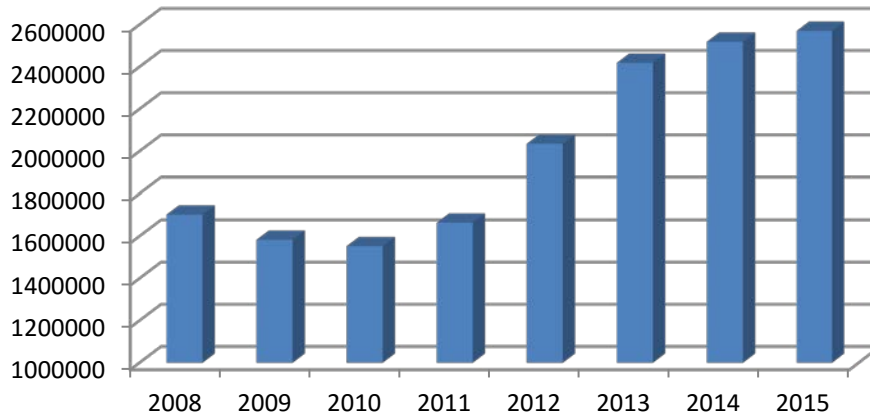
Fait à Montrouge,
Le 2 Mars 2016

Mr F. FISCHER
Expert Comptable

Year End Cash

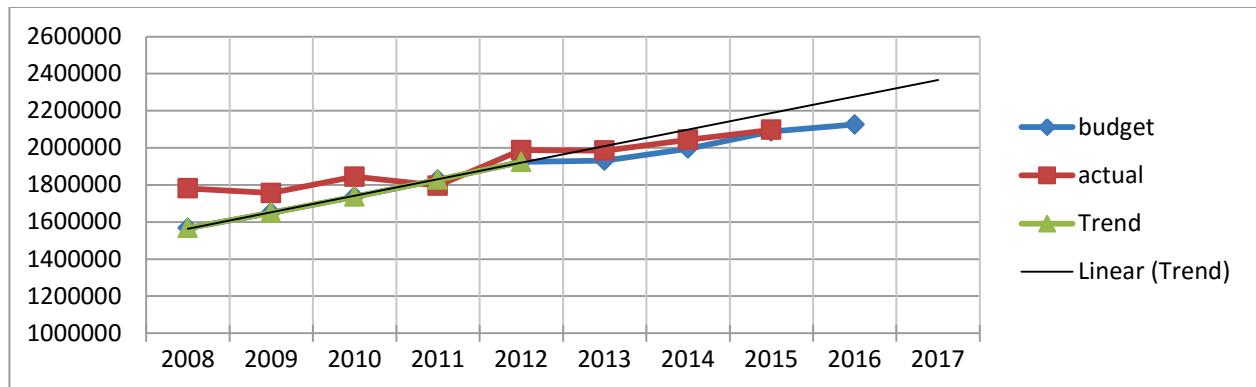


Total net assets - ADJ

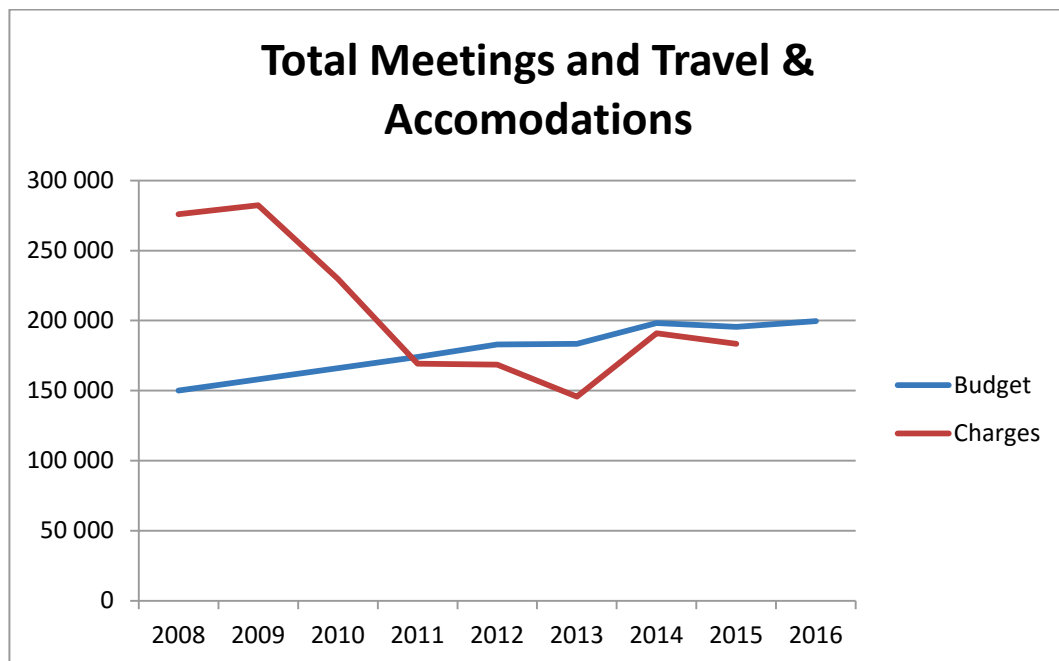


2016-03-07_010

Total Charges



Total Meetings and Travel & Accommodations



Mr PATORAY,

The decrease of the cash is the result of several factors:

- The Member State and the Corresponding Member have less paid than in 2014. We had 346 k€ outside (279 k€ in 2014) the difference is - 67 k€.
- Less Member State have paid in advance, 122 k€ in 2015 (163 k€ in 2014) the difference is – 41 k€.
- OIML has paid in advance suppliers for works 79 k€ in 2015 (43 k€ in 2014), the difference is - 36 k€.
- At 31 December 2015, we waiting for a reimbursement for income tax paid by staff member - 20 k€

OIML has more cash outside than in the past.

I Hope to have answer your question

Best regards

FISCHER Frédéric

Expert Comptable

*Commissaire aux
Comptes*

More arrears	67
Less advance	41
More advance payments	36
Awaiting reimbursement	20
Total less cash	164



Comptes annuels de l'exercice clos le

31 décembre 2015

Rapport établi le 2 mars 2016

SOMMAIRE

1	Etat de la situation financière au 31 decembre 2015	3
2	Etat de la performance financière 2015	4
3	Etat budgétaire	5
4	Notes annexes	6
	Règles et méthodes comptables	7
	Notes sur le Bilan.....	11
	Notes sur le Résultat.....	18
5	Variation des capitaux propres.....	23
6	Tableau des flux de trésorerie au 31 decembre 2015	24

1 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2015

ACTIF	31/12/2015	31/12/2014
Actifs à court terme		
Disponibilités	1 615 088 €	1 743 574 €
Créances Etats membres	165 576 €	130 476 €
Créances Membres Correspondants	59 471 €	47 398 €
Autres Créances – Certificats	5 230 €	12 606 €
Autres créances	210 231 €	148 498 €
Charges constatées d'avance	17 891 €	19 057 €
TOTAL (I)	2 073 488 €	2 101 610 €
Actifs à long terme		
Immobilisations financières	420 €	420 €
Terrain	1 050 000 €	1 050 000 €
Immeubles - murs	1 378 531 €	1 427 329 €
Agencements	658 650 €	620 190 €
Matériel de bureau et informatique	40 601 €	31 714 €
Mobilier	1 997 €	3 911 €
Logiciels	970 €	4 677 €
TOTAL (II)	3 131 169 €	3 138 240 €
TOTAL GENERAL (I à II)	5 204 656 €	5 239 850 €

PASSIF	31/12/2015	31/12/2014
Passifs à court terme		
Créances payées d'avances	158 264 €	201 300 €
Autres dettes	133 714 €	177 148 €
Total passif à court terme (I)	291 978 €	378 448 €
Passifs à long terme		
Avantages au personnel	2 342 770 €	2 342 770 €
Autres provisions		
Total passif à long terme (II)	2 342 770 €	2 342 770 €
Actif net / Situation nette (III = Actif- I - II)	2 569 909 €	2 518 632 €
Apports en capital	55 324 €	55 324 €
Ecart réévaluation immeuble	2 916 837 €	2 916 837 €
Réserves et report à nouveau	-453 530 €	-553 760 €
Résultat	51 277 €	100 231 €
Total actif net (IV)	2 569 909 €	2 518 632 €
Solde net (III-IV)	0 €	0 €

2 ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE 2015

PRODUITS EXPLOITATION	31/12/2015	31/12/2014
Participation contributive Etats Membres	2 055 200 €	2 053 800 €
Autres produits opérationnels	84 697 €	78 769 €
Total produits exploitation (I)	2 139 897 €	2 132 569 €
CHARGES EXPLOITATION		
Rémunérations, salaires et avantages du personnel	1 467 903 €	1 412 296 €
Charges liées à l'activité	403 674 €	439 520 €
Dotations aux amortissements	193 428 €	176 371 €
Régularisation Comptes clients	20 992 €	-6 723 €
Provision engagement retraite OIML		11 620 €
Autres charges opérationnelles		
Total charges exploitation (II)	2 085 996 €	2 033 083 €
RESULTAT D'EXPLOITATION (III=I-II)	53 901 €	99 486 €
Résultat financier	7 335 €	10 690 €
Résultat exceptionnel	-9 959 €	-9 945 €
Total produits / charges non opérationnels (IV)	-2 624 €	745 €
SOLDE NET DE L'EXERCICE	51 277 €	100 231 €

3 ETAT BUDGETAIRE

Exécution du budget	2014	2014	2015	2015
	Voté	Réalisé	Voté	Réalisé
CHARGES				
Personnel en activité	1 254 930 €	1 304 917 €	1 315 110 €	1 360 376 €
Retraites	110 186 €	107 379 €	112 941 €	107 528 €
Total charges de personnel	1 365 116 €	1 412 296 €	1 428 051 €	1 467 903 €
Couts de fonctionnement	67 521 €	88 209 €	68 912 €	73 744 €
Couts administratif	67 365 €	80 936 €	68 547 €	70 396 €
Couts de communication	55 287 €	56 989 €	56 501 €	60 961 €
Cout de réunion - CIML	88 991 €	100 524 €	86 591 €	83 772 €
Voyages et déplacements	109 336 €	90 418 €	109 017 €	99 601 €
Frais divers	17 338 €	12 438 €	17 495 €	20 505 €
Fonds spéciaux pour développement	35 000 €	13 561 €	35 000 €	4 654 €
Total autres charges	440 838 €	443 075 €	442 063 €	413 632 €
Dotation aux amortissements	116 718 €	176 371 €	117 101 €	193 428 €
Provision pour retraite	40 000 €	11 620 €	40 000 €	
Provision pour créances impayées	32 200 €	240 €	60 200 €	21 000 €
Total dépréciations et provisions	188 918 €	188 231 €	217 301 €	214 428 €
Total charges	1 994 872 €	2 043 601 €	2 087 415 €	2 095 963 €
PRODUITS				
Contributions EM	1 932 000 €	1 960 000 €	1 932 000 €	1 960 000 €
Abonnements des MC	79 800 €	93 800 €	79 800 €	95 200 €
Revenus des Certificats	70 000 €	78 169 €	70 000 €	84 697 €
Centre de traduction	15 000 €		15 000 €	
Revenus financiers	15 000 €	10 690 €	15 000 €	7 335 €
Autres produits		1 173 €		8 €
Total produits	2 111 800 €	2 143 832 €	2 111 800 €	2 147 240 €
Résultat	116 928 €	100 231 €	24 385 €	51 277 €

4 NOTES ANNEXES

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015.

L'arrêté des comptes a été fait par le Directeur du Bureau conformément aux dispositions de l'article 20 du règlement financier révisé de l'OIML – Edition 2012.

Les documents de synthèse annuels établis conformément à l'annexe 3 du règlement financier révisé de l'OIML comprennent les états financiers suivants : bilan, compte de résultat, état budgétaire, notes annexes aux états financiers, tableau de flux de trésorerie, tableau de variation des capitaux propres.

Les notes ou tableaux ci-après font donc partie intégrante des états financiers annuels :

Note 1	Principes comptables	7
Note 2	Détail des disponibilités	11
Note 3	Analyse des soldes des Etats Membres.....	11
Note 4	Détail des autres créances	14
Note 5	Détail des charges constatées d'avance	15
Note 6	Détail des immobilisations financières	15
Note 7	Détail des créances à long terme	15
Note 8	Etat des immobilisations et amortissements	15
Note 9	Détail des autres dettes.....	16
Note 10	Détail des avantages du personnel.....	16
Note 11	Analyse des autres provisions.....	17
Note 12	Etats des abonnements des Membres Correspondants.....	18
Note 13	Détail des autres ventes et autres produits.....	17
Note 14	Détail charges de personnel.....	17
Note 15	Détail des couts de fonctionnement.....	18
Note 16	Détail des couts administratif	18
Note 17	Détail des couts de communication.....	18
Note 18	Détail des couts de réunion.....	19
Note 19	Détail des frais de voyages et déplacements	19
Note 20	Détail des frais divers	19
Note 21	Détail des dotations / reprises de provisions	20
Note 22	Détail des produits exceptionnels.....	22
Note 23	Détail des charges exceptionnelles.....	22

Règles et méthodes comptables

Note 1 Principales méthodes comptables

Les états financiers de l'OIML sont établis conformément aux normes comptables internationales pour le secteur public, IPSAS (International Public Sector Accounting Standards), émises par le Comité du secteur public de l'IFAC (International Federation of Accountants). En l'absence de normes IPSAS, ce sont les normes IAS (IFRS) qui sont appliquées.

Monnaie de référence et monnaies de présentation

Le règlement financier de l'Organisation Internationale de Métrologie Légale révisé au 1er janvier 2013 prévoit à son article 2 que l'unité de compte prévue par la convention créant l'OIML est le Franc-Or, dont la parité par rapport au Franc Français est celle qui est indiquée par la Banque de France.

Toutefois, le Règlement (CE) N° 974/98 du Conseil du 3 mai 1998 a remplacé le Franc Français par l'Euro à compter du 1er janvier 1999, et dispose que "Les références aux unités monétaires nationales qui figurent dans des instruments juridiques existant à la fin de la période transitoire doivent être lues comme des références à l'unité euro en appliquant les taux de conversion respectifs." En conséquence, la Banque de France n'a pas maintenu l'unité de compte "Franc-Or".

Compte tenu de ces dispositions, les différents états financiers et états de comptabilité de l'OIML sont tenus en Euros.

Principales méthodes utilisées

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes d'un exercice à l'autre et d'indépendance des exercices et conformément aux dispositions du règlement financier révisé au 1er janvier 2013 (RF).

Immobilisations corporelles (RF- article 4.1)

Les terrains, les immeubles, les installations et équipements, dont l'OIML est propriétaire, sont comptabilisés à leur valeur estimative actuelle diminuée des amortissements cumulés.

Ceci s'est traduit par la revalorisation des actifs immobilisés et par la comptabilisation d'un écart de réévaluation au niveau des capitaux propres au 1^{er} janvier 2010, au 1^{er} janvier 2012 et au 1^{er} janvier 2013.

Les autres immobilisations corporelles dont l'OIML est propriétaire sont comptabilisées à leur coût historique diminué des amortissements.

L'amortissement est calculé linéairement de manière à étaler le coût de chaque actif sur la durée d'utilisation estimée comme suit :

- * Terrain..... pas d'amortissement
- * Immeubles, murs 50 ans
- * Immeubles, toit et ravalement..... 20 ans
- * Immeubles, aménagements..... 10 ans
- * Agencements, aménagements et installations..... 5 à 10 ans
- * Autres immobilisations corporelles..... 3 à 10 ans

Immobilisations incorporelles (RF- article 4.2)

Le coût des logiciels informatiques, lorsqu'ils constituent des actifs, sont amortis linéairement selon une durée d'utilisation ne pouvant excéder 3 ans.

Instruments financiers (RF article 5)

Dans les limites qui lui sont fixées par le Comité et sous le contrôle de celui-ci, le Directeur est autorisé à investir les disponibilités de l'Organisation dans des obligations d'Etat ayant une cote publiée non inférieure à « AAA », des certificats de dépôt ou des comptes d'épargne assurés dans l'un des états membres de l'Organisation.

Les intérêts, dividendes, pertes et gains sur les instruments financiers, qu'ils soient réalisés ou non, sont comptabilisés dans les produits et charges du compte de résultat.

Prestations particulières sur conventions – en-cours (RF article 6)

Le Bureau peut passer des contrats avec toute organisation Internationale ou Régionale afin d'effectuer sur financement de cette organisation des travaux et prestations particuliers entrant dans le champ de compétence de l'Organisation et conforme à ses objectifs (par exemple traduction de publications de l'OIML dans une autre langue que l'Anglais et le Français). Les objectifs et les conditions de ces contrats devront être préalablement soumis à l'accord du Comité.

Les produits et charges relatifs à une prestation effectuée sur plusieurs exercices, dans le cadre de ces contrats, font l'objet des régularisations comptables appropriées pour satisfaire aux règles de constatation des produits fixées à l'article 8 (constatation des produits : cf. ci-après).

Créances d'exploitation

Les contributions des Etats Membres en retard lors de la clôture d'un exercice budgétaire seront considérées comme créances de l'Organisation et figureront comme telles à l'actif jusqu'à leur encaissement effectif.

Le cas des Etats défaillants est traité en application de l'Article XXIX de la Convention de l'OIML : la radiation d'un pays ayant atteint trois années d'arriérés est constatée automatiquement par le Directeur du Bureau International de Métrologie Légale.

La 14^{ième} Conférence Internationale a souhaité clarifié l'Article XXIX de la Convention de l'OIML en ce qui concerne les Etats Membres n'ayant pas intégralement réglé leur contribution annuelle. Il a été décidé que :

- (a) Un État Membre qui n'a pas réglé sa contribution annuelle pendant trois années consécutives doit être automatiquement considéré comme ayant démissionné, conformément à l'Article XXIX, premier paragraphe, de la Convention ;
- (b) Un État Membre qui n'a pas intégralement réglé sa contribution annuelle doit être automatiquement considéré comme ayant démissionné lorsque ses arriérés accumulés sont équivalents au total des trois dernières années de contributions dues ;
- (c) Un État Membre en arriéré recevra un avertissement final écrit au moins six mois avant l'accumulation du montant de trois ans mentionnée en (a) ou (b). L'avertissement inclura une demande de règlement total du montant ;

(d) Les dispositions en (a), (b) et (c) s'appliquent également aux Membres Correspondants en ce qui concerne l'abonnement forfaitaire des Membres Correspondants.

La 14^{ième} Conférence Internationale a souhaité clarifié aussi l'Article XXX, second paragraphe, de la Convention en ce qui concerne la réadmission des États Membres officiellement considérés comme ayant démissionné Il a été décidé que :

(a) Un État Membre qui est officiellement considéré comme ayant démissionné peut être réadmis uniquement après qu'il a réglé ses contributions impayées, dont le montant est calculé comme la contribution totale que l'État Membre aurait eu à payer au cours des trois dernières années immédiatement avant l'année de réadmission conformément à la classification dudit État Membre au moment de sa réadmission ;

(b) Les dispositions en (a) s'appliquent également aux Membres Correspondants en ce qui concerne l'abonnement forfaitaire des Membres Correspondants.

Les avances et acomptes sur des charges de l'exercice suivant (par exemple acomptes versés pour l'organisation de réunions, acomptes sur travaux, etc.), peuvent être inscrits comme créances sur des fournisseurs.

Les avances reçues de clients dans le cadre des contrats visés à l'article 6 sont inscrites sur les comptes "clients" au passif du bilan.

Constatation des produits

Les produits sont comptabilisés selon les principes de la comptabilité d'engagement.

Les cotisations des Etats Membres et les abonnements forfaitaires des Membres Correspondants sont comptabilisés à leur date d'exigibilité, soit la date d'ouverture de l'exercice.

Les produits financiers sont enregistrés dans l'exercice pendant lequel ils ont couru.

Les autres revenus, y compris les remboursements de frais par des tiers sont pris en compte lorsqu'ils sont acquis par l'OIML, soit selon les termes des contrats convenus soit, en l'absence de convention lors de l'émission de la facture ou de la demande de paiement.

Les cotisations des Etats Membres et abonnements forfaitaires des Membres Correspondants correspondant au paiement partiel ou total des sommes dues au titre des exercices suivants, seront inscrits comme dettes de l'Organisation vis-à-vis de ces Membres.

Réserves

Les résultats annuels, qu'ils soient déficitaires ou bénéficiaires, sont systématiquement affectés en report à nouveau pendant toute la période financière définie à l'article 1. Au terme de chaque période financière, la Conférence décide de l'affectation éventuelle en réserve.

Provisions

Les provisions sont comptabilisés quand l'OIML est tenue par une obligation juridique ou implicite résultant d'événements passés, dont il est probable que le règlement entraînera un emploi de ressources sans contrepartie probable et lorsqu'une estimation fiable du montant de l'obligation en cause peut être effectuée.

Avantages du personnel

En application de la résolution no. 27 de la 45^{ème} réunion du CIML, les droits à retraite acquis sont évalués par un actuaire et sont présentés dans la Note 10.

Ils font l'objet d'une provision établie conformément aux dispositions des normes IPSAS. Ceci se traduit par l'inscription au passif du bilan de la provision pour retraites évaluée conformément aux normes IPSAS en comparaison de l'évaluation donnée l'année précédente conformément à la règle antérieure.

Emprunts

L'OIML ne fait pas appel à l'emprunt.

Produits et charges exceptionnels

Le Directeur du Bureau peut passer par profits et pertes le montant des pertes ou gains des fonds, cession d'actifs, stocks et autres avoirs, à condition qu'un état de toutes ces sommes soit soumis au Comité et à la Conférence - en particulier, seront ainsi pris en compte les écarts entre les contributions théoriques dues par les Etats Membres et leurs versements réels, dans la mesure où ces écarts sont suffisamment faibles.

Contributions Volontaires - Dons et Legs

Le Directeur du Bureau peut accepter des contributions volontaires ainsi que des dons et legs, que ces apports soient ou non en espèces, à condition qu'ils soient offerts à des fins compatibles avec la ligne de conduite, les buts et l'activité de l'Organisation.

L'acceptation des apports qui entraînent, soit directement, soit indirectement des engagements financiers supplémentaires pour l'Organisation doit recevoir au préalable l'accord de la Conférence ou, en cas d'urgence, celui du Comité.

Les apports en biens meubles ou immeubles sont évalués en unités monétaires et inscrits au bilan de l'Organisation.

Notes sur le Bilan

Note 2 Détail des disponibilités

Détail des disponibilités	31/12/2015	31/12/2014
Caisse d'Epargne		985 623 €
LCL placements	711 854 €	308 769 €
SG placement	500 000 €	
Banque de France		205 216 €
Chèques Postaux	21 171 €	61 925 €
Crédit Lyonnais	280 564 €	104 806 €
Société Générale	78 745 €	
Caisse	605 €	1 175 €
Banque de Berne	17 817 €	29 782 €
Banque de France – Centre de Traduction		38 988 €
Intérêts courus à recevoir	4 331 €	7 290 €
Total	1 615 088 €	1 743 574 €

Note 3 Analyse des soldes des Etats Membres

Les créances s'analysent comme suit :

Créances "clients"	31/12/2015	31/12/2014
<u>Actif</u>		
Etats membres	287 376 €	232 476 €
Membres correspondants	59 471 €	47 398 €
Autres clients	5 230 €	12 606 €
Provisions dépréciation	-121 800 €	-102 000 €
<u>Passif</u>		
Etats membres - Avances	-121 950 €	-163 409 €
Membres correspondants - Avances	-36 314 €	-37 891 €
Total	72 013 €	-10 820 €

Le détail des créances des Etats membres et des Membres Correspondants est détaillé ci-après :

Etats Membres	Situation au 31/12/2015	Situation au 31/12/2014	Situation au 31/12/2013
ALBANIE			14 000
ARABIE SAOUDITE		28 000	
AUTRICHE - Avance	-14 000	-14 000	
BRESIL	112 000		
CAMEROUN	14 000		42 700
CHYPRE	14 000	14 000	
COLOMBIE			2 700
CUBA	26 320	26 320	14 300
EGYPTE - Avance		-28 000	
ETHIOPIE	42 000	42 500	42 700
GRECE		100	
IRAN	1 710	57 710	57 000
IRLANDE - Avance	-14 000	-14 000	-14 000
ISRAEL	14 000		
KAZAKHSTAN - Avance		-28 000	
KENYA - Avance	-9 950	-9 409	1 115
LIBAN	42 000	42 500	42 700
NORVEGE - Avance	-14 000	-14 000	-14 000
NVLE ZELANDE - Avance	-14 000		
POLOGNE - Avance	-28 000	-28 000	-28 000
PORTUGAL – Avance		-14 000	
REPUBLIQUE SLOVAQUE - Avance		-14 000	
SLOVENIE - Avance	-14 000	-14 000	
SRI LANKA	21 346	21 346	21 346
TUNISIE – Avance			-14 000
	165 426	69 067	168 561

Membres Correspondants	Situation au 31/12/2015	Situation au 31/12/2014	Situation au 31/12/2013
ARGENTINE	2 800	1 400	
AZERBAIDJAN - Avance		-1 400	
BANGLADESH		1 400	
BENIN	1 400	1 400	1 400
BOSNIE-HERZEGOVINE - Avance			-1 020
BOTSWANA		1 400	
BURKINA FASO	4 200	4 250	4 190
CAMBODGE		1 400	1 400
COMORES	4 200	4 250	4 190
COREE DU NORD	1 400		
REP. DOMINICAINE - Avance	-4 060	-4 060	-5 460
GABON	1 626	226	-1 174
GAMBIE - UNIDO	4 200	2 800	1 400
GEORGIE - Avance		-1 400	-1 400
GUINEE - Avance	-9 111	-10 511	-11 911
HONG KONG - Avance	-1 400	-1 400	
IRAK		1 400	
ISLANDE - Avance	-1 400		
KIRGHIZISTAN	2 800	1 400	
LETTONIE - Avance	-1 400	-1 400	-170
LIBYE	1 123	-277	-1 677
LIBERIA - UNIDO	-100		
LITUANIE - Avance	-1 400		
MADAGASCAR	1 400	1 400	
MAURICE - Avance	-1 400		
MAURITANIE	4 200	2 800	1 400
MONGOLIE - Avance			309
MONTENEGRO - Avance	-1 400		
NEPAL	1 400		2 850
NICARAGUA	4 200	4 250	4 190
NIGERIA	4 200	2 800	1 400
OMAN	1 400	2 850	1 450
OUGANDA	1 400		
OUZBEKISTAN	232	232	232
PANAMA - Avance	-10 517	-11 917	-13 317
PAPOUASIE – NOUVELLE GUINEE	-1 400	1 400	1 400
RWANDA	1 890	490	-910
SEYCHELLES - Avance	-1 400		
SIERRA LEONE - UNIDO		-1 400	1 400
SINGAPOUR - Avance		-1 400	-1 400

Membres Correspondants	Situation au 31/12/2015	Situation au 31/12/2014	Situation au 31/12/2013
SOUDAN	4 200	2 800	1 400
SYRIE	4 200	2 800	1 400
TADJIKISTAN	4 200	4 250	4 190
URUGUAY - Avance	-1 326	-2 726	-2 726
YEMEN	1 400		
ZIMBABWE	1 400		
	23 157	9 507	-6 964

Les provisions sur créances Etats Membres et Membres Correspondants sont les suivantes :

Pays	Provision au 31/12/2015	Provision au 31/12/2014
ETHIOPIE	42 000 €	42 500 €
LIBAN	42 000 €	42 500 €
BURKINA FASO	4 200 €	4 250 €
COMMORES	4 200 €	4 250 €
GAMBIE	4 200 €	
MAURITANIE	4 200 €	
NICARAGUA	4 200 €	4 250 €
NIGERIA	4 200 €	
SOUDAN	4 200 €	
SYRIE	4 200 €	
TADJIKISTAN	4 200 €	4 250 €
Total provisions	121 800 €	102 000 €

Note 4 Détail des autres créances

Les autres créances d'un montant de 210 231 € comprennent essentiellement, les acomptes payés à des fournisseurs pour les travaux pour un montant de 79 294 €, le remboursement d'impôt dû par le gouvernement US pour 20 066 €, la TVA en attente de remboursement pour un montant de 15 452 €, la TVA non remboursée sur les travaux pour un montant de 79 558 €. Ce dernier solde est repris sur 10 ans, durée d'amortissement des agencements et installations.

Note 5 Détail des charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance de 17 891 € comprennent principalement des paiements de services annuels ou d'abonnements dont une partie relève de l'exercice 2016.

Note 6 Détail des immobilisations financières

Ce poste d'un montant de 420 € concerne des dépôts et cautionnements.

Note 7 Détail des créances à long terme

Aucune créance n'apparaît à long terme.

Note 8 Etat des immobilisations et amortissements

	31/12/2015			31/12/2014		
	Brut	Amort.	Net	Brut	Amort.	Net
Logiciels	29 680 €	28 710 €	970 €	20 733 €	16 057 €	4 677 €
Terrain	1 050 000 €		1 050 000 €	1 050 000 €		1 050 000 €
Immeubles – murs	1 629 889 €	251 358 €	1 378 531 €	1 629 889 €	202 560 €	1 427 329 €
Installations générales	406 518 €	82 745 €	323 773 €	288 371 €	41 041 €	247 330 €
Agencements	608 405 €	273 528 €	334 877 €	586 173 €	213 313 €	372 861 €
Matériel de bureau	14 415 €	3 722 €	10 693 €	6 512 €	2 279 €	4 233 €
Matériel informatique	87 163 €	57 255 €	29 908 €	58 035 €	45 655 €	12 380 €
Serveur système	82 858 €	82 858 €		82 858 €	67 757 €	15 101 €
Mobilier	35 023 €	33 026 €	1 997 €	35 023 €	31 112 €	3 911 €
TOTAL 31/12	3 943 950 €	813 201 €	3 130 749 €	3 757 594 €	619 773 €	3 137 820 €
TOTAL 01/01	3 757 594 €	619 773 €	3 137 820 €	3 591 392 €	443 402 €	3 147 990 €
Variation de l'exercice	186 356 €	193 428 €	-7 071 €	166 202 €	176 371 €	-10 170 €

Note 9 Détail des autres dettes

Les autres dettes sont à échéance à court terme et comprennent les postes suivants :

	31/12/2015	31/12/2014
Urssaf	55 122 €	64 798 €
Ircantec	7 419 €	6 841 €
Mutuelle	5 250 €	4 952 €
Prévoyance	5 966 €	5 481 €
Congés payés	40 312 €	23 360 €
Dettes sociales	114 069 €	105 432 €
Fournisseurs	1 146 €	6 645 €
Factures non parvenues	18 072 €	64 858 €
Fournisseurs	19 218 €	71 503 €

Note 10 Détail des avantages du personnel

Les avantages du personnel comprennent le fonds de retraite pour 2 342 770 €.

Aucune provision complémentaire n'a été comptabilisée au 31 décembre 2015.

Le total des droits à retraite acquis par le personnel, évalués par un actuair, se monte à :

Total des droits acquis au	
Au 31/12/2010	2 158 500 €
Au 31/12/2011	2 205 900 €
Au 31/12/2012	2 272 000 €
Au 31/12/2013	2 328 800 €
Au 31/12/2014	2 342 770 €
Au 31/12/2015 - Réestimation	2 728 410 €
Au 31/12/2016	2 675 118 €
Au 31/12/2017	2 623 064 €
Au 31/12/2018	2 572 504 €
Au 31/12/2019	2 523 662 €
Au 31/12/2020	2 476 734 €

Note 11 Analyse des autres provisions

Au cours de l'exercice, l'OIML n'a connu aucun litige.

Notes sur le Résultat

Note 12 Etats des abonnements des Etats Membres et des Membres Correspondants.

Le montant des contributions des Etats est de 2 055 200 € qui se décompose en :

	2015	2014
Etats Membres	1 960 000 €	1 960 000 €
Membres Correspondants	95 200 €	93 800 €
Total contributions des Etats	2 055 200 €	2 053 800 €

Note 13 Détail des autres ventes et autres produits

Le montant des autres produits, 84 697 € correspond à :

	2015	2014
Certificats	84 697 €	78 169 €
Divers		600 €
Total contributions des Etats	84 697 €	78 769 €

Note 14 Détail des charges de personnel

Le total des charges de personnel est de 1 467 903 € et se décompose en :

	2015	2014
Salaires BIML	1 067 444 €	1 026 570 €
Cotisations sociales	292 931 €	278 347 €
Retraités OIML	107 528 €	107 379 €
Total charges de personnel	1 467 903 €	1 412 296 €

Note 15 Détail des couts de fonctionnement

Le total des couts de fonctionnement est de 73 744 € dont les principaux postes sont :

	2015	2014
Eau & Electricité	12 478 €	10 945 €
Fournitures	5 178 €	17 715 €
Entretien et réparation	49 895 €	54 494 €
Prime Assurance	4 516 €	3 384 €
Taxe foncière et balayage	1 678 €	1 670 €
Total couts de fonctionnement	73 744 €	88 209 €

Note 16 Détail des couts administratif

Le montant des couts administratif représente 70 396 € et se décompose en :

	2015	2014
Administrative supplies	2 445 €	3 554 €
Maintenance	35 078 €	40 652 €
Documentation	1 424 €	1 504 €
Fees	24 959 €	27 913 €
Phone	6 489 €	7 313 €
Total administrative costs	70 396 €	80 936 €

Note 17 Détail des couts de communication

Le total des couts de communication, 60 961 €, correspond à :

	2015	2014
Publications et Médaille	15 554 €	14 277 €
Affranchissement postaux	11 856 €	10 618 €
Transporteurs	420 €	162 €
Internet	33 131 €	31 932 €
Total couts communication	60 961 €	56 989 €

Note 18 Détail des couts de réunion

Le détail des couts de réunion, 83 772 €, est de :

	2015	2014
Frais colloque & séminaire		6 699 €
Réceptions	2 500 €	6 949 €
CIML	78 075 €	86 877 €
Frais Présidence	3 197 €	
Total couts de réunion	83 772 €	100 524 €

Note 19 Détail des couts de voyages et déplacements

Le montant des voyages et déplacements est de 99 601 € et se décompose en :

	2015	2014
Voyage	71 059 €	56 910 €
Missions	28 542 €	33 508 €
Total couts des voyages	99 601 €	90 418 €

Note 20 Détail des couts des frais divers

Les frais divers, 20 505 €, correspondent à :

	2015	2014
Pourboires	3 385 €	3 215 €
Services bancaires	4 521 €	3 889 €
Pertes s/ créances irrécouvrables		-6 390 €
Charges diverses	12 599 €	11 724 €
Total frais divers	20 505 €	12 438 €

Note 21 Détail des dotations / reprises de provisions

Le total des dotations aux amortissements et aux provisions est de 214 428 €.

Dotation de l'exercice	2015	2014
Logiciels	12 653 €	5 626 €
Bâtiments	48 798 €	48 796 €
Installations générales	41 704 €	28 106 €
Agencements	60 215 €	52 805 €
Matériel de bureau	1 443 €	370 €
Matériel informatique	11 600 €	11 368 €
Serveur système	15 101 €	27 149 €
Mobilier	1 914 €	2 151 €
Total dotation aux amortissements	193 428 €	176 371 €
Comptes clients - reprise provision	21 000 €	240 €
Fonds de pension		11 620 €
Total dotations de l'exercice	21 000 €	11 860 €

La 14^{ième} Conférence Internationale ayant souhaité clarifié l'Article XXIX de la convention de l'OIML en ce qui concerne les États Membres et les Membres Correspondants, les comptes de l'OIML ne font pas apparaître des arriérés supérieurs à trois ans de contributions, la conséquence sur les comptes au 31 décembre 2015 est :

- Perte sur créances irrécouvrables :	- 1 200 €
- Dotation provision créances :	- 21 000 €
- Reprise provision créances :	1 200 €
- Soit une charge sur les comptes 2015 :	- 21 000 €

Note 22 Détail des produits exceptionnels

Absence de produits exceptionnels au cours de l'exercice 2015.

Note 23 Détail des charges exceptionnelles

La charge exceptionnelle de l'exercice, 10 055 €, correspond principalement à la reprise de la TVA non remboursée sur les travaux sur 10 ans – cf Note 4.

5 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves	Réévaluation Immeuble	Report à nouveau	Résultat	Total
Solde net au 01/01/2014	55 324 €	1 290 114 €	2 916 837 €	-1 890 559 €	46 685 €	2 418 401 €
Résultat de l'exercice					100 231 €	
Réévaluation immeuble						
Solde net au 31/12/2014	55 324 €	1 290 114 €	2 916 837 €	-1 843 874 €	100 231 €	2 518 632 €
Solde net au 01/01/2015	55 324 €	1 290 114 €	2 916 837 €	-1 843 874 €	100 231 €	2 518 632 €
Résultat de l'exercice					51 277 €	
Réévaluation immeuble						
Solde net au 31/12/2015	55 324 €	1 290 114 €	2 916 837 €	-1 743 643 €	51 277 €	2 569 909 €

Le résultat annuel est totalisé au 1er janvier suivant dans le Report à nouveau.

6 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2015

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2015		
	2015	2014
Solde des activités	51 277	100 231
+/- Dotations - reprises aux amortissements et provisions	214 428	188 231
+ Impact résolution 11 & 12	0	-6 390
+ Valeur nette comptable des immobilisations cédées	0	0
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	265 705	282 072
+/- Variation du BFR lié à l'activité	-207 835	101 370
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	57 870	383 441
- Décaissements liés à l'acquisition d'immobilisations	-186 356	-166 202
+/- Variation des prêts et avances consentis	0	0
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT	-186 356	-166 202
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	-128 486	217 240
TRESORERIE D'OUVERTURE	1 743 574	1 526 335
TRESORERIE DE CLOTURE	1 615 088	1 743 574
ECART	0	0



Annual accounts for the year 2015

Report established on 2 March 2016

SUMMARY

1	Balance sheet as of 31 december 2015	3
2	Income statement for 2015	4
3	execution of the budget	5
4	Notes to the financial statements	6
	Accounting principles	7
	Notes on the balance sheet	11
	Notes on the income statement	18
5	Statement of changes in net assets/equity	23
6	Cash-flow statement at 31 december 2015	24

1 BALANCE SHEET AS OF 31 DECEMBER 2015

ASSETS	31/12/2015	31/12/2014
Current assets		
Cash	1 615 088 €	1 743 574 €
Member States receivables	165 576 €	130 476 €
Corresponding Members receivables	59 471 €	47 398 €
Orther receivables – Certificats	5 230 €	12 606 €
Other receivables	210 231 €	148 498 €
Prepayments	17 891 €	19 057 €
TOTAL (I)	2 073 488 €	2 101 610 €
Non current assets		
Long term investments	420 €	420 €
Land	1 050 000 €	1 050 000 €
Building - walls	1 378 531 €	1 427 329 €
Fittings	658 650 €	620 190 €
Office equipment	40 601 €	31 714 €
Furniture	1 997 €	3 911 €
Software	970 €	4 677 €
TOTAL (II)	3 131 169 €	3 138 240 €
General total (I to II)	5 204 656 €	5 239 850 €

LIABILITIES	31/12/2015	31/12/2014
Current liabilities		
Member States payables	158 264 €	201 300 €
Other payables	133 714 €	177 148 €
Total current liabilities	291 978 €	378 448 €
Non current liabilities		
Employee benefits	2 342 770 €	2 342 770 €
Other provisions		
Total passif à long terme (II)	2 342 770 €	2 342 770 €
Net assets	2 569 909 €	2 518 632 €
Capital	55 324 €	55 324 €
Revaluation Building	2 916 837 €	2 916 837 €
Reserves and accumulated results	-453 530 €	-553 760 €
Result of the year	51 277 €	100 231 €
Total net assets	2 569 909 €	2 518 632 €
Balance	0 €	0 €

2 INCOME STATEMENT FOR 2015

OPERATING INCOME	31/12/2015	31/12/2014
Member States contributions	2 055 200 €	2 053 800 €
Other operating income	84 697 €	78 769 €
Total Operating income	2 139 897 €	2 132 569 €
OPERATING EXPENSES		
Staff expenses	1 467 903 €	1 412 296 €
Operating expenses	403 674 €	439 520 €
Depreciations	193 428 €	176 371 €
Regularization accounts receivable	20 992 €	-6 723 €
Provision for retirement		11 620 €
Other operating expenses		
Total operating expenses	2 085 996 €	2 033 083 €
OPERATING RESULT	53 901 €	99 486 €
Financial result	7 335 €	10 690 €
Extraordinary result	-9 959 €	-9 945 €
Total non operating results	-2 624 €	745 €
NET RESULT	51 277 €	100 231 €

3 EXECUTION OF THE BUDGET

Budget realization	2014	2014	2015	2015
	Voted	Realized	Voted	Realized
CHARGES				
Active staff	1 254 930 €	1 304 917 €	1 315 110 €	1 360 376 €
Pension System	110 186 €	107 379 €	112 941 €	107 528 €
Total staff costs	1 365 116 €	1 412 296 €	1 428 051 €	1 467 903 €
Running costs	67 521 €	88 209 €	68 912 €	73 744 €
Administrative costs	67 365 €	80 936 €	68 547 €	70 396 €
Communication costs	55 287 €	56 989 €	56 501 €	60 961 €
Meetings costs - CIML	88 991 €	100 524 €	86 591 €	83 772 €
Travel & accommodation costs	109 336 €	90 418 €	109 017 €	99 601 €
Miscellaneous costs	17 338 €	12 438 €	17 495 €	20 505 €
Special funds for developing count	35 000 €	13 561 €	35 000 €	4 654 €
Total other charges	440 838 €	443 075 €	442 063 €	413 632 €
Depreciations	116 718 €	176 371 €	117 101 €	193 428 €
Provision for retirement	40 000 €	11 620 €	40 000 €	
Provision for uncollected funds	32 200 €	240 €	60 200 €	21 000 €
Total charges other than staff	188 918 €	188 231 €	217 301 €	214 428 €
Total Charges	1 994 872 €	2 043 601 €	2 087 415 €	2 095 963 €
INCOME				
Member State contribution	1 932 000 €	1 960 000 €	1 932 000 €	1 960 000 €
CM Fees	79 800 €	93 800 €	79 800 €	95 200 €
Certificat Fees	70 000 €	78 169 €	70 000 €	84 697 €
Translation Center	15 000 €		15 000 €	
Financial Income	15 000 €	10 690 €	15 000 €	7 335 €
Other Income		1 173 €		8 €
Total income	2 111 800 €	2 143 832 €	2 111 800 €	2 147 240 €
Result	116 928 €	100 231 €	24 385 €	51 277 €

4 NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

The financial year covers the period of 1st January to 31 December 2015.

The accounts were closed by the BIML Director according to the provisions of Article 20 of the OIML Financial Regulations – Edition 2012.

The financial statements established according to Annex 3 of the Financial Regulations include the following: balance sheet, income statement, notes to the financial statements, statement of changes in net assets/equity, cash flow statement.

The following notes or tables are therefore part of the presentation of the annual financial statements:

Note 1	Main accounting methods	7
Note 2	Cash and investments details.....	11
Note 3	Member States balance analysis	11
Note 4	Other receivables details.....	14
Note 5	Prepayments detail	15
Note 6	Long term investments details.....	15
Note 7	Long term receivables detail	15
Note 8	Fixed assets and accumulated depreciations state.....	15
Note 9	Other payables detail.....	16
Note 10	Employee benefits detail.....	16
Note 11	Other provisions analyzis.....	17
Note 12	Member State contribution detail.....	18
Note 13	Other operating revenue and income detail	18
Note 14	Staff expenses detail.....	18
Note 15	Running costs detail	19
Note 16	Administrative costs detail.....	19
Note 17	Communication costs detail	19
Note 18	Meeting costs detail.....	20
Note 19	Travel and accomodation costs detail.....	20
Note 20	Miscellaneous costs detail	20
Note 21	Depreciation and recovering detail	21
Note 22	Extraordinary income detail.....	22
Note 23	Extraordinary expenses detail.....	22

Accounting principles

Note 1 Main accounting methods

The OIML financial statements are established according to the international public sector accounting standards, IPSAS, issued by the Public Sector Committee of the IFAC (International Federation of Accountants). When IPSAS standards are not available, the IAS (IFRS) standards are implemented.

Reference currency

The OIML Financial Regulations as revised as of 1st January 2013 says in its Article 2 that the accounting unit provided for in the Convention (Article XXIV) is the Gold Franc whose exchange rate with the French Franc is indicated by the Banque de France.

However, Council Regulation (EC) No. 974/98 of 3 May 1998 replaced the French Franc by the Euro starting from 1 January 1999 and sets forth that "References to national monetary units contained in legal instruments in force as of the end of the transitional period must be construed as references to the Euro unit by applying the respective conversion rates". Accordingly, the Banque de France did not maintain the "Gold Franc" accounting unit.

On the basis of these provisions, the various financial statements and accounting documents of OIML shall be maintained in Euros.

Main methods used

The general accounting principles have been applied, respecting the principle of prudence, in conformity with the base hypothesis of continuity of operation, of permanence of the methods from one year to another and of independence of the yearly periods and in conformity with the provisions of the OIML Financial Regulations (FR) revised as of 1st January 2013.

Tangible fixed assets (FR- article 4.1)

The land, buildings, equipment and facilities owned by the OIML are recognized at their current appraised value less accumulated depreciation.

This was reflected in the revaluation of fixed assets and the recognition of revaluation surplus in shareholders'equity at 1st January 2010, at 1st January 2012 and at 1st January 2013.

Other facilities and equipment owned by the OIML are recognized at their historical cost less depreciation

Depreciation is calculated on a straight-line basis, in order to spread the cost of each asset over the asset's useful life estimated as follows:

* Land	No depreciation
* Buildings, wall	50 years
* Buildings, roof, renovation.....	20 years
* Buildings, fittings	10 years
* Fittings, improvements and facilities.....	5 à 10 years
* Other tangible fixed assets	3 à 10 years

Intangible fixed assets (FR- article 4.2)

The cost of capitalised software is depreciated on a straight-line basis over a useful life not exceeding 3 years.

Financial instruments (FR article 5)

Within the limits set by the Committee and subject to the Committee's control, the Director is authorized to invest the Organisation's cash and cash equivalents in government bonds with no published rating less than "AAA", certificates of deposit, or insured savings accounts within any Member States of the organization.

Any interest, dividends and gains on financial instruments, whether realised or not, shall be recognized as revenues and expenses in the income statement.

Specific services related to contracts – work in progress (FR article 6)

The Bureau may execute contracts with any International or Regional Organisation in order to carry out specific works and services funded by such organisations and falling within the scope of competence of the Organisation and in accordance with its objectives (e.g. translation of OIML publications into a language other than English or French). The objectives and terms of such contracts shall be submitted for prior approval to the Committee.

The revenues and expenses related to services rendered over several financial years under such contracts shall give rise to accounting adjustments in order to meet the revenue recognition rules set out in Article 8. (Revenue recognition : cf. below).

Trade receivables

Contributions due by Member States and in arrears as of the close of a budget year shall be deemed receivables of the Organisation and posted as such as assets until actual collection.

The case of defaulting Member States is addressed in accordance with Article XXIX of the OIML Convention: the radiation of a Member State who reached or exceeded three years of arrears is automatically registered by the BIML Director.

The 14th International Conference wished clarified Article XXIX of the OIML Convention, as regards Member States which have not fully paid their annual contribution. It was decided that:

- (a) A Member State which has not paid its annual contribution for three consecutive years shall automatically be considered as having resigned, according to Article XXIX, first paragraph, of the Convention;
- (b) A Member State which has not fully paid its annual contribution shall be automatically considered as having resigned when its accumulated arrears amount to the total of the last three years of contributions due;
- (c) A Member State in arrears will receive a final written warning at least six months before the accumulation of the three-year amount mentioned in (a) or (b). The warning will include a request to pay the full amount;
- (d) The provisions of (a), (b) and (c) apply accordingly to Corresponding Members with respect to annual Corresponding Member fees.

The 14th International Conference wished also clarified Article XXX, second paragraph, of the Convention with respect to the readmission of Member States which have officially been regarded as having resigned. It was decided that:

(a) A Member State which has officially been regarded as having resigned may be readmitted only after it has settled its unpaid contributions, the amount of which is calculated as the total contribution that the Member State would have had to pay over the last three years immediately prior to the year of readmission according to the classification of that Member State at the time of readmission;

(b) The provisions in (a) apply accordingly to Corresponding Members with respect to Corresponding Member fees.

Advances and down payments related to expenses of the following financial year (e.g. down payments made for the organisation of meetings, down payments related to works, etc.) may be posted as amounts due by suppliers.

Advances received from clients in connection with contracts referred to under Article 6 are posted as “amounts due to clients” on the liabilities side of the balance sheet.

Revenue recognition

Revenues are recognised according to the accrual method.

Contributions due by Member States and fees due by Corresponding Members are recognised on their due date, i.e. the commencement date of the financial year.

Financial revenues are recognised during the financial year during which they accrue.

Other revenues, including expense repaid by third parties, are recognised when accruing to the OIML, either under the terms of executed contracts or, in the absence of any contract, upon issuing the invoice or the request for payment.

Contributions due by Member States and fees due by Corresponding Members representing the partial or total payment of amounts due for following years are posted as amounts due by the Organisation to such Members.

Reserves

Annual net income, whether positive or negative, is systematically posted to retained earnings during the entire financial period defined in Article 1. At the end of each financial period, the Conference decides whether the relevant amounts are to be posted to the reserves.

Provisions

Provisions are recognized when the OIML is legally or implicitly bound by any obligation resulting from past events, and where it is likely that performance of such an obligation shall entail the use of resources without any likely consideration and it is possible to make a reliable estimate of the amount of the relevant obligation.

Employees benefits

Under the resolution no. 27 of the 45th CIML Meeting, the pension rights acquired are valued by an actuary and are presented in Note 10.

They are subject to an allowance for expenses determined in accordance with IPSAS

This result is the entry on the liabilities of the provision for pensions calculated in accordance with IPSAS in comparison to the assessments given to the previous year under the previous rule.

Borrowing

OIML is not authorised to borrow.

Extraordinary revenues and expenses

The Bureau's Director shall account for the amount of losses or gains arising in connection with any funds, asset disposals, inventories or other assets, provided that a statement listing all such amounts shall be submitted to the Committee and the Conference, taking into account in particular all differences between theoretical contributions due by Member States and actual payments, insofar as such differences are sufficiently small.

Voluntary contributions – bequests and donations

The Bureau's Director may accept voluntary contributions as well as bequests and donations, whether or not in cash, provided that the same are offered for purposes compatible with the Organisation's policies, goals and operations.

The acceptance of any contributions entailing, whether directly or indirectly, any additional financial commitment for the Organisation is subject to prior approval by the Conference or, in case of emergency, by the Committee.

Contributions in movable or immovable property are valued in monetary units and posted on the Organisation's balance sheet.

Notes on the balance sheet

Note 2 Cash and investments details

Details of cash	31/12/2015	31/12/2014
Caisse d'Epargne		985 623 €
LCL Investments	711 854 €	308 769 €
SG Investments	500 000 €	
Banque de France		205 216 €
Chèques Postaux	21 171 €	61 925 €
Crédit Lyonnais	280 564 €	104 806 €
Société Générale	78 745 €	
Caisse	605 €	1 175 €
Banque de Berne	17 817 €	29 782 €
Banque de France – Traduction Center		38 988 €
Interest to be received	4 331 €	7 290 €
Total	1 615 088 €	1 743 574 €

Note 3 Member States balance analysis

The receivables are analyzed as follows:

Receivables	31/12/2015	31/12/2014
<u>Asset</u>		
Member States	287 376 €	232 476 €
Corresponding Members	59 471 €	47 398 €
Other clients	5 230 €	12 606 €
Provisions for doubtful debts	-121 800 €	-102 000 €
<u>Liabilities</u>		
Member States - Advance	-121 950 €	-163 409 €
Corresponding Members - Advance	-36 314 €	-37 891 €
Total	72 013 €	-10 820 €

The detail of Member States and Corresponding Members balance is shown below:

Member States	Situation au 31/12/2015	Situation au 31/12/2014	Situation au 31/12/2013
ALBANIE			14 000
ARABIE SAOUDITE		28 000	
AUTRICHE - Avance	-14 000	-14 000	
BRESIL	112 000		
CAMEROUN	14 000		42 700
CHYPRE	14 000	14 000	
COLOMBIE			2 700
CUBA	26 320	26 320	14 300
EGYPTE - Avance		-28 000	
ETHIOPIE	42 000	42 500	42 700
GRECE		100	
IRAN	1 710	57 710	57 000
IRLANDE - Avance	-14 000	-14 000	-14 000
ISRAEL	14 000		
KAZAKHSTAN - Avance		-28 000	
KENYA - Avance	-9 950	-9 409	1 115
LIBAN	42 000	42 500	42 700
NORVEGE - Avance	-14 000	-14 000	-14 000
NVLE ZELANDE - Avance	-14 000		
POLOGNE - Avance	-28 000	-28 000	-28 000
PORTUGAL – Avance		-14 000	
REPUBLIQUE SLOVAQUE - Avance		-14 000	
SLOVENIE - Avance	-14 000	-14 000	
SRI LANKA	21 346	21 346	21 346
TUNISIE – Avance			-14 000
	165 426	69 067	168 561

Corresponding Members	Situation au 31/12/2015	Situation au 31/12/2014	Situation au 31/12/2013
ARGENTINE	2 800	1 400	
AZERBAIDJAN - Avance		-1 400	
BANGLADESH		1 400	
BENIN	1 400	1 400	1 400
BOSNIE-HERZEGOVINE - Avance			-1 020
BOTSWANA		1 400	
BURKINA FASO	4 200	4 250	4 190
CAMBODGE		1 400	1 400
COMORES	4 200	4 250	4 190
COREE DU NORD	1 400		
REP. DOMINICAINE - Avance	-4 060	-4 060	-5 460
GABON	1 626	226	-1 174
GAMBIE - UNIDO	4 200	2 800	1 400
GEORGIE - Avance		-1 400	-1 400
GUINEE - Avance	-9 111	-10 511	-11 911
HONG KONG - Avance	-1 400	-1 400	
IRAK		1 400	
ISLANDE - Avance	-1 400		
KIRGHIZISTAN	2 800	1 400	
LETTONIE - Avance	-1 400	-1 400	-170
LIBYE	1 123	-277	-1 677
LIBERIA - UNIDO	-100		
LITUANIE - Avance	-1 400		
MADAGASCAR	1 400	1 400	
MAURICE - Avance	-1 400		
MAURITANIE	4 200	2 800	1 400
MONGOLIE - Avance			309
MONTENEGRO - Avance	-1 400		
NEPAL	1 400		2 850
NICARAGUA	4 200	4 250	4 190
NIGERIA	4 200	2 800	1 400
OMAN	1 400	2 850	1 450
OUGANDA	1 400		
OUZBEKISTAN	232	232	232
PANAMA - Avance	-10 517	-11 917	-13 317
PAPOUASIE – NOUVELLE GUINEE	-1 400	1 400	1 400
RWANDA	1 890	490	-910
SEYCHELLES - Avance	-1 400		
SIERRA LEONE - UNIDO		-1 400	1 400
SINGAPOUR - Avance		-1 400	-1 400

Corresponding Members	Situation au 31/12/2015	Situation au 31/12/2014	Situation au 31/12/2013
SOUDAN	4 200	2 800	1 400
SYRIE	4 200	2 800	1 400
TADJIKISTAN	4 200	4 250	4 190
URUGUAY - Avance	-1 326	-2 726	-2 726
YEMEN	1 400		
ZIMBABWE	1 400		
	23 157	9 507	-6 964

The provisions for doubtful debts of Members are the following:

Country	Provision au 31/12/2015	Provision au 31/12/2014
ETHIOPIE	42 000 €	42 500 €
LIBAN	42 000 €	42 500 €
BURKINA FASO	4 200 €	4 250 €
COMMORES	4 200 €	4 250 €
GAMBIE	4 200 €	
MAURITANIE	4 200 €	
NICARAGUA	4 200 €	4 250 €
NIGERIA	4 200 €	
SOUDAN	4 200 €	
SYRIE	4 200 €	
TADJIKISTAN	4 200 €	4 250 €
Total provisions	121 800 €	102 000 €

Note 4 Other receivables details

Other receivables totaling 210 231 € mainly include the advances paid to suppliers for works amounting to 79 294 €, the tax reimbursement agreement from US government for 20 066 €, VAT pending refund for an amount of 15 452 €, the unpaid VAT on the works for 79 558 €. This balance is carried forward over 10 years, depreciation period for fixtures and fittings.

Note 5 Prepayments detail

The prepayments, which amount to 17 891 € include principally payments of annual services or subscriptions of which part is allocated to the year 2016.

Note 6 Long term investments details

This account, amounting to 420 € includes deposits and guarantees.

Note 7 Long term receivables detail

No long term receivable appears.

Note 8 Fixed assets and accumulated depreciations state

	31/12/2015			31/12/2014		
	Brut	Depreciation	Net	Brut	Depreciation	Net
Buildings	29 680 €	28 710 €	970 €	20 733 €	16 057 €	4 677 €
Land	1 050 000 €		1 050 000 €	1 050 000 €		1 050 000 €
Building – wall	1 629 889 €	251 358 €	1 378 531 €	1 629 889 €	202 560 €	1 427 329 €
General facilities	406 518 €	82 745 €	323 773 €	288 371 €	41 041 €	247 330 €
Fittings	608 405 €	273 528 €	334 877 €	586 173 €	213 313 €	372 861 €
Office equipment	14 415 €	3 722 €	10 693 €	6 512 €	2 279 €	4 233 €
IT equipment	87 163 €	57 255 €	29 908 €	58 035 €	45 655 €	12 380 €
Computer server system	82 858 €	82 858 €		82 858 €	67 757 €	15 101 €
Furniture	35 023 €	33 026 €	1 997 €	35 023 €	31 112 €	3 911 €
TOTAL 31/12	3 943 950 €	813 201 €	3 130 749 €	3 757 594 €	619 773 €	3 137 820 €
TOTAL 01/01	3 757 594 €	619 773 €	3 137 820 €	3 591 392 €	443 402 €	3 147 990 €
Variation	186 356 €	193 428 €	-7 071 €	166 202 €	176 371 €	-10 170 €

Note 9 Other payables detail

The other debts are short term debts and include the following:

	31/12/2015	31/12/2014
Urssaf	55 122 €	64 798 €
Ircantec	7 419 €	6 841 €
Health insurance	5 250 €	4 952 €
Foresight	5 966 €	5 481 €
Annual leave	40 312 €	23 360 €
Social debts	114 069 €	105 432 €
Suppliers	1 146 €	6 645 €
Invoices to receive	18 072 €	64 858 €
Suppliers	19 218 €	71 503 €

Note 10 Employee benefits detail

Employee benefits include pension funds to 2 342 770 €.

No additional provision has been recorded at 31 December 2015.

The total of rights acquired, evaluated by an actuary, amounts to:

Total of rights acquired at	
At 31/12/2010	2 158 500 €
At 31/12/2011	2 205 900 €
At 31/12/2012	2 272 000 €
At 31/12/2013	2 328 800 €
At 31/12/2014	2 342 770 €
At 31/12/2015 - New Estimation	2 728 410 €
At 31/12/2016	2 675 118 €
At 31/12/2017	2 623 064 €
At 31/12/2018	2 572 504 €
At 31/12/2019	2 523 662 €
At 31/12/2020	2 476 734 €

Note 11 Other provisions analyzis

The OIML did not have any dispute during the year.

Notes on the income statement

Note 12 Member State contribution detail

The contributions of states is 2 055 200 € which decomposes:

	2015	2014
Member State contributions	1 960 000 €	1 960 000 €
Corresponding Members	95 200 €	93 800 €
Total State contributions	2 055 200 €	2 053 800 €

Note 13 Other operating revenue and income detail

The amount of other products, 84 697 €, is:

	2015	2014
Certificats	84 697 €	78 169 €
Others		600 €
Total State contributions	84 697 €	78 769 €

Note 14 Staff expenses detail

The total staff costs of 1 467 903 € is divided into:

	2015	2014
Salary BIML	1 067 444 €	1 026 570 €
Social contributions	292 931 €	278 347 €
Retired OIML staff	107 528 €	107 379 €
Total staff costs	1 467 903 €	1 412 296 €

Note 15 Running costs detail

Total running costs of 73 744 € including main items are

	2015	2014
Water & Electricity	12 478 €	10 945 €
Supplies	5 178 €	17 715 €
Maintenance & repair	49 895 €	54 494 €
Insurance	4 516 €	3 384 €
Property tax	1 678 €	1 670 €
Total running costs	73 744 €	88 209 €

Note 16 Administrative costs detail

The amount of administrative costs is 70 396 € and is divided into:

	2015	2014
Fournitures administratives	2 445 €	3 554 €
Maintenance	35 078 €	40 652 €
Documentation	1 424 €	1 504 €
Honoraires	24 959 €	27 913 €
Téléphone	6 489 €	7 313 €
Total couts administratif	70 396 €	80 936 €

Note 17 Communication costs detail

The total cost of communication, 60 961 €, equal to:

	2015	2014
Publications and medals	15 554 €	14 277 €
Postal	11 856 €	10 618 €
Carriers	420 €	162 €
Internet	33 131 €	31 932 €
Total communication costs	60 961 €	56 989 €

Note 18 Meeting costs detail

The retail cost of meeting, 83 772 €, is:

	2015	2014
Conférence fees		6 699 €
Receptions	2 500 €	6 949 €
CIML	78 075 €	86 877 €
Presidency fees	3 197 €	
Total meeting costs	83 772 €	100 524 €

Note 19 Travel and accomodation costs detail

The amount of travel and missions of 99 601 € is divided into:

	2015	2014
Travel	71 059 €	56 910 €
Missions	28 542 €	33 508 €
Total travel and accomodation costs	99 601 €	90 418 €

Note 20 Miscellaneous costs detail

Miscellaneous expenses, 20 505 €, corresponding to:

	2015	2014
Tips	3 385 €	3 215 €
Bank charges	4 521 €	3 889 €
Loan losses		-6 390 €
Various expenses	12 599 €	11 724 €
Total miscellaneous costs	20 505 €	12 438 €

Note 21 Depreciation and recovering detail

The total of endowments to depreciations and to provisions is 214 428 €.

Annual endowment	2015	2014
Software	12 653 €	5 626 €
Buildings	48 798 €	48 796 €
General facilities	41 704 €	28 106 €
Fittings	60 215 €	52 805 €
Office equipment	1 443 €	370 €
IT equipment	11 600 €	11 368 €
Computer server system	15 101 €	27 149 €
Furniture	1 914 €	2 151 €
Total endowment to depreciations	193 428 €	176 371 €
Clients accounts - recovery provision	21 000 €	240 €
Pension system		11 620 €
Total annual endowments	21 000 €	11 860 €

The 14th International Conference who wanted clarified Article XXIX of the OIML Convention as regards Member States and Corresponding Members, the OIML accounts do not appear more than three years of contributions arrears, effect on the financial statements at 31 December 2015 is:

- Loss on bad debt :	- 1 200 €
- Depreciation allowance claim:	- 21 000 €
- Reversal of provision for receivables :	1 200 €
- Either a charge in the 2015 financial statements :	- 21 000 €

Note 22 Extraordinary income detail

No extraordinary income during the year 2015.

Note 23 Extraordinary expenses detail

The exceptional charge for the year, 10 055 €, mainly corresponds to the recovery of 10 years on unpaid VAT on the work - see Note 4.

5 STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS/EQUITY

	Capital	Reserves	Revaluation Building	Accumulated results	Result	Total
Net at 01/01/2014	55 324 €	1 290 114 €	2 916 837 €	-1 890 559 €	46 685 €	2 418 401 €
Result of the year					100 231 €	
Revaluation bulding						
Net at 31/12/2014	55 324 €	1 290 114 €	2 916 837 €	-1 843 874 €	100 231 €	2 518 632 €
Net at 01/01/2015	55 324 €	1 290 114 €	2 916 837 €	-1 843 874 €	100 231 €	2 518 632 €
Result of the year					51 277 €	
Revaluation bulding						
Net at 31/12/2015	55 324 €	1 290 114 €	2 916 837 €	-1 743 643 €	51 277 €	2 569 909 €

The annual result is added at the next 1st January in the accumulated result.

6 CASH-FLOW STATEMENT AT 31 DECEMBER 2015

CASH-FLOW STATEMENT AT DECEMBER 31, 2015		
	2015	2014
Balance of activities	51 277	100 231
+/- Net endowment to depreciations and provisions	214 428	188 231
+ Impact résolution 11 & 12	0	-6 390
+ Nett Value of assets sold	0	0
CAPACITY TO AUTOFINANCE	265 705	282 072
+/- Variation in the Working Capital requirement related to the activity	-207 835	101 370
NET FLUX OF CASHFLOW GENERATED BY THE ACTIVITY	57 870	383 441
- Outgoing related to the acquirements of assets	-186 356	-166 202
+/- Variation of loans and advances granted	0	0
NET FLUX OF CASHFLOW GENERATED BY TH INVESTMENT	-186 356	-166 202
VARIATION IN NET CASHFLOW	-128 486	217 240
OPENING CASH	1 743 574	1 526 335
CLOSING CASH	1 615 088	1 743 574
DIFFERENCE	0	0

Budget realization	2014 Voted	2014 Realized	2015 Voted	2015 Realized	2015 difference
CHARGES					
Active staff	1 254 930	1 304 917	1 315 110	1 360 376	
Pension System	110 186	107 379	112 941	107 528	
Total staff costs	1 365 116	1 412 296	1 428 051	1 467 903	- 39 852
Running costs	67 521	88 209	68 912	73 744	
Administrative costs	67 365	80 936	68 547	70 396	
Communication costs	55 287	56 989	56 501	60 961	
Meetings costs - CIML	88 991	100 524	86 591	83 772	
Travel & accommodation costs	109 336	90 418	109 017	99 601	
Miscellaneous costs	17 338	12 438	17 495	20 505	
Special funds for developing count	35 000	13 561	35 000	4 654	
Total other charges	440 838	443 075	442 063	413 632	28 431
Depreciations	116 718	176 371	117 101	193 428	
Provision for retirement	40 000	11 620	40 000		
Provision for uncollected funds	32 200	240	60 200	21 000	
Total charges other than staff	188 918	188 231	217 301	214 428	2 873
Total Charges	1 994 872	2 043 601	2 087 415	2 095 963	- 8 548
INCOME					
Member State contribution	1 932 000	1 960 000	1 932 000	1 960 000	
CM Fees	79 800	93 800	79 800	95 200	
Certificat Fees	70 000	78 169	70 000	84 697	
Translation Center	15 000		15 000		
Financial Income	15 000	10 690	15 000	7 335	
Other Income		1 173		8	
Total income	2 111 800	2 143 832	2 111 800	2 147 240	35 440
Result	116 928	100 231	24 385	51 277	26 892